

UNRISD INFOS

Le Bulletin de l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social

Racisme, citoyenneté et justice sociale Yusuf Bangura

Le débat sur le racisme et la xénophobie a été influencé par deux importantes questions de politique publique. La première a trait aux fractures raciales et à leur influence complexe sur l'évolution de la citoyenneté, en particulier dans les pays où les divisions ethniques et raciales sont profondes. La marche historique vers une sphère publique réceptive et comptable de ses actes peut être en grande partie considérée comme une lutte menée pour renverser les barrières raciales et incorporer des groupes antérieurement exclus dans le système des droits et des obligations qui définissent la citoyenneté. Les luttes pour une

citoyenneté universelle ont mis en évidence la nécessité de respecter la diversité culturelle et ses valeurs fondatrices, la tolérance, l'intégration et la solidarité. La deuxième est la promotion de la justice sociale et de systèmes de gouvernance équitables, qui apparaissent comme une condition essentielle de la stabilité et de solides valeurs citoyennes. Pourtant, les réformes régies par la justice sociale présentent souvent des difficultés considérables parce qu'elles touchent à des questions de redistribution. Elles peuvent apparaître comme une opération à somme zéro aux yeux de certains citoyens.

► page 2

Après une longue interruption, les **UNRISD Infos** sont de retour, et les lecteurs découvriront que l'Institut n'était pas en vacances! Ils trouveront dans ce numéro de 44 pages une foule d'informations sur le travail des douze derniers mois, qui comprend 23 publications, neuf événements et un site Internet totalement réaménagé.

L'UNRISD a aussi le plaisir de présenter à ses lecteurs une palette impressionnante d'articles sur les questions du racisme, de la citoyenneté et de la justice sociale. Dans ce numéro, huit éminents universitaires—Hans-Georg Betz, Robert D. Bullard, George M. Fredrickson, Ray Jureidini, Khoo Boo Teik, Glenn C. Loury, Tracey McIntosh et Rodolfo Stavenhagen—livrent leurs réflexions sur la construction sociale de la race et la citoyenneté, les dynamiques sociales du racisme et de l'inégalité, les réponses à la diversité culturelle et l'incidence des politiques publiques sur les relations raciales.

Sommaire . . .

L'ESSENTIEL — Race et citoyenneté aux Etats-Unis • Race, genre et politique publique en Aotearoa/Nouvelle-Zélande

• Contrats d'emploi temporaire et pratiques xénophobes au Moyen-Orient • Populisme d'exclusion et idéologie différentialiste en Europe occidentale • La moralité superficielle du "daltonisme" aux Etats-Unis • Conflits ethniques en Indonésie après la crise • Face au racisme environnemental du monde du XXI^{ème} siècle **A LIRE**

INTERNE — Le nouveau site Internet de l'UNRISD • Conflits, participation et mouvements écologiques • Pour une meilleure connaissance du développement social dans les organisations internationales • Composition ethnique, inégalités et gouvernance du secteur public • Vieillesse, développement et protection sociale • L'UNRISD au Forum social mondial • Contrat mondial et société civile • Changements agraires, genre et droits fonciers • La nécessité de repenser l'économie du développement • Responsabilité sociale et environnementale des entreprises au Pérou • Technologies de l'information et de la communication au Sénégal • Donald McGranahan, 1917–2001 **DANS LE MONDE**

LE DERNIER MOT — Réflexions sur le racisme et la politique publique, par Rodolfo Stavenhagen

Mais elles risquent de se heurter à la résistance ou au travail de sape de ceux qui sont attachés au statu quo et en seraient les perdants, tandis que ceux qui auraient à y gagner n'ont pas la force de les défendre. Là où le jeu du marché et de la concurrence est roi, les préoccupations de prudence budgétaire peuvent aussi freiner la correction des inégalités.

La conférence de l'UNRISD "Racisme et politique publique" (3-5 septembre 2001, Durban), tenue à la faveur de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, a porté sur quatre grands thèmes liés aux précédents: la construction sociale de la race et de la citoyenneté, les dynamiques sociales du racisme et des inégalités, les réactions des groupes organisés à la diversité culturelle, et l'impact des politiques publiques sur les relations raciales.

Répondant à l'invitation de l'UNRISD, plus de 40 éminents universitaires de diverses régions du monde ont accepté d'écrire des articles et d'animer des discussions lors de la conférence. Le présent numéro d'**UNRISD Infos** rassemble des extraits des exposés de huit de ces universitaires: George M. Fredrickson, Tracey McIntosh, Ray Jureidini et Hans-Georg Betz, dont la réflexion porte sur des questions liées à la citoyenneté; Glenn C. Loury, Khoo Boo Teik et Robert D. Bullard, qui s'intéressent à des questions de gouvernance et de justice sociale; et Rodolfo Stavenhagen, qui retrace l'évolution des idées sur la race, la citoyenneté et la justice depuis la création de l'Organisation des Nations Unies.

Les questions de citoyenneté

La recherche génétique a discrédité la pratique qui consistait à classer les humains en races distinctes. Cependant, il existe toujours un fossé entre ce que la science sait sur la race et les croyances populaires à ce sujet. Les différences physiques peuvent sembler

triviales mais elles façonnent les perceptions et sont un important facteur de préjugé dans les rapports sociaux.

George M. Fredrickson traite des écoles de pensée qui ont marqué l'évolution de la citoyenneté aux Etats-Unis. Dans ce pays, l'attachement aux droits de l'homme universels a coexisté avec une forte tendance politique à exclure du corps des citoyens tous ceux qui n'étaient pas blancs. La première initiative marquante pour étendre la citoyenneté aux Afro-Américains remonte à la guerre civile, où l'on a utilisé des troupes noires pour défendre l'Union. Au Sud cependant, cette avancée a été fortement réduite pendant la période Jim Crow, qui a duré près d'un siècle, pendant laquelle les Noirs ont été privés de leurs droits, en butte à des discriminations et à des violences. Les luttes pour l'égalité raciale se sont intensifiées entre les années 1930 et 1960 et ont abouti aux Civil Rights Acts (lois sur les droits civils) de 1964 et 1965, qui ont permis aux citoyens de mieux exercer leurs droits. Cependant, comme le constate George Fredrickson, l'égalité officielle aux Etats-Unis n'a pas abouti à la citoyenneté sociale: les risques d'être mis en prison, au chômage, isolé socialement ou sans ressources sont sensiblement plus élevés pour un Noir que pour un Blanc.

La discrimination raciale a des effets différents sur les hommes et sur les femmes, ce qui souligne la nécessité de comprendre la citoyenneté dans une perspective sexospécifique dans des sociétés où les lignes de fracture se font suivant la race. **Tracey McIntosh** développe ce thème à la lumière de l'expérience des femmes maories en Nouvelle-Zélande. La race, le genre et la classe s'emboîtent les uns dans les autres et le fait d'imaginer une "femme" universelle ou des groupes ethno-raciaux homogènes, n'est pas sans danger. Les femmes maories, par exemple, ont été, autant que les hommes, lésées par la colonisation et en portent également les marques: faible niveau d'instruction et état de santé

médiocre, revenus bas et emplois peu qualifiés, logement insuffisant, taux de délinquance disproportionné. Cependant, les femmes maories sont défavorisées à la fois par rapport aux hommes maoris et aux Néo-Zélandais blancs. Tracey McIntosh plaide en faveur de politiques axées sur une meilleure représentation des femmes maories, tant dans les institutions maories, où les hommes dominent, que dans les institutions nationales qui régissent la vie de tous les Néo-Zélandais.

La discrimination envers les femmes est aussi évoquée par **Ray Jureidini** dans son article sur les travailleurs migrants et la xénophobie au Moyen-Orient, où ont déferlé des vagues massives d'immigrants engagés pour de courtes durées. L'arrivée d'une main-d'œuvre asiatique et africaine mal rémunérée a entraîné la formation dans la région d'un marché du travail secondaire, qui se distingue par la différence raciale. Cette main-d'œuvre est associée aux travaux sales, dangereux et difficiles que les nationaux refusent d'exécuter malgré une pauvreté et un chômage très étendus. Les travailleurs recrutés pour ces emplois sont liés par des contrats qui ont pour principale caractéristique de les asservir: ils ne sont pas libres de se présenter sur les marchés locaux du travail sans l'approbation de l'Etat et sont attachés à un "sponsor" pendant toute la durée de leur engagement. Ray Jureidini rapporte que beaucoup d'employées de maison vivant à demeure sont traitées comme des esclaves: menaces de violence, aucune liberté de mouvement, exploitation au travail et abus fréquents. Il réclame l'adoption et l'application de lois nationales et de conventions internationales qui protègent ces employées.

Le racisme a souvent besoin d'agents mobilisateurs, d'organisations et d'un discours qui l'attisent ou l'entretiennent. Selon **Hans-Georg Betz**, un nouveau populisme d'exclusion, illustré par les partis politiques d'extrême droite,

menace l'ordre libéral en Europe. Ces partis réclament une citoyenneté restrictive: ne devraient jouir pleinement des droits des citoyens que ceux et celles qui sont de la même ethnie qu'eux ou naturalisés de longue date. En se déplaçant au centre et en abandonnant l'ouvrier moyen, les partis de gauche ont ouvert une brèche dans laquelle la droite populiste s'est engouffrée. Cependant, la démocratie occidentale a des institutions suffisamment fortes, Hans-Georg Betz en est convaincu, pour relever le défi.

Gouvernance et justice sociale

Dans son exposé, **Glenn C. Loury** conteste l'idéologie dominante—l'individualisme libéral—qui, aux Etats-Unis, conduit l'opposition à la discrimination positive. Cette idéologie applique une politique de "cécité à la couleur", qui consiste à ne pas se servir de la race dans la mise en œuvre d'une politique. L'auteur distingue la "cécité" de l'"indifférence" à la couleur qui consiste à ne pas prendre en considération les effets qu'une règle choisie peut avoir sur divers groupes raciaux. Ces deux politiques peuvent réduire ou aggraver le handicap social des minorités. Cependant, Glenn C. Loury affirme que, vu le passé raciste des Etats-Unis, il faudrait évaluer de manière asymétrique les répercussions des politiques aveugles ou indifférentes à la race en modifiant l'ordre des préoccupations morales, c'est-à-dire en plaçant la justice raciale avant la cécité ou l'indifférence à la race. Il conclut que lorsque les meilleures universités se servent de la discrimination positive pour continger les admissions, elles confirment avec force le nouvel ordre de priorité moral en s'attachant d'abord à former une élite américaine qui comprenne des Afro-Américains et d'autres minorités.

Khoo Boo Teik traite des effets de la discrimination positive en Malaisie et des leçons à en tirer pour l'Indonésie. L'instabilité économique que connaissent ces deux pays depuis la crise financière de 1997 a provoqué des émeutes raciales

et ethniques en Indonésie, alors que la Malaisie, qui a un passé de violences raciales, semble avoir évité l'implosion ethnique et raciale. Au contraire, le mouvement pour le changement a amené des organisations d'affiliations religieuses, d'idéologies et d'horizons divers à se rassembler en une coalition. Les analystes attribuent l'aptitude relative de la Malaisie à gérer les relations ethniques et raciales au programme de discrimination positive qu'elle avait mis en œuvre avant la crise—la nouvelle politique économique (NPE). Ce programme de redistribution a favorisé les Malais par rapport aux Chinois. L'auteur explique que la NPE avait d'autres objectifs indissociables d'une forte capacité à donner des orientations politiques, de l'intervention de l'Etat dans l'économie et d'autres modes de gouvernement propres à l'Etat développemental de l'Asie orientale. Il semble que cette stratégie ait eu pour effet général de recomposer entièrement la structure de classes en Malaisie, de modifier l'équilibre des forces entre les diverses communautés et de donner à l'Etat les moyens d'obtenir des résultats économiques et politiques. Khoo Boo Teik estime cependant qu'il serait sans doute difficile, en des temps hostiles au nationalisme économique, d'appliquer intégralement en Indonésie les politiques malaises de discrimination positive.

L'article de **Robert D. Bullard** a trait au racisme environnemental, qu'il définit comme le fait d'avantager des sociétés qui polluent l'environnement mais se déchargent de leurs responsabilités sur les gens de couleur. Robert D. Bullard relève que le racisme environnemental se répercute sur l'occupation locale des sols, encourage une application laxiste des réglementations relatives à l'environnement et légitime l'exposition des populations à des produits chimiques dangereux et à des technologies à risque. Pour lutter contre le racisme environnemental, il faudrait que la protection de l'environnement soit reconnue comme un droit fondamental de la personne, que les

lois en vigueur relatives à l'environnement, à la santé, au logement et aux droits civils soient appliquées sans discrimination et que soient élaborés des accords et des règlements internationaux adaptés. Sur le plan fiscal, il faudrait aussi resserrer les mailles du filet pour dissuader les entreprises de polluer l'environnement de populations pauvres et défavorisées.

Les changements depuis 1948

Rodolfo Stavenhagen, qui a le dernier mot dans ce numéro, retrace l'évolution des idées sur la race, la citoyenneté et la justice depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 a fait admettre le principe de droits et de libertés universels et proscrit la discrimination sur la base de la race et d'autres différences. Les luttes anti-coloniales des années 1950 et 1960 ont abouti à l'incorporation du droit à l'autodétermination dans la Déclaration de 1960 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Une nouvelle orientation était donnée: on tournait le dos aux attitudes et idéologies racistes pour affirmer les droits des peuples et construire un ordre mondial stable. L'arrivée dans les années 1970 et 1980 d'immigrants du Sud dans les pays industrialisés du Nord a été à l'origine de nouvelles formes de racisme, dont ont souffert les minorités raciales, les travailleurs migrants et les réfugiés. Cependant, les migrations ont aussi donné naissance à l'idée de multiculturalisme ou de droit à la différence, et tout récemment à la notion d'interculturalité. Cette dernière cherche à renforcer la diversité par des modes de gouvernance flexibles qui ne se limitent pas à un modèle quelconque d'"Etat-nation".

Yusuf Bangura est coordinateur de recherches à l'UNRISD. Les huit exposés dont nous publions des extraits dans ce numéro sont disponibles sur le site www.unrisd.org.

La construction historique de la race et de la citoyenneté aux États-Unis

George M. Fredrickson

De nombreuses nations fondent leur identité sur le fait qu'elles descendent d'un tronc commun de lointains ancêtres qui leur auraient légué une langue et une culture données. Mais les États-Unis, comme il sied à une "nation d'immigrants", se sont généralement définis par rapport aux idées et valeurs politiques associées à leurs origines révolutionnaires, plus qu'en fonction du caractère et des origines ethniques de leur population. Leur "nationalisme citoyen" n'a pas empêché la "race" physique, en particulier telle qu'elle est représentée par les différences de pigmentation, d'être, pendant la plus grande partie de leur histoire, un élément déterminant de la condition sociale et politique.

Bien que la Révolution américaine ait fait appel aux conceptions universalistes des droits de l'homme héritées des Lumières, la Constitution de 1789 a admis que soient exclus de la citoyenneté les esclaves d'ascendance africaine et que soient maintenues dans la dépendance les populations autochtones conquises. La loi de 1790 sur l'immigration a introduit la discrimination raciale en limitant le droit de naturalisation aux "personnes blanches libres". Dans les années 1820 et 1830, le suffrage a été étendu à tous les Blancs de sexe masculin mais refusé à la plupart des Noirs libres. Lorsque la controverse sur l'esclavage s'est emballée dans les années 1830, 1840 et 1850, les partisans de la servitude noire se sont mis de plus en plus à fonder leurs arguments sur des idéologies racistes pseudo-scientifiques. Dans son arrêt de 1857 sur l'affaire Dred Scott, la Cour suprême déclarait la citoyenneté inaccessible à tous les Afro-Américains—libres ou esclaves.

Le racisme était un phénomène national à la veille de la guerre civile. Les "nègres libres" des États du Nord étaient souvent en butte à la ségrégation, privés de protection juridique et de droits politiques. Certains États et territoires leur fermaient même leurs frontières. Mais avec la guerre civile, l'émancipation et l'emploi de troupes noires sont devenus essentiels à la préservation de l'Union et les Afro-Américains ont conquis le droit de prétendre à devenir des citoyens égaux

Leur 'nationalisme citoyen' n'a pas empêché la 'race' physique, en particulier telle qu'elle est représentée par les différences de pigmentation, d'être, pendant la plus grande partie de leur histoire, un élément déterminant de la condition sociale et politique.

aux autres, droit qui s'est réalisé avec l'adoption en 1868 du 14^{ème} amendement à la Constitution. Toute personne née aux États-Unis, sans distinction de race, à l'exception des Indiens vivant en communautés tribales, avait ainsi accès à la citoyenneté du pays. En 1870, le 15^{ème} amendement a déclaré illégal le refus du droit de vote "pour des raisons liées à la race, à la couleur ou à un état antérieur de servitude". Il n'était plus possible désormais de se fonder explicitement sur la différence raciale pour refuser aux Noirs l'égalité devant la loi et l'égalité politique.

Pourtant, cette réforme constitutionnelle égalitaire n'a pas entraîné l'égalité de fait pour les Afro-Américains. La vraie citoyenneté est autre chose qu'une égalité *pro forma* devant la loi. Elle suppose aussi l'égalité de respect et, de la part d'une majorité ethno-raciale, la volonté de reconnaître en paroles et actes que les membres de la minorité font aussi partie de la nation. Pendant la période Jim Crow, qui a commencé dans les années 1880 et s'est prolongée jusqu'à la fin des années 1960, les Noirs du Sud ont été terrorisés, privés de leurs droits et en butte à des discriminations. Le racisme idéologique, qui visait non seulement les Noirs mais toute personne qui n'était pas incontestablement blanche, a connu son paroxysme aux États-Unis à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle. À partir de 1882, l'immigration chinoise a été dans une large mesure interdite. De même, l'opportunité d'admettre des migrants de l'est et du sud de l'Europe était contestée pour des raisons raciales et les lois sur l'immigration adoptées dans les années 1920 établissaient un système de contingents fondé en partie sur des croyances quant aux caractéristiques innées des diverses populations. L'"américanisme d'attribution" avait apparemment triomphé du libéralisme universaliste qui avait inspiré le mouvement abolitionniste et les amendements constitutionnels après la guerre civile.

L'avancée et la montée du racisme entre les années 1880 et 1920 ont résulté d'une interaction entre des stéréotypes raciaux déjà ancrés dans la culture et les tensions inhérentes à la formation de classes et de positions sociales dans un pays capitaliste en voie d'industrialisation rapide. Les Blancs de la classe ouvrière ou de situation modeste pou-

vaient penser que les travailleurs d'autres races, moins bien rémunérés qu'eux, menaçaient leur situation économique ou pouvaient voir au contraire dans leur situation raciale ou ethnique une espèce de "salaire psychologique" compensant leur pauvreté et leur horizon bouché. Les élites en place pouvaient désamorcer le conflit de classes en favorisant les divisions ethno-raciales entre les défavorisés ou renforcer leur position et leur autorité d'Américains de longue date en s'opposant à l'immigration de ceux qu'ils considéraient comme de race inférieure.

Entre les années 1930 et 1970, des membres des minorités raciales et leurs sympathisants ont lutté pour imposer une conception de la citoyenneté qui soit plus large et juridiquement mieux protégée, autrement dit qui tienne la promesse égalitaire contenue dans la Déclaration d'indépendance de 1776. Le New Deal a rénové la conception de la citoyenneté sociale en 1933 en proclamant la "libération de la misère", pour reprendre les termes de Roosevelt, bien qu'initialement la plupart des Noirs ne fussent pas visés par les nouvelles politiques d'assurance sociale. Par leur exode massif du Sud vers le Nord, les Noirs ont cependant recouvré leur droit de vote et gagné en poids sur la scène politique. En même temps, le racisme scientifique essuyait les attaques des sciences naturelles et sociales. Mais ce fut à la seconde guerre mondiale et à l'horreur inspirée par le racisme nazi que le réformisme racial de l'après-guerre dut une grande partie de son dynamisme. Le mouvement des droits civils des années 1950 et 1960, qui se solda par un succès partiel, acquit sa légitimité parce que les Etats-Unis avaient l'obligation stratégique de disputer à l'Union soviétique "les cœurs et les esprits" des populations de couleur récemment décolonisées d'Afrique et d'Asie. Les Civil Rights Acts (lois sur les droits civils) de 1964 et 1965 et, à la même époque, l'élimination

des contingents d'immigrants fondés sur la race peuvent être attribués au réveil d'idéaux égalitaires jusqu'alors en sommeil et au fait que, les circonstances ayant changé, la mise en pratique de ces idéaux semblait alors servir l'intérêt national et celui de groupes influents de la société.

*La vraie citoyenneté est
autre chose qu'une égalité
pro forma devant la loi.
Elle suppose aussi l'égalité
de respect et, de la part d'une
majorité ethno-raciale, la
volonté de reconnaître en
paroles et actes que les
membres de la minorité font
aussi partie de la nation.*

Les Civil Rights Acts ont rendu plus exécutoires la protection juridique et les droits politiques liés à la citoyenneté mais n'ont pas établi le droit à l'égalité de respect pour ceux qu'une majorité d'Américains blancs considérerait encore comme "autres". En outre, la citoyenneté sociale esquissée par le New Deal a commencé à s'effriter dans les années 1980, ce qui a eu des effets particulièrement dévastateurs sur les minorités. Les statistiques actuelles, qui révèlent que les risques d'être mis en prison, au chômage, socialement isolé ou sans ressources sont sensiblement plus élevés pour un Noir que pour un Blanc, montrent que l'inégalité structurelle liée à la race reste un problème central de la société américaine. Bien qu'elle ne soit plus entérinée par la loi, la discrimination demeure, non seulement envers les Afro-Américains mais aussi envers les Latinos pauvres. Les Asiatiques, eux aussi, sont toujours en butte à des discriminations, bien que

celles-ci prennent des formes plus subtiles. La montée de la conscience ethnique chez les Noirs et le désir des immigrants d'Amérique latine et d'Asie de préserver des aspects de leur culture ont fait du "multiculturalisme", plutôt que du simple intégrationnisme, l'idéologie antiraciste dominante des Etats-Unis d'aujourd'hui.

Ce qui a donné à la construction historique de la race et de la citoyenneté aux Etats-Unis son caractère unique et la différencie de celle des autres pays occidentaux, c'est la coexistence d'une tradition universaliste des droits de l'homme et d'une forte tendance historique à exclure sur la base de la race. On peut se livrer utilement à des comparaisons avec la France, qui a aussi une tradition universaliste des droits de l'homme mais où l'exclusion se fait davantage en fonction de la culture ou de la religion que de la race au sens physique du terme, ou avec la tradition allemande où le nationalisme est carrément ethnique et s'est révélé sous une forme hideuse à l'époque nazie. L'identité allemande avant 1945 impliquait un rejet catégorique de conceptions issues des Lumières, comme celles de liberté individuelle et de gouvernement démocratique, auxquelles la plupart des Américains blancs prétendaient adhérer, mais qui ne les empêchaient pas d'exercer des discriminations envers ceux qu'ils jugeaient biologiquement incapables de se gouverner eux-mêmes.

George M. Fredrickson est professeur émérite d'histoire des Etats-Unis à l'Université de Stanford, Californie, où il occupe la chaire Edgar E. Robinson.

Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

Réalités contestées: Race, genre et politique publique en Aotearoa/Nouvelle-Zélande

Tracey McIntosh

Notre identité, personnelle et collective, se forge dans la réalité matérielle dans laquelle nous vivons. Notre identité d'homme ou de femme détermine dans une large mesure le regard que nous portons sur nous-mêmes et celui des autres sur nous. Il en est de même de notre position dans l'échelle des classes. L'appartenance ethnique est encore une autre composante, et certaines identités ethniques produisent une réaction beaucoup plus forte et prononcée que d'autres. L'expérience de la colonisation et la marginalisation et le dénuement que les Maoris connaissent aujourd'hui dans leur vie quotidienne font de l'identité ethnique en Aotearoa/Nouvelle-Zélande¹ l'enjeu de luttes et de résistances. Leur place de *tangata whenua* (peuple de la terre, population autochtone), est vivement contestée dans la société néo-zélandaise. Il n'y a pas d'expérience maorie unique; tous ne portent pas le même poids et ne jouissent pas des mêmes privilèges. Bien qu'ils aient une conscience très vive des liens qui les unissent—leur ascendance, la terre et leur histoire commune—l'expérience vécue des maoris se teinte de mille nuances différentes selon les individus.

Si l'on entend par politique sociale un ensemble de directives et de décisions qui ont une incidence sur le bien-être des membres de la société en influant sur les modes de distribution des biens et des ressources dans cette société, il faut aussi reconnaître qu'elle va avantager certains groupes et individus et en défavoriser d'autres. L'accession au *tino rangitiratanga* (autodétermination, souveraineté) est primordiale pour la plupart des Maoris, mais leurs avis sont partagés sur le sens à lui donner et les moyens à employer. Les programmes

ou politiques conçus pour venir à bout des inégalités sociales et économiques suscitent une opposition considérable chez les non-Maoris. Bien que l'actuel gouvernement néo-zélandais ait formulé son intention de respecter le Traité de Waitangi (signé en 1840 entre des représentants de la couronne britannique et des chefs maoris) et de "combler l'écart" entre Maoris et non-Maoris dans les domaines de l'éducation, du travail, du logement et de la santé, ces objectifs ont été accueillis avec un certain cynisme par de nombreux Maoris et se sont heurtés à une vive opposition dans d'autres milieux de la société néo-zélandaise. Voilà 30 ans que ces débats et le respect des engagements pris avec la signature du Traité de Waitangi façonnent la politique sociale en Nouvelle-Zélande. Pourtant, de nombreux Maoris doutent que la conscience politique soit suffisante pour s'attaquer aux causes des inégalités sociales et économiques persistantes, et certains non-Maoris sont très irrités par des mesures et programmes qui, à leurs yeux, privilégient les Maoris par rapport aux autres, aux Néo-Zélandais "ordinaires". Sur une telle toile de fond, tout ce qui est maori est politique.

Une étude approfondie de la condition des Maoris montre qu'ils sont défavorisés dès la naissance. Un nourrisson maori a moins de chances qu'un autre de rester en vie. Les enfants maoris sont moins nombreux à bénéficier d'une éducation préscolaire. Bien qu'il y ait peu de données significatives sur les résultats des enfants à l'école primaire, nous savons qu'au sortir de l'école secondaire les jeunes Maoris ont des niveaux de qualification bien inférieurs à ceux des non-Maoris. Les Maoris risquent beaucoup plus que les autres d'être suspendus ou expulsés de l'école,

de sorte qu'ils sont aussi plus exposés que les autres au risque de stagner à des niveaux d'étude inférieurs et de tomber dans la délinquance juvénile. Les taux de chômage sont considérablement plus élevés chez les Maoris que chez les autres et leurs revenus sont très inférieurs. Ils ont également plus de chances de recourir à l'assistance du gouvernement, voire de devenir totalement dépendants de l'aide sociale. Beaucoup de Maoris ont un logement insuffisant et un état de santé physique et mental moins bons que les autres Néo-Zélandais. Le handicap et la différence sont inscrits dans le système de justice pénale où les Maoris sont surreprésentés à la fois comme victimes et comme délinquants (Tē Puni Kokiri 2000).² Pour beaucoup trop de gens, la vie d'un Maori se résume au chômage, à une santé défaillante, à des maladies psychiatriques, à la misère ou à l'emprisonnement.

Les politiques qui ciblent les Maoris sont problématiques. Celles qui tentent de s'attaquer à la discrimination raciale peuvent profiter à certains milieux maoris plutôt qu'à d'autres et, dans certains cas, perpétuer l'oppression de classe et de sexe. Les femmes maories, par exemple, sont à l'avant-garde de la lutte menée pour améliorer la condition sociale de leurs communautés et, pourtant, c'est sur elles que le poids de l'oppression sociale, politique et économique pèse le plus. Les représentations qu'on se faisait des femmes maories au XIX^e siècle ont laissé, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société maorie, des séquelles qui se traduisent par leur marginalisation. Par exemple, bien des organisations maories contemporaines qui sont perçues comme des structures autochtones traditionnelles sont en fait le produit de l'administration et du

gouvernement coloniaux. Elles privilégient souvent certains groupes ou individus et, dans bien des cas, font du pouvoir et de la prise de décision l'apanage des hommes.

La dévalorisation des femmes maories a eu des effets malheureux sur tous les aspects de la vie maorie—les enfants, les relations, les familles et les communautés en ont souffert, et le vécu des Maoris, hommes et femmes, s'en est ressenti. Toutefois, elle a aussi permis aux hommes maoris d'étendre le champ de leur pouvoir et de leur domination sur les femmes maories. Des intellectuelles maories ont constaté que les hommes maoris étaient pour une large part perçus comme les dépositaires, défenseurs et interprètes légitimes du savoir maori. En conséquence, les intérêts des hommes maoris sont aujourd'hui perçus comme étant ceux de tous les Maoris. Tandis que le Traité de Waitangi reconnaît les droits des communautés et promet de les protéger, la politique historique de la Nouvelle-Zélande, comme celle du gouvernement actuel, a été de viser à supprimer ces droits et

de les remplacer par des droits individuels tels que les conçoivent la politique sociale et le droit occidentaux, non-maoris. Ceux qui ont bénéficié de cette façon de voir ont été dans leur grande majorité des hommes. Sachant que, sans la solidarité, il leur sera impossible d'atteindre des objectifs et de conserver les valeurs de leur culture, les femmes maories tiennent à leurs liens avec les hommes maoris et veulent rester à leurs côtés. Mais elles continuent à se battre pour accéder à des postes où elles aient autant de pouvoir et de responsabilité qu'eux. La politique sociale, la législation et l'action menée doivent, pour améliorer les conditions d'existence, renforcer les mécanismes de partage du pouvoir et de participation plutôt que reproduire et légitimer des rapports de force inégaux.

Malgré l'impressionnante renaissance de la culture maorie depuis 30 ans, la Nouvelle-Zélande n'est guère parvenue à corriger les autres inégalités sociales dont souffrent les Maoris au quotidien. Si la culture est d'une importance vitale pour le bien-être physique et spi-

rituel, celui-ci ne devient pleinement réalité que lorsque les luttes quotidiennes et leurs solutions rencontrent la même détermination que celle qui se manifeste dans le domaine culturel. Il faut se battre, non seulement pour préserver la vitalité de la culture, mais aussi pour assurer l'équité dans la vie politique et économique et dans l'accès aux ressources, au pouvoir et au savoir.

Tracey McIntosh est chargée de cours au département de sociologie de l'Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande.

¹ Aotearoa ("la terre du long nuage blanc") est le nom donné au pays par les premiers colons polynésiens.

² Te Puni Kokiri (Ministère du développement maori), **Progress Towards Closing Social and Economic Gaps Between Maori and Non-Maori**, Te Puni Kokiri, Wellington, Nouvelle-Zélande, mai 2000.

Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

Contrats de travail temporaire et pratiques xénophobes au Moyen-Orient

Ray Jureidini

L'arrivée massive de travailleurs migrants dans les Etats arabes du Moyen-Orient à la suite du boom pétrolier du milieu des années 1970, puis le déplacement de nombreux travailleurs arabes (à partir de 1985), supplantés par une main-d'œuvre venue d'Asie orientale et du Sud-Est asiatique, et le flux et le reflux constants des années 1990 ont constitué l'une des grandes sagas migratoires de la deuxième moitié du XX^e siècle.

Les travailleurs étrangers temporaires dans les Etats arabes du Moyen-Orient, comme dans la plupart des

pays du monde, sont soumis à des règles qui leur barrent l'accès des marchés de travail locaux. Ils entrent dans le pays sous la responsabilité officielle d'un employeur qui s'est déclaré comme tel et répond d'eux, et avec un contrat de travail à durée déterminée. Le "répondant" est tenu de remplir les formalités pour leur obtenir un permis de travail et de séjour, sans lesquels ils ne peuvent prendre d'emploi. L'employé(e) n'est pas autorisé(e) à changer d'employeur ou à chercher un emploi ailleurs dans le pays, du moins pas sans l'autorisation expresse des autorités gouvernementales. A l'expir-

ation du contrat, l'employé(e) est tenu(e) de quitter le pays, à moins d'un renouvellement du contrat et des permis gouvernementaux nécessaires. Les travailleurs étrangers temporaires n'ont généralement aucun droit lié à la citoyenneté ni celui d'adhérer à un syndicat ou d'en former un. Quel que soit leur niveau de qualification, ils peuvent donc être classés officiellement dans la catégorie des travailleurs "sans liberté" dans le pays d'accueil.

Entre 1975 et 1985, quelque quatre millions de manœuvres et de travailleurs spécialisés sont entrés dans les

pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (le Bahreïn, le Koweït, l'Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis). La majorité d'entre eux venaient d'autres pays arabes—l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Yémen—mais une partie était recrutée au Soudan, dans les Territoires palestiniens, au Pakistan et en Inde. En Arabie saoudite et au Koweït, il en est résulté un quasi-doublement de la population. À partir de 1985, la proportion des travailleurs asiatiques n'a cessé d'augmenter dans les États membres du CCG. Ces travailleurs venaient essentiellement du Bangladesh, de l'Indonésie, des Philippines, de Corée du Sud et de Sri Lanka (en 1990, les travailleurs migrants originaires du Bangladesh et de Sri Lanka représentaient plus de 20 pour cent de la main-d'œuvre asiatique présente dans la région). Le nombre des Asiatiques embauchés a augmenté en partie parce qu'ils revenaient moins cher que des travailleurs d'autres États arabes, mais il y avait aussi l'idée qu'une diversification des nationalités empêcherait une éventuelle mainmise des autres Arabes (en particulier des Yéménites, Palestiniens et Égyptiens) sur la vie politique des pays d'accueil. Ainsi, la proportion croissante des Asiatiques dans la main-d'œuvre immigrée était-elle commode tant d'un point de vue économique que politique.

Lorsque les prix du pétrole ont commencé à baisser vers 1985, les ambitieux programmes d'équipement qui employaient tant de travailleurs étrangers ont été revus à la baisse dans les pays du CCG. Mais ce changement des perspectives économiques a rarement affecté la demande de main-d'œuvre immigrée dans le secteur des services, et celle des manœuvres en particulier. Comme des travailleurs étrangers “bon marché”, venus de pays d'Asie et d'Afrique, satisfaisaient à cette demande, les emplois sur les marchés secondaires du travail ont pris de plus en plus une couleur raciale. Autrement dit, les emplois sales, dangereux et dif-

ficiles étaient associés aux travailleurs étrangers que les nationaux prirent l'habitude de refuser, même lorsqu'ils se retrouvaient au chômage. Ces nationaux étaient généralement concentrés dans la fonction publique et aux postes demandant des qualifications spéciales. La demande d'employé(e)s de maison—pour la plupart des femmes venues du Bangladesh, d'Indonésie, des Philippines et de Sri Lanka—ne montrait, elle non plus, aucun signe de relâchement. En fait, leur nombre était en augmentation.

Pourtant des dispositions légales, administratives et contractuelles peuvent créer un environnement qui les rende vulnérables au racisme, à la xénophobie et à des pratiques s'apparentant à l'esclavage.

Au Moyen-Orient, le sentiment xénophobe contre les travailleurs migrants (surtout les employées de maison) revêt trois aspects. D'abord, il se révèle au travers de la préférence donnée à une main-d'œuvre au bénéfice d'un contrat temporaire, qui fait d'elle un “article jetable” et la prive de tous les droits et recours ouverts aux citoyens.

Ensuite, les nationaux jouissent généralement d'un traitement préférentiel, bien que certains types de travaux subalternes soient “attribués” aux étrangers. Plusieurs États du Golfe ont pris des mesures de dissuasion pour moins dépendre de la main-d'œuvre étrangère qui, chaque année, prive leur économie de milliards de dollars en envoyant de l'argent dans les pays d'origine. Parmi ces mesures figurent l'imposition d'une taxe plus lourde sur les permis de travail et de séjour, la suppression de l'accès aux services gratuits de santé et d'éducation (Koweït, Emirats arabes unis) et l'in-

terdiction d'immigrer pour certains travailleurs très qualifiés, afin de favoriser l'“indigénisation” de certains secteurs (Arabie saoudite).

Le sentiment xénophobe (et raciste) se manifeste enfin par l'attitude méprisante et injuste adoptée par les nationaux, en particulier les employeurs, envers ceux et celles qui sont visiblement “différents” (surtout les Sri-lankais, Philippins, Éthiopiens et autres Africains). La meilleure illustration en est le traitement des bonnes, en partie à cause de leur présence “étrangère” dans la sphère domestique privée. Les récriminations à propos des “domestiques” font partie des conversations quotidiennes, dans le ménage, ainsi que lors des réunions familiales ou mondaines.

Des études faites en Jordanie, au Koweït, au Liban et dans les Emirats arabes unis révèlent que les relations entre employées et employeurs et la condition des employées de maison immigrées sont une forme moderne d'esclavage. Outre les nombreux cas signalés de graves violences physiques, sexuelles, morales et affectives, la menace de la violence est constamment présente, au cas où ces femmes “échapperaient” à leurs employeurs (le sens large dans lequel le terme est employé en dit long). La liberté de mouvement des employées de maison est très limitée: beaucoup d'entre elles ne peuvent sortir de la maison sans autorisation ou sans escorte et on les empêche de communiquer librement avec le monde extérieur. Comme les employeurs gardent généralement le passeport de leurs employées de maison, les “évasions” se soldent d'ordinaire par une arrestation, une mise en détention et l'expulsion (à moins que l'employeur ne vienne réclamer son employée), avec tous les risques que cela comporte pour cette dernière. Enfin, l'exploitation économique est omniprésente; les employées sont censées travailler 14 à 18 heures par jour et dorment dans des conditions qui

ne leur laissent que très peu d'intimité, voire aucune.

Si les pays disposent de lois pénales que l'on peut invoquer dans les cas d'abus graves, ni le droit interne du travail ni les conventions des Nations Unies ou de l'Organisation internationale du travail ne visent les employées de maison immigrées. On admet généralement que la convention internationale qui s'applique le mieux aux travailleurs étrangers temporaires, et aux employées de maison étrangères en particulier, est la Con-

vention internationale (ONU) sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Cependant, cette convention, n'ayant pas été ratifiée par 20 pays, n'est pas encore en vigueur.

Il ne s'agit pas de sous-entendre que tous les travailleurs migrants, employées de maison et autres, sont mal traités. Pourtant, des dispositions légales, administratives et contractuelles peuvent créer un environnement qui les rende vulnérables au racisme, à la xénophobie et à des pratiques

s'apparentant à l'esclavage. Il faut non seulement adopter des lois internes et des conventions internationales qui protègent ces travailleurs, mais aussi les rendre exécutoires aux niveaux local et international.

Ray Jureidini est maître de conférences au département des sciences sociales et des sciences du comportement de l'Université américaine de Beyrouth.

Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

Populisme d'exclusion et idéologie du différentialisme en Europe occidentale: Un danger pour la démocratie libérale et les droits civils?

Hans-Georg Betz

Parmi les nouveaux acteurs politiques des démocraties de l'Europe occidentale, les partis populistes d'extrême droite sont aujourd'hui l'un des plus importants. Certes, les succès électoraux de la droite populiste ont été moins impressionnants ces dernières années qu'ils ne l'ont été dans les années 1980 et au début de la décennie suivante. En France, la scission du Front national a porté un coup aux chances de Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles. En Autriche, les électeurs désenchantés ont déserté en masse le Parti libéral (FPÖ) après que celui-ci eut formé un gouvernement de coalition de centre droit avec le parti populaire (VPÖ). En Italie, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi s'est réduite à son noyau dur, implanté dans la Lombardie et la Vénétie profondes. Au Danemark et en Norvège, le soutien à la droite populiste a pratiquement stagné. Même en Belgique, où le Vlaams Blok progresse, le rythme s'est ralenti. La Suisse a été le seul pays où la droite populiste ait marqué des points depuis que l'Union démocratique du centre s'est recomposé un visage populiste.

Pourtant, ce serait une erreur de sous-estimer l'hypothèque que fait peser la

droite populiste sur la démocratie libérale. La présence de partis populistes de droite dans le gouvernement national en Autriche et en Italie est un exemple significatif. Le défi lancé par les idées et programmes d'exclusion de la droite populiste, qui se sont révélés d'un attrait considérable bien au-delà de son noyau dur, est à prendre plus au sérieux encore. Cette doctrine politique se caractérise par une conception étroite de la citoyenneté, selon laquelle une démocratie véritable repose sur une communauté homogène par la culture, sinon par l'ethnie; l'idée que seuls les citoyens qui le sont de longue date sont membres à part entière de la société civile et la conviction que ne devraient avoir droit aux prestations de la société que ceux qui y ont notablement contribué. L'idée des "nôtres d'abord" et l'appel à la "préférence nationale" résument particulièrement bien l'esprit de cette doctrine. Poussé à l'extrême, le populisme d'exclusion ressemble à une forme nouvelle de nativisme culturel qui, au lieu de défendre les idées de la supériorité ethnique et culturelle, vise à protéger sa société, son mode de vie et ses valeurs "propres" contre l'intrusion et la contamination étrangères.

Le populisme d'exclusion et le nativisme culturel tiennent leur logique et leur justification d'une idéologie différentialiste, récemment empruntée à la *nouvelle droite*¹ française. Ce mouvement intellectuel s'est taillé une notoriété considérable pendant un bref moment dans les années 1970, sans toutefois avoir beaucoup d'impact sur le discours politique en France et ailleurs. L'idéologie différentialiste repose sur les dogmes suivants: les êtres humains sont égaux mais différents, la diversité est un enrichissement pour le monde et l'identité culturelle doit être préservée à tout prix. Ces dernières années, la droite populiste a de plus en plus insisté sur le "droit de tous les peuples à être eux-mêmes", à la fois pour légitimer son rejet fondamental de l'immigration et du multiculturalisme et pour justifier ses attaques contre la classe politique et intellectuelle, accusée de favoriser l'universalisme, le déracinement et surtout la mondialisation. A un moment où la plupart des partis traditionnels de gauche ont laissé dans une large mesure le travailleur moyen se débattre seul au milieu des vicissitudes du capitalisme mondialisé, la droite populiste a été rapide à s'engouffrer dans la brèche. Les défenseurs du prolétariat ont aujourd'hui

plus de chances de se trouver dans les rangs du Front national et de ses semblables en Europe que parmi les socialistes et les sociaux-démocrates.

Depuis quelques années—et pas seulement depuis les événements du 11 septembre—la droite populiste s'efforce de se présenter comme le gardien et le défenseur de la civilisation et des valeurs occidentales et, singulièrement, du christianisme. En même temps, elle a peu à peu modifié sa position sur l'immigration. Bien que toujours hostile à l'immigration en général, elle fait valoir que les immigrants ne sont pas tous les mêmes. Elle les juge acceptables dans la mesure exacte de leur capacité et de leur volonté de s'intégrer. Suivant ce raisonnement, elle affirme que l'intégration est plus facile pour les immigrants qui partagent les valeurs du pays d'accueil que pour ceux qui viennent de cultures fondamentalement différentes. Elle estime aussi que certains groupes sont fondamentalement incapables de s'intégrer, plaçant les musulmans au premier rang. Ainsi l'"invasion" actuelle d'immigrants de pays musulmans met profondément en danger la culture et les valeurs occidentales et cette immigration n'est rien d'autre qu'une tentative de colonisation et de conquête de l'Occident par une religion fondamentalement intolérante et totalitaire, étape décisive vers la domination du monde.

En formulant sa position, la droite populiste a redécouvert le christianisme et les valeurs traditionnelles. Ce qui est un peu ironique, les partis populistes de droite étant, par tradition, très prévenus contre l'Eglise. En découvrant en l'islam un ennemi majeur, la droite populiste a commencé à revoir ses relations avec l'Eglise et le christianisme. Par exemple, le Parti libéral autrichien souligne dans son dernier programme que le christianisme fait partie, avec le monde de l'antiquité, des "fondements spirituels de l'Europe". Pour protéger ces fondements et en défendre les valeurs, le parti appelle maintenant de ses vœux une chrétienté militante. En Italie, la Ligue du Nord a

récemment fondé une association catholique dans le but de réveiller et de renforcer l'attachement aux valeurs chrétiennes traditionnelles. En même temps, des membres en vue du parti qui, après tout, est présent dans l'actuel gouvernement de coalition de centre droit, a, après le 11 septembre, demandé que les frontières du pays soient totalement fermées aux musulmans et la préférence donnée aux immigrants de pays catholiques.

L'hostilité de la droite populiste à l'islam ne devrait pas être considérée comme un substitut de l'antisémitisme à une époque où ce dernier n'est plus une position politique acceptable en Europe. Dans le discours de la droite populiste, l'antisémitisme a remplacé l'anticommunisme, qui dans l'extrême droite s'est toujours doublé d'anti-américanisme. L'anticommunisme et l'anti-américanisme provenaient tous deux d'une peur viscérale de la "culture Vodka-Cola" qui, jugée subversive par l'extrême droite, ne pouvait qu'aboutir à la destruction de l'identité nationale et à la disparition des cultures autonomes. Dans le discours actuel de la droite populiste, le plus grand danger vient de la mondialisation, entendue comme processus et comme idéologie, ce que le Front national a appelé le "mondialisme". La droite populiste est l'un des adversaires les plus virulents et les plus acharnés de la mondialisation. Elle mêle des termes et des concepts traditionnellement de gauche à un discours xénophobe de droite dans une nouvelle idéologie populiste conçue pour correspondre aux multiples angoisses et ressentiments éprouvés en Europe occidentale aujourd'hui.

Il est trop tôt pour dire si cette nouvelle idéologie aidera ou non la droite populiste à reconquérir un électorat perdu et à gagner de nouveaux appuis. Depuis quelques années, la droite populiste a vu sa base électorale se prolétarianiser sensiblement. Ce n'est guère surprenant, vu la peine que se donne le mouvement pour attirer les Européens de l'Ouest qui se sentent fondamentalement menacés par le "grand chambardement" déclenché

par l'effondrement du système de la guerre froide. Ce sont essentiellement des travailleurs à col bleu qui se sentent marginalisés parce qu'ils n'ont pas les qualifications nécessaires pour rivaliser dans la course aux emplois créés par la "nouvelle économie", mais aussi des travailleurs spécialisés qui voient leur savoir-faire et leur expérience dévalorisés par la marche inexorable vers l'automatisation et le numérique. Ce qu'eux et tous les autres groupes qui votent pour la droite populiste ont en commun, c'est une méfiance marquée envers l'élite politique établie et le processus démocratique en général, qui apparaît souvent opaque, lointain et prompt à servir ses intérêts. En même temps, ils éprouvent tous du ressentiment envers les étrangers vivant parmi eux, dans lesquels ils voient des rivaux qui les privent de ressources et de prestations sociales déjà raréfiées.

Etant donné la confluence actuelle des pressions de la concurrence qui, avec la mondialisation, se font de plus en plus fortes, de la pression démographique due au vieillissement rapide des sociétés européennes et d'une désaffection politique toujours très marquée, il n'est pas improbable que le populisme d'exclusion continue à faire peser une lourde hypothèque sur la démocratie libérale en Europe occidentale. Si les institutions et la culture politiques sont sans doute assez stables et solides en Europe occidentale pour préserver la démocratie, la droite populiste est cependant à surveiller de très près. Il faut aussi la défier, en contester les positions avec mesure, sans passion, ne serait-ce que pour renforcer la confiance en la démocratie libérale et en consolider les appuis.

Hans-Georg Betz enseigne les sciences politiques en qualité de maître de conférences au Centre canadien des études allemandes et européennes à l'Université d'York, Toronto, Canada.

Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

¹ N.d.T. En français dans le texte.

Justice raciale et discrimination positive: La moralité superficielle du “daltonisme” aux Etats-Unis

Glenn C. Loury

Cet exposé conteste l'individualisme libéral comme paradigme philosophique suffisant pour traiter des problèmes de justice raciale aux Etats-Unis. Mon propos est normatif (je cherche à évaluer la moralité publique des différentes options politiques qui se présentent pour lutter contre le fléau de l'inégalité raciale) et conceptuel (je cherche à clarifier notre compréhension des processus subtils qui créent et contribuent à perpétuer l'inégalité raciale).

Les ressources philosophiques de l'individualisme libéral sont dépassées, poussées jusqu'au point de rupture par le problème épineux de l'injustice raciale. Tel est l'essentiel de mon raisonnement. En d'autres termes, ceux qui sont à la recherche d'une action publique morale, propre à corriger les énormes inégalités des chances qui persistent entre les communautés raciales des Etats-Unis, ne trouvent pas dans les idéaux libéraux de ce pays de quoi les guider. L'individualisme libéral a en effet une conséquence à laquelle je m'oppose particulièrement, qui est de faire croire, après tout un passé de racisme et d'oppression, que la réponse consiste à mettre en place une politique de “daltonisme”, autrement dit à ne pas faire attention à l'identité raciale des citoyens.

Pour dire les choses succinctement, l'individualisme libéral a ceci de fâcheux qu'il ne prend pas en compte le fait qu'une dynamique de la stigmatisation, présente dans les rapports sociaux et dans la conscience de soi, peut induire une inégalité raciale objective (en dehors des actes discriminatoires des individus), qui se communique de génération en génération, façonne les sensibilités politiques et socio-cognitives des citoyens, fait apparaître natu-

relles et acceptables les disparités raciales, bloque les réformes et enferme dans l'inégalité. Le point important, c'est que les “sois”, consacrés comme sujets de la théorie libérale—les individus autonomes porteurs d'une dignité intrinsèque dont la valeur infinie (ce sont des fins en soi, jamais des moyens de parvenir à une fin) a été placée par Emmanuel Kant au centre du projet libéral—ne sont pas donnés

Les ressources philosophiques de l'individualisme libéral sont dépassées, poussées jusqu'au point de rupture par le problème épineux de l'injustice raciale. En d'autres termes, ceux qui sont à la recherche d'une action publique morale, propre à corriger les énormes inégalités des chances qui persistent entre les communautés raciales des Etats-Unis, ne trouvent pas dans les idéaux libéraux de ce pays de quoi les guider.

a priori. Ils sont au contraire le produit de rapports sociaux et d'institutions économiques et politiques—autrement dit façonnés par les systèmes de lois et les relations sociales et économiques, ceux-là mêmes qu'une théorie normative est censée évaluer. Ni leurs idées sur la bonne vie, ni (ce qui est crucial ici) l'image qu'ils ont d'eux-mêmes comme sujets appartenant à une “race” donnée ne se forment hors du

mouvement de l'histoire et du tissu culturel. C'est pourquoi je ne puis admettre qu'on impose une discipline de neutralité stricte et abstraite dans un jeu dans lequel des pratiques systématiquement partiales ont laissé si peu de bonnes cartes à tant d'exclus stigmatisés par leur race.

J'entends par “daltonisme” le fait de ne pas se servir de la race dans la mise en œuvre d'une politique et par “indifférence à la race” le fait de ne pas penser à la race lors de l'établissement des buts et objectifs au nom desquels une politique est adoptée. Par exemple, si l'on applique, pour les admissions à l'université, une règle de sélection sans connaître l'identité raciale des candidats, cette règle peut être qualifiée de “daltonienne”. Cependant, si l'on choisit une règle sans se préoccuper des effets qu'elle va avoir sur les divers groupes raciaux, on peut parler d’“indifférence à la couleur”. Dans les questions raciales, la question morale tourne autour de l'indifférence, et pas du daltonisme, (ce qui ne veut pas dire, bien sûr, que les “questions de daltonisme” n'aient pas parfois une grande importance).

Le pouvoir de cette distinction entre l’“indifférence” et le “daltonisme” apparaît clairement lorsqu'on considère que des politiques aveugles à la race peuvent soit réduire soit aggraver le handicap social des Noirs. Cependant, tandis qu'une politique aveugle à la race, conçue explicitement pour nuire aux Noirs, ne sera jamais moralement acceptable, de telles politiques, adoptées dans le but de réduire les inégalités raciales, sont courantes et incontestées. Autrement dit, étant donné les faits de l'histoire des Etats-Unis, les entorses faites à l'indifférence à la race sont et devraient être éva-

luées de manière asymétrique: celles qui nuisent aux Noirs sont universellement suspectes, tandis que celles qui aident les Noirs sont reconnues par un large public comme nécessaires pour mener une politique sociale juste.

Par exemple, un récent arrêt de la Cour fédérale a interdit la pratique de la discrimination positive dans les admissions au *college* au Texas. Le parlement de l'Etat a réagi en promettant que les meilleurs éléments de toutes les écoles secondaires de l'Etat—les 10 pour cent les meilleurs—auraient une place dans une université publique. Cette règle dite des “10 pour cent” profite essentiellement aux élèves de lycées peu compétitifs—surtout des Noirs et des Latinos—et c'était certainement son propos. Si cette règle est aveugle à la couleur, elle n'y est certainement *pas* indifférente. Ainsi, si l'utilisation explicite de la race dans les admissions dans les *colleges* est interdite au Texas, l'utilisation intentionnelle, publique, d'un substitut de la race pour obtenir un résultat similaire est admise. Si un autre substitut, aveugle à la couleur, avait été adopté pour exclure les Noirs et les Latinos des établissements publics texans, aurait-on pu mettre en doute son caractère moralement inacceptable? Cet exemple montre que le choix d'être indifférent à la race pèse souvent moralement plus lourd que celui d'y être aveugle.

Il devrait être maintenant plus facile de voir le rapport entre la controverse sur la discrimination positive et mon raisonnement sur les insuffisances du libéralisme. La question de fond est celle-ci: Quand devrait-on entreprendre explicitement de réduire les disparités raciales et quels sont les moyens les plus appropriés à cette fin? J'affirme qu'il y a un ordre à respecter dans les préoccupations morales: la justice raciale passe avant le daltonisme, ce qui signifie qu'il ne faudrait pas interdire par principe les entorses à la “cécité” qui ont pour but de fa-

voriser l'égalité raciale. Ce point de vue, largement admis aux Etats-Unis, aurait des conséquences profondes. Lorsque des institutions prestigieuses se servent de la discrimination positive pour continger l'accès à leurs rangs, elles confirment avec force et sans ambiguïté cet ordre de priorité moral. Parce qu'elles ne sont pas “indifférentes” aux conséquences de leurs

L'individualisme libéral a en effet une conséquence à laquelle je m'oppose particulièrement, qui est de faire croire, après tout un passé de racisme et d'oppression, que la réponse consiste à mettre en place une politique de daltonisme, autrement dit à ne pas faire attention à l'identité raciale des citoyens.

actions sur les groupes raciaux, elles choisissent de ne pas être “aveugles” à l'identité raciale de leurs candidats. Si elles sont contraintes de l'être, elles poursuivront leurs objectifs d'égalité entre les races par d'autres moyens. Devraient-elles le faire? Telle est la question centrale, et là-dessus l'individualisme libéral ne fournit guère de principes directeurs.

Essayons de répondre à cette question. Les intuitions de la neutralité libérale allant dans le sens du “daltonisme” pourraient s'appliquer dans trois domaines de l'action publique:

- Le premier est celui de la *mise en œuvre des politiques*—du choix des instruments de l'action publique. L'admission,

par exemple, des étudiants à l'université, l'engagement des employés dans le secteur public ou la distribution des prestations sociales relèvent de ce domaine. Les mécanismes que l'on fait intervenir dans ces décisions peuvent ou non prendre connaissance de la race du sujet. Dans ce domaine, la “cécité” signifie organiser le comportement public de telle sorte que des personnes de groupes raciaux différents mais répondant par ailleurs aux mêmes critères puissent s'attendre à être traitées de manière semblable. C'est ce qu'ont à l'esprit la plupart des gens lorsqu'ils insistent pour qu'une politique soit “daltonienne”.

- Le deuxième est celui de *l'évaluation des politiques*—de l'analyse des conséquences de l'action publique. C'est à ce stade que l'on décide s'il faut construire une école, par exemple, et si elle doit être au service de toute la population ou seulement des meilleurs éléments. En général, avant de se déterminer en matière d'action publique, il faut évaluer les coûts et les avantages des différentes options qui s'offrent. L'impact d'une option sur des groupes raciaux particuliers peut être ou non pris en compte dans cette évaluation. La “cécité” signifie ici ne pas juger le caractère plus ou moins souhaitable d'une politique en fonction de la race des personnes touchées.

- Le troisième est celui de *la construction civique*—qui consiste à développer dans la nation le sentiment d'un projet et d'un sort communs. A ce

stade, on érige des monuments, on construit un discours public, on accomplit des rites et, de manière générale, on poursuit des politiques qui ont inévitablement une valeur symbolique en même temps qu'une utilité directe. La "cécité" à la race dans ce domaine, consiste à se servir d'instruments de pédagogie de manière à faire grandir chez les citoyens le sentiment de former une même communauté nationale par-delà les divisions raciales.

De ces trois domaines—la mise en œuvre des politiques, leur évaluation et la construction civique—découlent trois catégories de questions publiques. Comment faut-il traiter les individus?

J'entends par 'daltonisme' le fait de ne pas se servir de la race dans la mise en œuvre d'une politique et par 'indifférence à la race' le fait de ne pas penser à la race lors de l'établissement des buts et objectifs au nom desquels une politique est adoptée. Dans les questions raciales, la question morale tourne autour de l'indifférence, et pas du daltonisme.

Comment faut-il choisir les objectifs que l'on cherchera à atteindre par des politiques? Et jusqu'où devrait aller notre conscience des moyens par lesquels la conduite des affaires publiques

peut marquer une nouvelle génération des stigmates de la race?

L'individualisme libéral semble militer fortement en faveur de la cécité à la race comme position morale dans le premier et le deuxième domaine. Mon raisonnement m'amène cependant à rejeter cette position comme ahistorique et sociologiquement naïve. Il n'est pas satisfaisant de prendre la "cécité à la race" comme règle morale parce que (entre autres raisons) elle n'est pas assez attentive aux conséquences de sa violation. Et souscrire par principe à l'indifférence à la race est inadmissible parce qu'elle exclut des politiques (telles que la règle des 10 pour cent au Texas) qui sont presque universellement considérées comme nécessaires et justes.

Ce n'est que dans le troisième domaine, où le souci premier est d'édifier la communauté nationale, qu'une certaine cécité à la couleur devrait être élevée au rang de principe fondamental. L'idée morale agissante serait qu'aucune barrière conditionnée par la race ne devrait être érigée entre les citoyens et que, là où elle existe, il nous incombe de l'abattre.

Ainsi, lorsque des universités pratiquent la préférence raciale au niveau des admissions, elles s'efforcent en fait, entre autres, de former une élite d'Afro-Américains. Selon une étude, les taux d'admission moyens pour les Blancs sont de 25 pour cent.¹ D'après les estimations, la suppression de toute discrimination positive portera cette proportion à 27 pour cent. Autrement dit, si 75 Blancs sont rejetés avec la pratique actuelle de préférence raciale, 73 le seront encore lorsque les discriminations positives seront supprimées. Alors pourquoi s'angoisser, pourquoi dramatiser, pourquoi tant s'inquiéter de la baisse des niveaux? Pourquoi une telle résistance alors que, comme le montrent les calculs, la limite de la

hiérarchie raciale aux Etats-Unis n'est que légèrement gommée?

Je soutiens qu'il n'y a rien dans le libéralisme politique qui doive nous amener à rejeter cet objectif public. Il n'y a rien à redire à une initiative libérale,

Où le souci premier est d'édifier la communauté nationale ... une certaine cécité à la couleur devrait être élevée au rang de principe fondamental. L'idée morale agissante serait qu'aucune barrière conditionnée par la race ne devrait être érigée entre les citoyens et que, là où elle existe, il nous incombe de l'abattre.

soucieuse de justice sociale, prise pour combattre la stigmatisation raciale. Il n'y a rien de mal à former une élite racialement intégrée en Amérique. Je m'étonne que des personnes sensées, conscientes de l'histoire et de la structure contemporaine de la société des Etats-Unis, puissent parvenir à une autre conclusion.

Glenn C. Loury est le directeur fondateur de l'Institute on Race and Social Division de l'Université de Boston, Massachusetts.

¹ William G. Bowen et Derek Bok, *The Shape of the River: Long-Term Consequences of Considering Race in College and University Admissions*, Princeton University Press, Princeton, 1999.

Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

Les conflits ethniques en Indonésie après la crise: Y a-t-il des leçons à tirer de la nouvelle politique économique de la Malaisie?

Khoo Boo Teik

La crise financière de juillet 1997 a provoqué l'effondrement de l'économie indonésienne, ce qui a finalement mis un terme à l'Ordre nouveau du régime de Suharto. Cet écroulement a entraîné des violences ethniques—contre la population chinoise à Jakarta et dans certaines régions rurales de Java, entre les communautés chrétienne et musulmane aux Moluques, et des Dayaks contre les Madurais dans le Kalimantan. Les violences ethniques qui ont éclaté en Indonésie après la crise ont surpassé les explosions précédentes par l'échelle, leur degré de virulence, et la variété des causes, des flambées et des antagonistes. Télescopées en une brève et tumultueuse période (et rapprochées des luttes ethno-nationalistes menées en Aceh et en Papouasie), ces violences, qui ont encore couvé sous les régimes post-Suharto parce qu'ils avaient peu de solutions à offrir, laissaient augurer une irrémédiable dégradation des relations ethniques en Indonésie.

Dans la Malaisie voisine, les relations ethniques se présentaient sous un jour contrasté. Très touchée, elle aussi, par la crise financière, la Malaisie n'a connu que deux affrontements ethniques relativement mineurs (à Kampung Rawa, Penang, en avril 1998, et à Kampung Medan, Kuala Lumpur, en mars 2001). Ces affrontements ont fait peu de morts, ont été rapidement maîtrisés et, surtout, n'avaient aucun rapport avec les tensions entre Malais et Chinois, la source potentielle de conflit ethnique la plus déstabilisatrice de Malaisie. Singulièrement, dans le mouvement Reformasi qui est né après la destitution, en septembre 1998, de l'ancien Vice-premier ministre Anwar Ibrahim et l'engagement de poursuites à son encontre, un Front alternatif (s'opposant au Front national au pouvoir) s'est formé à partir

d'une coalition multiethnique de partis qui présentaient une grande diversité de partenaires ethniques, d'affiliations religieuses et d'engagements idéologiques.

En bref, il est paradoxal que l'Indonésie, dont les problèmes ethniques ne sont pas d'ordinaire jugés inextricables, ait connu de terribles violences ethniques, alors qu'en Malaisie, typiquement présentée comme "une société multiethnique profondément divisée" les relations ethniques aient été stables, sinon en voie d'amélioration. Ce contraste a amené des personnalités politiques et des analystes d'Indonésie et de Malaisie à supposer que la Malaisie d'après la crise avait été préservée des conflits ethniques par son action antidiscriminatoire, par l'intermédiaire de la nouvelle politique économique (NPE), mise en œuvre en 1970. Extrapolant à partir de là, certains observateurs se sont intéressés à la NPE comme instrument de gestion des tensions ethniques en Indonésie et ailleurs.

La reproductibilité de la NPE en tant que politique publique est une question fascinante en soi. Mais pour bien évaluer l'utilité de cette politique comme modèle à adopter, il ne faut pas faire abstraction du contexte historique dans lequel elle a été conçue, appliquée et suspendue pendant un moment. Il y a de bonnes raisons à cette mise en garde. La NPE a été promulguée après que des violences ethniques eurent éclaté à Kuala Lumpur le 13 mai 1969. C'était au fond un énoncé d'objectifs visionnaire—à savoir "éradiquer la pauvreté sans distinction de race" et "restructurer pour abolir l'identification de la race à la fonction économique" afin de parvenir à l'"unité nationale". Les programmes de discrimination positive adoptés

par la suite sous le couvert de la NPE ont fait fréquemment l'objet de querelles politiques, d'interventions de l'Etat et d'inventions bureaucratiques. Si l'ethnicité en régissait le discours, la NPE a finalement entraîné la recomposition de toute la société malaise et de la structure des classes en Malaisie, et a eu parfois des conséquences imprévues. En fait, elle est devenue synonyme de projet dirigé par l'Etat et a redéfini la Malaisie en tant que nation, modifié l'équilibre des forces économiques et politiques, formé une technocratie capable d'intervenir dans l'économie, transformé les modes de gouvernement et cultivé l'idéologie du développementalisme.

Il ne faudrait pas, cependant, exagérer le succès de la NPE. De 1970 à 1990, la société malaisienne a été prisonnière du "jeu politique de la NPE", qui a multiplié plutôt que réduit les récriminations interethniques. Il a fallu attendre le milieu des années 1990, époque à laquelle la Malaisie avait atteint un niveau de prospérité sans précédent, qui n'était pas directement attribuable à la discrimination positive, pour qu'une adhésion plus forte au projet national vienne tempérer les rivalités interethniques. Mais dans la mesure où la NPE s'est attaquée au "fond économique" des griefs ethniques en Malaisie, il pourrait être utile de réfléchir aux enseignements suivants:

- Premièrement, les réformes socio-économiques de la NPE demandaient une forte dose d'intervention économique. Les régimes qui se sont succédés après 1969 ont "pilote le marché", ouvert des débouchés à la communauté malaise, réglementé les entreprises et investi dans des secteurs clés.

- Deuxièmement, les architectes de la NPE ont voulu s'attaquer simultanément aux fractures entremêlées de classe et d'ethnie qui divisaient la société malaise. La NPE prescrivait des solutions ethniques aux problèmes ethniques, mais ses dynamiques de classe n'étaient pas moins importantes. La "restructuration" entreprise pour soutenir les classes moyennes, les professions libérales et le capitalisme malais, l'ouverture des programmes de retour aux campagnes pour y atténuer la pauvreté et les mesures prises pour attirer les sociétés multinationales et créer ainsi des emplois dans l'industrie se sont conjuguées pour transformer la société malaise et la structure de classes en Malaisie.
- Troisièmement, les paramètres de la nationalité et de l'existence en tant que nation ont été redéfinis pour conforter la prédominance politique des Malais sur les autres communautés et construire une culture nationale à partir d'un fond malais et musulman. Cela s'est traduit par une politique de laissez-faire à l'égard des expressions culturelles et identitaires des non-Malais, sans toutefois faire disparaître l'infrastructure économique et sociale des communautés non malaises.
- Quatrièmement, le nationalisme économique de la NPE s'est manifesté sous des formes différentes et à des degrés divers. Si la NPE a réduit une forme relativement ancienne de propriété étrangère—au profit des capitaux nationaux—elle a favorisé les investissements étrangers directs dans le secteur des manufactures, qui allait

entraîner une industrialisation axée sur les exportations. La restructuration des entreprises a dénoté un certain nationalisme économique malais envers le capital non malais, mais a laissé tranquilles les petites et moyennes entreprises chinoises. Avec le temps, la "Malaysia Inc." du Premier ministre Mahathir Mohamad a réinterprété la NPE pour lancer le projet d'un "capital national" multiethnique capable de diriger une nation unifiée.

- Cinquièmement, le Front national au pouvoir a maintenu les formes institutionnalisées de partage de pouvoir entre les ethnies. Les partis non malais qu'il comprenait représentaient vraiment "leurs" communautés, bien que de manière incomplète. Le partage du pouvoir a pu s'inscrire dans les faits parce que les lignes de fracture en Malaisie se limitaient essentiellement à celles entre Malais et Chinois.
- Sixièmement, les régimes successifs sont partis du principe qu'il fallait encourager une forte croissance pour favoriser la redistribution sans trop malmenager les relations ethniques. Pendant la récession de 1985, le régime de Mahathir a suspendu temporairement la restructuration pour préserver la croissance.
- Septièmement, les résultats de la NPE ont été plus ou moins affectés par la conjoncture, mais l'État a appris à gérer les effets déstabilisateurs des crises économiques et à profiter des conditions favorables. Les hausses du prix du pétrole et des produits de base des années 1970 ont donné à la restructuration son élan. Les baisses

brutales des cours ont abouti à la suspension de la NPE en 1986. Les transformations du système industriel mondial ont apporté des investissements étrangers directs aux manufactures dans les années 1970, et de nouveau vers la fin des années 1980.

Pour voir l'Indonésie, ou toute autre société déchirée par les tensions ethniques, au travers de la lunette de la NPE, il faut peser avec réalisme les "dissemblances et obstacles", d'un côté, et les "similitudes et chances", de l'autre. Le remaniement socio-économique qu'a entraîné la NPE n'a rien du kit à monter soi-même pour réparer des relations ethniques dégradées, d'autant que, avec la conjoncture mondiale, le nationalisme économique tel que l'a pratiqué la Malaisie en intervenant dans l'économie, en imposant un ordre du jour réformiste aux capitaux étrangers et locaux, en se servant de la toute "nouvelle division internationale du travail" pour casser la division du travail entre les ethnies et en dorlotant les entreprises qui étaient propriété de l'État, est actuellement pratiquement interdit à la plupart des États. Dans la mesure où les relations ethniques sont ancrées dans l'économie politique, la société et la culture, la question centrale n'est pas de savoir si l'Indonésie après la crise a besoin d'une NPE à la malaisienne pour résoudre ses graves et complexes problèmes ethniques. La question est en réalité de savoir si la Reformasi "restructurera" l'économie indonésienne assez profondément pour arracher à la misère la grande majorité de la population.

Khoo Boo Teik est maître de conférences et vice-doyen de l'Ecole des sciences sociales à l'Université Sains, Malaisie.

Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

Face au racisme environnemental du monde du XXI^{ème} siècle

Robert D. Bullard

En vingt ans, le mouvement pour la justice environnementale, qui est né aux Etats-Unis, s'est étendu au monde entier. L'appel à la justice environnementale peut être entendu des banlieues de Los Angeles à celles de Durban. Le mouvement de la base est dans une large mesure une réaction au racisme environnemental, c'est-à-dire à toute politique, pratique ou directive qui touche différemment ou défavorise (intentionnellement ou non) des individus, des groupes ou des collectivités à cause de leur race ou de leur couleur. Le saturnisme, par exemple, est une maladie que l'on peut éviter et qui touche de manière disproportionnée les enfants Afro-Américains. Plus de 28,4 pour cent des enfants de familles Afro-Américaines à bas revenu souffrent de saturnisme, contre 9,8 pour cent des enfants de familles blanches à revenu équivalent.

L'impact de la mondialisation

La mondialisation de l'économie a mis à rude épreuve les écosystèmes de nombreuses communautés et nations pauvres peuplées majoritairement d'autochtones et de gens de couleur. Le processus suivi est illustré par de nombreux exemples.

La mondialisation permet aux sociétés transnationales et aux capitaux de fuir plus facilement dans les régions où la protection de l'environnement est la moins réglementée, où les conditions fiscales et les chances de rentabilité sont les meilleures et la main-d'œuvre, la moins coûteuse. Les industries d'extraction, telles que celle du pétrole, du bois et des minerais, ont spécialement la partie belle et rentrent particulièrement bien dans ce contexte.

Le commerce transfrontières de déchets dangereux peut être également cité comme exemple du racisme environnemental. Ces flux commerciaux ont tendance à aller des pays riches et industrialisés du Nord aux pays en développement du Sud. Pourtant, au cours de la dernière décennie, de nombreux pays en développement ont commencé à remettre en question la "politique tacite" des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui avaient pris l'habitude d'exporter leurs déchets dangereux dans des pays mal équipés pour les traiter. Face à la croissance du commerce transfrontières des déchets, l'Organisation de l'unité africaine et le G-77 ont adopté la Convention de Bamako et amendé la Convention de Bâle. Néanmoins, des lacunes permettent encore les transports transfrontières, les exportations et le commerce de pesticides interdits, de déchets dangereux, de produits recyclables douteux, de substances toxiques et de technologies "à risque".

Des sociétés étrangères, américaines, japonaises et autres ont implanté plus de 2000 *maquiladoras* (usines de montage) dans la vallée du Rio Grande inférieur, à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Ces usines emploient une main-d'œuvre mexicaine bon marché pour monter des éléments importés et traiter des matières premières et réexpédient les produits finis aux Etats-Unis. Elles déversent leurs déchets toxiques dans le Rio Grande, d'où 95 pour cent des habitants de la région tirent leur eau potable. Leur mépris de l'environnement et de la sécurité publique met en danger le milieu physique et la santé des riverains.

Les travailleurs de couleur sont particulièrement vulnérables au chantage économique parce qu'ils sont menacés de chômage et exercent dans leur grande majorité des métiers mal rémunérés, non qualifiés, dangereux et non syndiqués. Aux Etats-Unis, plus de 80 pour cent des travailleurs agricoles migrants sont des Latinos—trois à cinq millions d'entre eux peinent aux champs, dans des conditions d'insécurité, d'insalubrité et d'injustice pour ne gagner qu'un maigre salaire. De tous les travailleurs des Etats-Unis, les travailleurs agricoles sont ceux qui enregistrent le taux le plus élevé de lésions d'origine chimique, et les plus vulnérables des migrants sont les enfants. Plus de la moitié des enfants migrants ont travaillé dans des champs encore humides de pesticides, et plus d'un tiers ont subi des vaporisations directes. On estime qu'aux Etats-Unis 250 000 enfants de travailleurs agricoles se déplacent chaque année et que 90 000 d'entre eux franchissent une frontière internationale. Près de 73 pour cent de ces enfants migrants n'ont aucune assurance maladie.

Les Etats-Unis subventionnent des entreprises polluantes

Par défaut, le sud des Etats-Unis est devenu une "zone sacrifiée", une fosse où se déversent les déchets toxiques du pays. Le Sud profond traîne toujours l'héritage de l'esclavage, de la ségrégation raciale et de la résistance des Blancs à l'égalité et à la justice pour tous. C'est ce qui en fait pour longtemps la région la plus polluée des Etats-Unis.¹ Des dizaines de communautés Afro-Américaines (beaucoup fondées par d'anciens esclaves) installées dans le corridor chimique de la Louisiane, le long du Mississippi, sont les premières victimes de la pollution

industrielle. Ce corridor chimique compte plus de 125 sociétés qui fabriquent divers produits tels que des engrais, de l'essence, des peintures et du plastique. Les écologistes et les habitants l'ont surnommé l'"Allée du cancer".

Les sociétés polluent régulièrement l'air, les eaux souterraines et l'eau potable tout en recevant des subventions des Etats par le biais des exemptions fiscales. Les habitants de la Louisiane sacrifient leur santé et leur environnement au bien-être des sociétés industrielles. Les exemptions fiscales accordées aux industries polluantes ont créé des emplois, mais à quel prix! Dans les années 1990, la Louisiane a exempté les sociétés polluantes de 3,1 milliards de dollars d'impôt sur la propriété. Depuis dix ans, les cinq plus grands pollueurs de l'Etat ont reçu 111 millions de dollars.

Colonialisme radioactif et toxines militaires

Le colonialisme radioactif se manifeste dans la production énergétique (extraction de l'uranium) et par le stockage des déchets sur les terres des populations autochtones. Du Nevada aux îles du Pacifique, les terres portent la trace du passage de l'armée des Etats-Unis sous forme de déchets nucléaires. Les 1000 bombes atomiques qui ont explosé sur les terres occidentales des Shoshones dans le Nevada, par exemple, en font "la nation la plus bombardée de la terre". Le gouvernement des Etats-Unis a proposé la construction d'une décharge nucléaire dans le Mont Yucca, qui est sacré pour les Shoshones. Les traditionnelles zones de chasse et de pêche des villages autochtones d'Alaska sont également menacées par la pollution des bases militaires. Les habitants de Vieques (Porto Rico), île minuscule appartenant aux Etats-Unis où vivent 9000 âmes, ont engagé une rude bataille pour déloger la marine américaine, qui, depuis 1941, se sert de l'île

comme d'un champ de tir. Les habitants des îles Marshall vivent avec la contamination radioactive, triste héritage laissé par l'armée des Etats-Unis après s'être livrée à des essais d'armes.

Mondialisation du mouvement de la base

Par les risques écologiques auxquels elles sont exposées, les populations de couleur des pays industrialisés ont beaucoup en commun avec les populations des pays en développement du Sud. Les changements climatiques sur la terre illustrent bien ce dilemme écologique. La montée des océans risque de forcer les habitants des Marshall à fuir leurs îles. La fonte des glaciers, les variations des populations des espèces animales et l'amincissement de la couche de glace déstabilisent les modes de vie traditionnels des populations de l'Arctique. Les victimes de ce type de racisme écologique nouent des alliances à l'échelle mondiale et réclament la "justice climatique".² De même, des groupes de base de Louisiane, du delta du Niger, de l'Equateur et de Colombie voient dans les grandes sociétés pétrolières un même danger pour l'environnement. Ces groupes ont appris, se sont organisés et se sont donnés les moyens de défier les pollueurs, publics et privés, qui risquent de transformer leur zone d'habitation en décharge de produits toxiques. Ils ont aussi porté leur message et leurs luttes sur la scène internationale, notamment devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme.

Les déchets dangereux et les industries polluantes ont suivi la voie de la moindre résistance. Les populations pauvres et les communautés pauvres ont été placées devant une fausse alternative: "pas d'emploi et pas de développement" contre "des emplois dangereux et mal rémunérés et de la

pollution". De toute évidence, l'appareil de protection de l'environnement est détraqué et doit être réparé. Le mouvement pour la justice environnementale a des objectifs précis et veut mettre fin à une application inégale des droits civils et environnementaux et des lois régissant la santé publique. Il a pu changer la vie de certaines personnes et leur environnement physique en aidant les décideurs publics à identifier les populations "à risque", les zones les plus menacées par les produits toxiques et les lacunes de la recherche ainsi qu'à élaborer des modèles d'action pour corriger les déséquilibres actuels et anticiper les menaces. Les défis qui se profilent en ce début de XXIème siècle sont à la fois nouveaux et anciens et il faudra les relever tous si l'on veut parvenir à une société mondiale juste et viable pour tous.

Robert D. Bullard dirige le Environmental Justice Resource Center à la Clark Atlanta University d'Atlanta, Géorgie. Il est l'auteur de **Confronting Environmental Racism: Voices from the Grassroots** (South End Press, 1996).

Pour en savoir plus sur le racisme environnemental, visitez le site du Centre en question: www.ejrc.cau.edu.

¹ Voir **Dumping in Dixie: Race, Class and Environmental Quality**, Robert D. Bullard, Westview Press, Boulder, Colorado, 2000.

² Voir **People of Color Environmental Groups Directory**, Robert D. Bullard, Charles Stewart Mott Foundation, Flint, Michigan, 2000.

Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

Whose Land? Civil Society Perspectives on Land Reform and Rural Poverty Reduction: Regional Experiences from Africa, Asia and Latin America

publié sous la direction de Krishna B. Ghimire, avec Bruce H. Moore, co-auteur

Table des matières: Avant-propos • Introduction: Emancipation des pauvres en zone rurale par la réforme agraire et un meilleur accès aux moyens de production • Points de vue régionaux sur la réforme agraire: le rôle des organisations de la société civile • Les réformes agraires en Asie du Sud-Est: le rôle des ONG et d'autres acteurs • L'expérience de la réforme agraire en Asie du Sud: ONG, Etat et donateurs • Perspectives favorables à la réforme agraire et aux mouvements de la société civile au Proche-Orient et en Afrique du Nord • Le sort de la réforme agraire en Afrique australe: le rôle de l'Etat, du marché et de la société civile • Les réformes d'occupation des terres en Afrique occidentale et centrale: législation, conflits et mouvements sociaux • Aperçu général des réformes agraires et des organisations paysannes en Amérique centrale • Les initiatives de réforme agraire et leurs enjeux dans trois pays andins d'Amérique du Sud

Krishna B. Ghimire est coordinateur de recherches à l'UNRISD; **Bruce H. Moore** est le coordinateur de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté.

Whose Land? est copublié avec la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté et le Fonds international de développement agricole; broché, ISBN 92-9072-012-3, 253 pages, 2001, \$25. ① Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté, c/o FIDA, via del Serafico 107, 00142 Rome, Italie; téléphone +39 06 5459 2445, fax +39 06 504 3463, coalition@ifad.org, www.ifad.org.

Shifting Burdens: Gender and Agrarian Change under Neoliberalism

publié sous la direction de Shahra Razavi

Table des matières: Introduction • Genre et expansion des exportations agricoles non traditionnelles en Ouganda • Réforme agraire et émancipation des femmes rurales en Afrique du Sud après l'apartheid • Les femmes sur les marchés mexicains non traditionnels • Genre, diversification des moyens d'existence et croissance favorable aux pauvres dans les campagnes vietnamiennes • Incidence des programmes de microfinancement sur la pauvreté et l'équité entre hommes et femmes: quelques éléments en provenance d'ONG indiennes • Comment faire la différence? Genre et développement participatif

Shahra Razavi est coordinatrice de recherches à l'UNRISD.

Shifting Burdens est copublié avec Kumarian Press; broché, ISBN 1-56549-143-2, 288 pages, 2002, \$29.95. ① Kumarian Press, 1294 Blue Hills Avenue, Bloomfield, Connecticut 06002, Etats-Unis; téléphone +1 860 243 2098, fax +1 860 243 2867, kpbooks@aol.com, www.kpbooks.com.

Ghana's Adjustment Experience: The Paradox of Reform

Eboe Hutchful

Table des matières: Introduction I / Crise économique et rétrospective de l'ajustement • Ce qui a fait la crise: de Nkrumah à Limann • Les dimensions sociales et politiques de la crise • Les origines du programme II / Les politiques d'ajustement et leurs résultats • La politique macroéconomique et ses résultats • Politique sectorielle • La réforme du secteur public • Dimensions sociales de l'ajustement III / Le jeu politique de l'ajustement • Dimensions institutionnelles et politiques • Les forces sociales IV / De l'ajustement à la démocratie • Le défi de la libéralisation politique: reconfigurer le paysage • La Quatrième République: un ajustement avorté?

Eboe Hutchful est professeur de sciences politiques au Département des études africaines de la Wayne State University, Detroit, Michigan.

Ghana's Adjustment Experience est copublié avec James Currey, Heinemann et Woeli; broché, ISBN 0-85255-166-5, 268 pages, 2002, £16,95; relié, ISBN 0-85255-167-3, 268 pages, 2002, £40. ① James Currey, 73 Botley Road, Oxford OX2 0BS, Royaume-Uni, www.jamescurrey.co.uk; Heinemann, 361 Hanover Street, Portsmouth, New Hampshire 03801-3912, Etats-Unis, www.heinemann.com; Woeli Publishing Services, P.O. Box NT 601, Accra New Town, Ghana, www.africanbookscollective.com.

Voluntary Approaches to Corporate Responsibility: Readings and a Resource Guide

SLNG et UNRISD

Table des matières: Préface • Introduction • Codes de conduite d'entreprises: l'auto-réglementation dans une économie mondialisée—**Rhys Jenkins** • La réglementation des entreprises par des initiatives multipartites: évaluation préliminaire—**Peter Utting** • Responsabilité sociale et environnementale des entreprises, sélection de sources d'information: bibliographie et sites Internet—**Renato Alva Pino**

Rhys Jenkins est chargé d'enseignement en études du développement à l'Université d'Est-Anglia au Royaume-Uni; **Peter Utting** est coordinateur de recherches, et **Renato Alva Pino** était assistant de recherches à l'UNRISD.

Voluntary Approaches to Corporate Responsibility est copublié avec le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies (SLNG) dans sa série des Dossiers du développement; broché, 211 pages, 2002, gratuit. ① SLNG-ONU, Le Bodge, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse, ou consulter le site www.unsystem.org/ngls.

The Greening of Business in Developing Countries: Rhetoric, Reality and Prospects

publié sous la direction de Peter Utting

Table des matières: Introduction—Vers une responsabilisation environnementale des entreprises? I / **Le bilan environnemental du secteur privé** • Grandes sociétés et entreprises nationales: L'éveil des entreprises à l'écologie au Mexique • La gestion environnementale comme indicateur de la responsabilité des entreprises en Amérique centrale • La bioprospection au Costa Rica: face à de nouvelles dimensions de la responsabilité sociale et environnementale • L'écologisme des entreprises dans l'industrie brésilienne de la pâte à papier et ses effets sur l'environnement et la société • La responsabilité environnementale des entreprises à Singapour et en Malaisie: potentiel et limites des initiatives volontaires II / **Pour une responsabilisation environnementale des entreprises: mécanismes et stratégies** • Le développement perturbé: conflits entre l'écologisme d'entreprises, l'ordre économique international et la durabilité • Protection de l'environnement et réglementation des sociétés transnationales: besoins et perspectives • Pour une responsabilisation environnementale des entreprises: quel rôle pour les instruments d'"auto-réglementation" et de "co-réglementation" en Afrique du Sud? • Nouveaux partenariats pour un développement durable: l'évolution des relations entre ONG et entreprises • Vers une réglementation civile: les ONG et le jeu politique de l'écologisme d'entreprises • L'écologisme des entreprises au Sud: évaluation des limites et des perspectives **Peter Utting est coordinateur de recherches à l'UNRISD.**

The Greening of Business in Developing Countries est copublié avec Zed Books; broché, ISBN 1-84277-089-6, 312 pages, 2002, \$27.50; relié, ISBN 1-84277-088-8, 312 pages, 2002, \$69.95. ① Zed Books, 7 Cynthia Street, Londres N1 9JF, Royaume-Uni; téléphone +44 (0)20 7837 4014, fax +44 (0)20 7833 3960, sales@zedbooks.demon.co.uk.

Global Media Governance: A Beginner's Guide

Seán Ó Siochrú et Bruce Girard avec Amy Mahan

Table des matières: Préface • Introduction I / • Introduction à la réglementation nationale des médias • Institutions mondiales de gouvernance • Evolution des médias II / • L'Union internationale des télécommunications • L'Organisation mondiale du commerce et le commerce des produits issus des médias • L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture • L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et les droits de propriété intellectuelle • L'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers et l'administration de l'Internet III / • La réglementation des médias à l'échelle mondiale • Acteurs et évolution de la gouvernance à l'échelle mondiale • Scénarios de gouvernance des médias • Choix de lectures pour une étude plus approfondie • Sélection d'URL **Seán Ó Siochrú est le directeur de Nexus Research à Dublin, Irlande; Bruce Girard est chercheur et travaille dans le domaine des médias et Amy Mahan est chercheuse à l'Université de technologie de Delft aux Pays-Bas.**

Global Media Governance est copublié avec Rowman and Littlefield dans leur série des Concepts in Critical Media Studies. Broché, ISBN 0-7425-1566-4, 202 pages, 2002, \$19.95; relié, 0-7425-1565-6, 202 pages, 2002, \$65. ① Rowman and Littlefield Publishers Inc., 4720 Boston Way, Lanham, Maryland 20706, Etats-Unis, www.rowmanlittlefield.com.

Popular Development and Democracy: Case Studies with Rural Dimensions in the Philippines, Indonesia, and Kerala

Olle Törnquist

Table des matières: I / **Le discours** • Développement et démocratie • Les arguments classiques • Autres propositions • Cadre analytique II / **Les cas des Philippines, de l'Indonésie et du Kerala dans un cadre comparatif et théorique** • Cas, conception et sources • Fonctionnalisations ou résultats contextuels attendus • Idées originales mais tâches ardues dans les eaux boueuses des Philippines • Options démocratiques nouvelles mais à faible ancrage en Indonésie • Le modèle du Kerala: tentatives pionnières de renouvellement III / **Conclusions: Le maillon manquant** • Démocratisation élitiste et nouveaux efforts populaires • Problèmes liés à la stratégie politique populaire de la démocratisation

Olle Törnquist est professeur de sciences politiques et de recherche en développement à l'Université d'Oslo, Norvège.

Popular Development and Democracy est copublié avec le Centre du développement et de l'environnement de l'Université d'Oslo; broché, ISSN 0807 1195, ISBN 82-90391-43-9, 150 pages, 2002, \$25. ① UNRISD ou au Centre du développement et de l'environnement, Université d'Oslo, boîte postale 1116 Blindern, N-0317 Oslo, Norvège; www.sum.uio.no.

Resistiendo al olvido: Tendencias recientes del movimiento social y de las organizaciones campesinas en Colombia

Stephan Suhner

Table des matières: Introduction • Mouvements sociaux et paysans, 1980–1996 • Mouvements paysans, afro-colombiens et autochtones depuis 1996 • Unité et alliances dans les mouvements populaires • Les récoltes illégales, la guerre aux drogues et à la production de la coca • Réforme agraire: entre paix et mondialisation • Etudes de cas: Cacarica, la CIMA et l'ACVC • Conclusions

Stephan Suhner est chercheur indépendant et militant.

Resistiendo al olvido est copublié avec Taurus; broché, ISBN 958-704-011-2, 199 pages, 2002, pour le prix, s'adresser à l'éditeur. ① Distribuidora y Editora Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, S.A., Calle 80, No. 10–23, Bogota, Colombie; téléphone +57 653 12 00.

Women's Employment in the Textile Manufacturing Sectors of Bangladesh and Morocco

publié sous la direction de Carol Miller et Jessica Vivian

Table des matières: Introduction • Discrimination salariale envers les citadines marocaines: éléments de preuve et leçons à en tirer pour la politique industrielle et la politique du travail • Genre et emploi dans les industries textiles marocaines • Les migrations de main-d'œuvre, côté femmes, dans le secteur organisé des manufactures de Dhaka • Comment on devient ouvrière de confection: la mobilisation des femmes dans les usines de confection du Bangladesh • Syndicats, questions féminines et industrie du prêt-à-porter au Bangladesh • L'emploi des femmes lorsque les exportations sont le moteur de l'industrialisation: perspectives propices à l'internalisation des débouchés mondiaux dans le secteur de l'habillement au Bangladesh

Carol Miller est analyste des politiques d'équité entre hommes et femmes à ActionAid au Royaume-Uni. Elle a travaillé pendant plusieurs années à l'UNRISD en qualité d'associée à la recherche. Après avoir été pendant plusieurs années coordinatrice de recherches à l'UNRISD, Jessica Vivian est maintenant établie aux Etats-Unis où elle est consultante indépendante.

① UNRISD; broché, ISBN 92-9085-039-6, 264 pages, 2002, \$25.

La mano visible: Asumir la responsabilidad por el desarrollo social

Traduction espagnole de **Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development**, UNRISD, 2000.

Table des matières: Une mondialisation à masque humain • Qui paie? Le financement du développement social • Fragiles démocraties • Une nouvelle mission pour le secteur public • Les entreprises appelées à rendre des comptes • Sociétés civiles • Le droit au développement pour les femmes • Pour un développement durable

Equipe de rédaction: Ce rapport de l'UNRISD a été préparé par Peter Utting (coordinateur du projet); Cynthia Hewitt de Alcántara, Yusuf Bangura, Thandika Mkandawire, Shahra Razavi, Peter Utting et David Westendorff (coordinateurs de chapitre); et Peter Stalker et Cynthia Hewitt de Alcántara (rédacteurs en chef). L'ouvrage a été traduit de l'original anglais par Sergio Alcántara Ferrer.

① UNRISD; broché, ISBN 92-9085-037-X, 188 pages, 2001, \$25.

En 2001, **Visible Hands** a été également publié en français, et en russe (voir ci-dessous); le résumé a paru en portugais en 2002; ce rapport paraîtra prochainement en chinois et en persan.

Vidimye Ruki: Otvetstvennost za sotsialnoye razvitiye

Traduction russe de **Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development**, UNRISD, 2000.

Table des matières: Une mondialisation à masque humain • Qui paie? Le financement du développement social • Fragiles démocraties • Une nouvelle mission pour le secteur public • Les entreprises appelées à rendre des comptes • Sociétés civiles • Le droit au développement pour les femmes • Pour un développement durable

Equipe de rédaction: Ce rapport de l'UNRISD a été préparé par Peter Utting (coordinateur du projet); Cynthia Hewitt de Alcántara, Yusuf Bangura, Thandika Mkandawire, Shahra Razavi, Peter Utting et David Westendorff (coordinateurs de chapitre); et Peter Stalker et Cynthia Hewitt de Alcántara (rédacteurs en chef). L'ouvrage a été traduit de l'original anglais par Natalja Kulakova, et préfacé par Valery Tishkov.

Vidimye Ruki est copublié avec l'Académie russe des sciences; broché, ISBN 5-201-13755-5, 192 pages, 2001; pour le prix, s'adresser à l'éditeur. ① Institut d'ethnologie et d'anthropologie, Académie russe des sciences, Leninskii Prospect 32-A, Moscou 117334, Fédération de Russie.

En 2001, **Visible Hands** a été également publié en français et en espagnol (voir ci-dessus); le résumé a paru en portugais en 2002; ce rapport paraîtra prochainement en chinois et en persan.

People, Power and the Environment: 15 Years of UNRISD Research

Synthèse et bibliographie annotée établies pour le Sommet mondial de 2002 sur le développement durable
compilation de Catherine Agg et Peter Utting

Table des matières: Avant-propos • Introduction I / **Conclusions de la recherche** • Questions et débats théoriques • Connexions sociales et environnementales • Les interventions classiques de protection de l'environnement • Application de "nouveaux" concepts • Conséquences pour les politiques et l'analyse II / **Bibliographie annotée** • Participation de la population à la préservation et au développement durable • Population, genre et environnement • La dynamique sociale du déboisement • Dimensions sociales et environnementales des zones protégées et du tourisme • Les entreprises responsables d'un développement durable • Autres publications **Annexe 1** / Projets de l'UNRISD sur l'environnement et le développement durable **Annexe 2** / Principales études de cas nationales **Annexe 3** / Auteurs et éditeurs **Annexe 4** / Auteurs des articles parus dans les volumes revus et corrigés

Peter Utting est coordinateur de recherches et **Catherine Agg** assistante de recherche à l'UNRISD.

① UNRISD; broché, ISBN 92-9085-042-6, 60 pages, 2002, gratuit.

*** Document du programme
Société civile et mouvements sociaux**

- PP CSSM 5 **The Women's Movement in Egypt, with Selected References to Turkey**, *Nadje S. Al-Ali*, avril 2002

*** Documents du programme
Démocratie, gouvernance
et droits de l'homme**

- PP DGHR 5 **Human Rights and Social Development: Toward Democratization and Social Justice**, *Yash Ghai*, octobre 2001
- PP DGHR 6 **Gender of Democracy: The Encounter between Feminism and Reformism in Contemporary Iran**, *Parvin Paidar*, octobre 2001
- PP DGHR 7 **Multiculturalism, Universalism and the Claims of Democracy**, *Anne Phillips*, décembre 2001

*** Documents du programme
Politique sociale et développement**

- PP SPD 9 **Gender and Education: A Review of Directions for Social Policy**, *Ramya Subrahmanian*, avril 2002
- PP SPD 10 **Agrarian Change, Gender and Land Reform: A South African Case Study**, *Cherryl Walker*, avril 2002
- PP SPD 11 **Agrarian Reform, Gender and Land Rights in Uzbekistan**, *Deniz Kandiyoti*, juin 2002

- PP SPD 12 **Women's Employment and Welfare Regimes: Globalization, Export Orientation and Social Policy in Europe and North America**, *Ann Shola Orloff*, juin 2002

*** Documents du programme
Technologie, entreprise et société**

- PP TBS 5 **Regulating Large International Firms**, *E.V.K. FitzGerald*, novembre 2001
- PP TBS 6 **Corporate Social Responsibility in Indonesia: Quixotic Dream or Confident Expectation?**, *Melody Kemp*, décembre 2001

■ Conférences Infos de l'UNRISD

- CN 7 **Promoting Socially Responsible Business in Developing Countries: The Potential and Limits of Voluntary Initiatives**, Report of the UNRISD Workshop, Genève, Suisse, 23–24 octobre 2000
- CN 8 **Les technologies de l'information et de la communication et le développement social au Sénégal**, Rapport de la réunion organisée par l'UNRISD, Dakar, Sénégal, 16–17 juillet 2001
- CN 9 **Racism and Public Policy**, Report of the UNRISD International Conference, Durban, Afrique du Sud, 3–4 septembre 2001

* \$8 par copie pour les lecteurs du Nord; \$4 par copie pour les lecteurs du Sud. ■ Gratuit.

COMMENT COMMANDER LES PUBLICATIONS DE L'UNRISD

Pour commander des copublications: S'adresser à l'éditeur.

Pour commander des publications maison: S'adresser au Centre de référence de l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone +41(0)22 9173020; fax +41(0)22 9170650; info@unrisd.org; www.unrisd.org.

Modalités de paiement pour les publications maison: Par un chèque libellé en dollars EU et tiré sur une banque américaine ou par un virement bancaire en dollars EU ou d'un montant équivalent en francs suisses.

Nous n'acceptons pas les paiements par carte de crédit.

Mieux conçu! Le nouveau site Internet de l'UNRISD

Le 24 juin 2002, après plus d'un an de travail, l'UNRISD a ouvert au public son tout nouveau site Internet (www.unrisd.org). Il a entrepris ce réaménagement pour séduire le visiteur et mieux répondre à ses besoins en lui fournissant des informations de qualité sur des questions cruciales du développement social.

Au service de publics divers

Le nouveau site livre des informations exactes et à jour sur l'UNRISD, ses projets, manifestations, publications et nouveautés. Nous avons voulu à la fois réduire le temps passé à chercher l'information souhaitée et encourager les visiteurs à explorer le site et à découvrir des aspects inconnus du travail de l'Institut. Toutes les informations données sur le nouveau site sont en références croisées, ce qui étend les possibilités de recherche car de multiples liens relient entre eux des domaines apparentés sur lesquels l'Institut travaille ou a travaillé dans le passé.

Le nouveau site est aussi pour l'UNRISD un moyen de s'acquitter de son mandat et de communiquer aux milieux universitaires, aux décideurs aux niveaux international, régional, national et local, à la société civile, au secteur non gouvernemental et aux médias, les résultats de ses recherches et des analyses qui les aident à mieux comprendre comment les politiques de développement et les changements d'ordre économique, social et environnemental affectent divers groupes sociaux.

Faciliter la tâche des utilisateurs

En réaménageant le site, nous nous sommes attachés à faciliter le plus possible la tâche des utilisateurs. Le nouvel agencement présente les travaux de l'UNRISD dans toute leur étendue et leur profondeur, tout en permettant aux utilisateurs d'emprunter des chemins logiques et de naviguer à l'intuition. Comme beau-

coup de nos visiteurs ne disposent pas d'un ordinateur dernier modèle ni de liaisons de télécommunication fiables, nous avons rationalisé et simplifié la conception du site. Grâce à une organisation hiérarchique des informations et une logique de navigation parfaitement cohérente, les utilisateurs peuvent facilement se repérer sur le site et trouver ce qu'ils cherchent.

Contenu

Les principales rubriques du nouveau site sont les suivantes: A propos de l'UNRISD • Recherche • Publications • Actualités et perspectives • Événements • Liens

Pour que les résultats de la recherche de l'UNRISD soient diffusés sans tarder, de nombreux documents inédits (ou non encore publiés) sont placés sur le site. On peut y accéder par la voie du projet auquel ils se rapportent, dans la section Recherche du site.

Outre ces rubriques principales, le visiteur se voit offrir les possibilités suivantes: Rechercher • Alertes e-mail • Exprimez-vous • Aide • English/Français/Español (sélecteur de langue)

Options pour accéder aux longs documents

L'accessibilité du contenu est un aspect important de la facilité d'emploi, surtout sur un site qui contient une multitude de documents intégraux et s'adresse à des utilisateurs du monde entier. Le nouveau site de l'UNRISD offre trois possibilités d'accéder à la plupart des documents diffusés intégralement, qu'il s'agisse de publications officielles distribuées par l'Institut ou de projets de rapport de recherche. Les utilisateurs choisissent l'option qui leur convient le mieux: lire le document à l'écran, le télécharger et ouvrir une version PDF, ou en recevoir une version PDF en pièce jointe à un courrier électronique.

Alertes e-mail

Le nouveau site offre un service perfectionné d'abonnement au courrier électronique, en laissant aux utilisateurs le soin d'établir ou de modifier leur profil selon la fréquence et le contenu des mises à jour qu'ils souhaitent recevoir. Les utilisateurs peuvent choisir d'être informés quotidiennement, toutes les semaines ou tous les mois et peuvent spécifier le(s) domaine(s) qui les intéressent, par exemple "Recherche", "Événements", "Publications" ou demander à être informés des mises à jour de toutes les sections du site.

Encourager les réactions et la discussion

Les utilisateurs sont invités à se rendre à la section "Exprimez-vous", et à remplir un court questionnaire en ligne pour faire savoir à l'UNRISD ce qu'ils pensent du nouveau site. Un forum de discussion dirigé sera disponible sous peu. Cet espace permettra aux coordinateurs de recherches de l'UNRISD d'engager le dialogue avec des utilisateurs sur des aspects du travail de l'Institut.

De fond en comble

Le projet de réaménagement a commencé début 2001, par une enquête sur la façon dont l'UNRISD devrait revoir la structure et la conception de son site Internet pour mieux se mettre à la place de l'utilisateur et lui offrir les facilités de navigation auxquelles il est habitué. La collecte d'informations a été réalisée de janvier à mai 2001 par Jenifer Freedman (rédactrice à l'UNRISD et coordinatrice du projet de réaménagement du site Internet) et Tony Formoso (alors consultant auprès de l'UNRISD pour les technologies de l'information) en liaison étroite avec des utilisateurs, le personnel de l'Institut et des professionnels extérieurs. Des suggestions détaillées ont été recueillies dans la perspective d'une révision complète du look, du plan et de l'entretien du site.

En juin 2001, l'UNRISD a présenté des spécifications détaillées à la section des achats des Nations Unies qui s'est adressée officiellement à 15 sociétés pour leur demander des offres. En juillet et en août, Jenifer Freedman et Tony Formoso ont procédé à l'évaluation technique des sept offres et propositions reçues et, en septembre, le marché a été attribué à une société londonienne, la Blue Sky Communications

Limited. Une autre société, la Blue Ice Web Technology, établie à Cheltenham, Royaume-Uni, a apporté son concours sur un aspect du réaménagement du site. La construction du site a commencé effectivement en octobre 2001 et le tout nouveau www.unrisd.org s'est ouvert au public en juin 2002.

L'UNRISD a le plaisir d'annoncer le lancement de son nouveau site, qui sera

la vitrine de sa production intellectuelle, de ses activités et publications. Les lecteurs des **UNRISD Infos** sont invités à le consulter pour obtenir des informations complètes et à jour sur toutes les activités de l'Institut. Nous espérons que le nouveau site www.unrisd.org répondra aux attentes des utilisateurs et évoluera de manière à s'imposer comme une source d'information appréciée des milieux du développement social.

L'économie politique du développement durable: Conflits, participation et mouvements écologiques

30 août 2002, Johannesburg, Afrique du Sud

A la faveur du Sommet mondial sur le développement durable, l'UNRISD et l'Université du Witwatersrand ont tenu conjointement une conférence sur les conflits et mouvements qui, au Nord et au Sud, ont pour objet l'environnement.

Dans son exposé d'introduction, Juan Martinez-Alier, de l'Université autonome de Barcelone, s'est penché sur "l'écologisme des pauvres", autre nom de la justice environnementale et des moyens d'existence, un écologisme préoccupé non seulement de valeurs marchandes—la sécurité économique—mais aussi de valeurs non marchandes—l'accès aux ressources et aux services de l'environnement. Evoquant la multitude de groupes qui partent en campagne pour la justice environnementale dans leur région, il a émis l'idée qu'ils se rassemblaient peu à peu en un mouvement mondial par le biais de réseaux thématiques internationaux. Sans les nombreux conflits qui ont opposé des intérêts locaux aux sociétés minières et pétrolières ou aux entreprises d'exploitation forestière, par exemple, il n'y aurait pas aujourd'hui de réseaux pour demander aux entreprises de rendre des comptes. De même, c'est parce que les règles du commerce international sont largement

perçues comme inéquitables qu'il existe un mouvement pour un "commerce équitable". Dans le monde agricole, Via Campesina (www.viacampesina.org) milite pour faire admettre de nouvelles priorités et OilWatch (www.oilwatch.org.ec), qui s'oppose à l'extraction du pétrole dans les zones fragiles, s'allie à des initiatives de lutte contre l'injustice des positions politiques actuelles en matière de changements climatiques.

Dans les commentaires qu'il a formulés lors de la conférence, Krishna Ghimire, coordinateur de recherches à l'UNRISD, s'est inquiété de ce qu'implique vraiment la "mobilisation de la base" et des moyens de la soutenir dans des contextes donnés. La mobilisation de la base, a-t-il expliqué, a contribué à faire reculer la pauvreté dans les campagnes, à faire réformer les régimes fonciers et à améliorer les systèmes de gestion des terres, ce qui a été reconnu par la communauté internationale. Cependant, changer les structures du pouvoir en place pour offrir des moyens d'existence et donner plus de pouvoir politique aux catégories sociales faibles et démunies des campagnes s'est révélé, dans la plupart des cas, extrêmement complexe. Avec le retrait devant les lois du marché et la réticence

à s'aliéner de puissants intérêts économiques, les mesures politiques ont souvent tendance, selon Krishna Ghimire, à s'organiser autour de programmes et de projets de développement rural et agricole qui ne soient pas litigieux au plan politique.

Le discours dominant sur la protection de l'environnement et le développement a pris un tour progressiste, sinon radical, ces dernières années avec l'adoption de termes et d'expressions tels que "responsabilisation", "autonomisation" et stratégies "axées sur la population". Cela vaut non seulement pour les institutions de développement et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales, mais aussi pour les sociétés transnationales. De plus en plus, celles-ci épousent des causes sociales et environnementales et répandent l'idée des "entreprises citoyennes", ce qui suppose un certain équilibre entre les droits et les responsabilités. Dans son exposé, Peter Utting, coordinateur de recherches à l'UNRISD, a examiné les mouvements qui se forment autour des questions de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. On distingue, selon lui, deux grandes tendances: soit la pression sociale amène les grandes entreprises

à bouger, c'est ce qu'on appelle "le mouvement pour des entreprises responsables", soit ce sont les grandes entreprises elles-mêmes qui se constituent en mouvement pour infléchir et maîtriser le changement. Selon Peter Utting, il importe que ces deux types de "mouvement" soient plus réceptifs aux préoccupations et aux réalités des pays en développement. A son avis, les gouvernements et le système des Nations Unies devraient prendre au sérieux les appels de certains milieux de la société civile qui demandent que la question de la réglementation des entreprises soit (ré)inscrite pour de bon à l'ordre du jour du développement international.

Dans son exposé, María Pilar García-Guadilla, de l'Université Simón Bolívar, a analysé les raisons du peu d'intérêt et de soutien manifesté par les gouvernements latino-américains, les ONG et les mouvements sociaux au programme Action 21. Dans presque tous les pays de la région, a-t-elle expliqué, on s'attendait à ce que, la démocratie se consolidant, un consensus se forme sur la distribution et des richesses et des ressources rares. Elle a également souligné la critique qu'avaient fait gouvernements et mouvements sociaux du "discours officiel" d'Action 21 tel qu'il avait été adopté par les pays industrialisés. Les principales préoccupations de la région depuis 1992, comme d'une grande partie du monde en développement, étaient le développement économique et social, la stabilité politique et des gouvernements démocratiques, et pas le développement durable. Vu les divergences considérables de points de vue, il faut, a-t-elle estimé, que la société civile soit associée beaucoup plus largement et efficacement au processus politique, ce qui n'advient que si les mouvements sociaux peuvent accroître leur pouvoir de négociation.

Cyril Obi, de l'Institut nigérian des affaires internationales, a présenté une étude critique des mouvements écologistes en Afrique subsaharienne, ex-

pliquant que les luttes qui s'y livrent pour le contrôle des ressources environnementales ont rejoint les luttes sociales générales qui ont pour enjeux la démocratie et la participation du peuple au pouvoir. Il a montré comment deux mouvements importants —le Mouvement pour la survie du peuple Ogoni du delta du Niger, au Nigéria, et le Mouvement de la ceinture verte, au Kenya—ont su à la fois mobiliser les esprits au plan local et

Ce sont les grandes entreprises elles-mêmes qui se constituent en mouvement pour infléchir et maîtriser le changement ... mais il importe que ce 'mouvement' soit plus réceptif aux préoccupations et aux réalités des pays en développement.

rallier de solides appuis internationaux. Ils ont réussi en partie à s'opposer à une nouvelle expropriation de leur espace environnemental et à faire de leur cause un enjeu central dans la lutte pour la démocratie. En fait, la mobilisation sociale en Afrique subsaharienne est une lame de fond qui remet en question l'emprise du pouvoir sur l'écosystème, en particulier le monopole de l'Etat, des multinationales et des sociétés minières étrangères sur les ressources environnementales, ainsi que les modes d'accumulation générale qui dépossèdent les populations et dégradent l'environnement. Selon Cyril Obi, les mouvements de la base qui se heurtent quotidiennement en Afrique à la puissance de l'Etat et du capital mondial finiront par imposer d'autres priorités sociales et démocratiques, écologiquement durables celles-là, qui ga-

rantiront au peuple le droit d'exercer son pouvoir sur les écosystèmes.

Enfin, David Fig, de l'Université du Witwatersrand, a étudié les premiers balbutiements d'une politique de l'environnement dans une Afrique du Sud démocratique. La fin de l'apartheid et la démocratie, a expliqué David Fig, étaient l'occasion de mettre en place une nouvelle politique de l'environnement qui réparerait les injustices environnementales du passé, réglementerait plus strictement les industries afin d'améliorer la gestion environnementale et ferait naître une culture des droits de l'homme qui se traduirait pour les citoyens par des droits environnementaux inscrits à la fois dans le droit et la pratique. David Fig a décrit en particulier la démarche multipartite adoptée dans l'élaboration de la politique, qui a abouti à la loi de 1997 sur la gestion de l'environnement national. Il a expliqué ensuite pourquoi elle s'était réduite à si peu de choses au plan de l'application concrète. Premièrement, en mettant l'accent sur la "modernisation", les grands projets industriels et de haute technologie et l'agriculture intensive, l'Etat semble s'être rangé dans le camp des grandes entreprises. Or, le pays a un besoin profond d'un nouveau système de valeurs qui reprenne les objectifs d'un développement équitable et durable et qui se fonde sur l'accès de tous à la prospérité, à commencer par les couches les plus pauvres. Deuxièmement, les mouvements écologiques de la société civile ont un peu perdu de leur vitalité. Et troisièmement, les entreprises ont retrouvé la position hégémonique qu'elles occupaient pendant l'apartheid, elles ont fortifié leur position idéologique sur les questions d'environnement et pèsent lourd dans la définition des politiques.

Les documents dont se sont inspirés les exposés présentés à la conférence seront publiés par l'UNRISD dans la série des Documents de programme.

Pour une meilleure connaissance du développement social dans les organisations internationales: Deuxième retraite annuelle

29–30 mai 2002, Prangins, Suisse

Il est un moyen de faire mieux circuler l'information parmi les fonctionnaires des Nations Unies qui s'intéressent à la recherche pour le développement social: c'est de les réunir de temps en temps dans un cadre informel, où ils puissent débattre de questions de fond du développement mondial hors des réunions interinstitutions officielles. A plus long terme, ces retraites devraient permettre au système des Nations Unies de mieux harmoniser ses positions sur le développement social et d'exercer collectivement plus d'influence sur l'ordre du jour économique et social mondial.

Mondialisation et inégalité, tel était cette année le thème de la réunion qui, pour les besoins de la discussion, a pris la forme d'un séminaire. Quatre experts extérieurs au système des Nations Unies ont présenté des études que leur avait commandées l'UNRISD sur ce sujet. Le premier a analysé l'évolution des modes de distribution des ressources dans le système mondial, le deuxième, les origines de la mondialisation néolibérale et les deux autres ont passé en revue différents angles sous lesquels a été abordée l'analyse de la mondialisation, de la libéralisation et de l'inégalité à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies.

Analyser l'inégalité: Des modes de distribution des ressources en évolution

John Quiggin, de l'Université australienne nationale, a ouvert la première séance en étudiant la mondialisation sous l'angle historique. Il a comparé la représentation néolibérale de la mondialisation avec (i) le "point de vue des sceptiques" qui contestent à la fois l'importance de la mondialisation mais nient aussi l'effet déstabilisateur de la libéralisation financière, (ii) la théorie anti-mondialisation, selon laquelle la mondialisation est néfaste et (iii) le point de vue internationaliste, qui s'appuie sur le libéralisme pour affirmer que

les mouvements internationaux de biens, de services et de capitaux sont bénéfiques et devraient s'étendre aux travailleurs, et souhaite une collaboration entre instances gouvernementales, syndicats et ONG qui aille dans le sens d'une coopération internationale organisée.

John Quiggin a aussi contesté que les avancées technologiques de la fin du XX^{ème} siècle aient été le moteur de la mondialisation, ce qui a donné lieu à une discussion, les avis étant partagés sur le point de savoir si le lien entre les technologies et l'aggravation des inégalités dans le monde depuis 20 ans était comparable à ce qui s'était produit dans le passé, lors d'autres périodes de changement rapide. Les participants se sont cependant accordés à penser que les progrès technologiques n'avaient pas rendu inévitable la mondialisation *néolibérale*. En fait, la conception de l'information comme bien commun, qui transparait de nombreuses avancées technologiques, semblerait favoriser une évolution plus internationaliste, plus axée sur la coopération, et l'adoption de positions plus progressistes dans les affaires économiques et sociales.

Les origines de la mondialisation néolibérale

L'étude et l'exposé de Jan Aart Scholte, de l'Université de Warwick, a été le point de départ de cette discussion. Il pose que la mondialisation contemporaine a été dominée par un ordre du jour néolibéral et qu'il importe d'examiner *pourquoi* il en a été ainsi. Les raisons sont à son avis quadruples et tiennent à la gouvernance, à la production, au savoir et à la communauté. Pour ce qui est du premier champ, il a émis l'idée que l'émergence d'une gouvernance décentralisée a été l'une des origines de la mondialisation néolibérale, en partie par le biais de la déréglementation, qui a affaibli le rôle de l'Etat dans le domaine économique et a

abouti à une multiplication des mécanismes multilatéraux soustraits au contrôle démocratique. Deuxièmement, s'agissant de la production, la privatisation, la libéralisation et la déréglementation profitaient aux investisseurs et aux sociétés, à la recherche de meilleurs rendements et de marges bénéficiaires plus fortes, et ils ont fait pression dans ce sens. Troisièmement, la domination d'une construction rationaliste du savoir a amené à séparer l'économie d'autres sciences sociales et à lui donner la prééminence. Quatrièmement, une classe directoriale est apparue sur la scène mondiale, a tissé des liens entre les intérêts économiques, les producteurs du savoir et les instances régulatrices et les a ralliés aux politiques néolibérales. Ceux qui ont été les perdants de la mondialisation néolibérale n'avaient pas les ressources ni l'imagination politique nécessaires pour lui opposer une résistance de poids.

L'exposé de Jan Aart Scholte a amené de nombreux participants à souligner l'importance du rôle de l'Etat. Ils ont estimé que pour demander aux gouvernements nationaux de répondre des mesures prises face à la mondialisation et à l'inégalité et pour permettre la création de solides mouvements d'opposition, il était nécessaire d'établir clairement les responsabilités gouvernementales.

Mondialisation, libéralisation et inégalité: Les analyses des Nations Unies et d'autres instances

Dans son étude et exposé, Roy Culpéper, de l'Institut Nord-Sud, a concentré son attention sur l'inégalité *intranationale*, tandis qu'Albert Berry, du Centre d'études internationales de l'Université de Toronto, a souligné que l'incompréhension des effets de la mondialisation néolibérale sur l'inégalité des revenus et la pauvreté provenait du manque de données quantitatives.

Selon Roy Culpeper, la mondialisation pourrait ne pas être seule responsable de l'inégalité qui se creuse à l'intérieur des pays. Les causes majeures pourraient être des facteurs internes, de sorte que la correction des déséquilibres tiendrait à l'adoption, au niveau national, de mesures politiques de redistribution des ressources. Une question capitale, à son avis, est donc de savoir dans quelle mesure de telles politiques sont applicables dans un contexte de libéralisation et de mondialisation. Il a proposé un éventail de prescriptions politiques qui, bien que discutables, pourraient réduire les inégalités tout en soutenant la croissance économique.

Dans la discussion qui a suivi l'exposé de Roy Culpeper, les participants se sont demandés quelle importance accorder aux inégalités intranationales par rapport aux inégalités internationales. S'ils ont généralement admis que les gouvernements, disposant d'instruments politiques plus concrets au plan national,

préfèrent s'attaquer aux inégalités à l'intérieur de leur pays plutôt qu'aux inégalités dans le monde, nombre de participants ont avancé de solides arguments en faveur du renforcement des mécanismes de redistribution aux niveaux régional et mondial. Il faut, par exemple, une redistribution des ressources mondiales pour arracher à la pauvreté les pays les moins avancés.

Dans son exposé, Albert Berry a affirmé que si l'analyse du lien de cause à effet entre la mondialisation néolibérale et l'inégalité et la pauvreté présentait une sérieuse faille, les autres facteurs d'inégalité et d'appauvrissement, notamment la concentration des terres, la priorité aux villes et l'inégalité de l'accès à l'éducation devaient être aussi pris en considération. Il a également rappelé aux participants l'idée que la mondialisation pouvait corriger les inégalités entre les pays: certains pays pauvres décidés à exploiter ce potentiel avaient enregistré des taux de croissance économique impressionnants.

Orientations futures

Pour la prochaine retraite que l'UNRISD organisera, les participants ont dégagé trois sujets de discussion: la gouvernance mondiale, les Nations Unies et la mondialisation néolibérale; l'action mondiale à mener pour réduire la polarisation aux niveaux national et mondial; et les réponses nationales à la mondialisation. Ils se sont accordés à penser que les débats devraient se fonder sur des éléments empiriques et viser à l'élaboration de prescriptions politiques spécifiques dans ces trois domaines.

Un rapport intégral des débats paraîtra dans un prochain numéro des **UNRISD**

Conférence Infos. Les quatre études commandées pour cette réunion feront prochainement l'objet d'un recueil publié par l'UNRISD.

Le financement de la retraite et des publications auxquelles elle donnera lieu a été assuré par la Fondation Rockefeller et le budget d'exploitation de l'UNRISD.

Composition ethnique, inégalités et gouvernance du secteur public

27-28 mai 2002, Genève

Cet atelier a réuni des chercheurs d'Afrique, d'Asie et d'Europe pour discuter des méthodologies à appliquer à un nouveau projet de l'UNRISD sur la composition ethnique, les inégalités et la gouvernance du secteur public. Depuis les années 1990, la plupart des pays ont procédé à des réformes de leur secteur public pour en modifier les structures d'incitation, d'administration et de direction. Peu de recherches, cependant, se sont intéressées à l'incidence des clivages et des inégalités ethniques sur la réforme du secteur public. L'efficacité et la bonne gouvernance peuvent être des objectifs difficiles à atteindre si le secteur public est un lieu de conflits ou si les élites mécontentes des règles de sélection régissant l'accès aux institutions publiques, se sentent exclues ou expriment des craintes à ce sujet. Le projet de l'UNRISD traite donc des questions de diversité, de re-

présentation et de cohésion dans la constitution et la gestion du secteur public.

Les discussions de l'atelier se sont déroulées avec pour toile de fond trois hypothèses guidant la recherche. Premièrement, contrairement à ce que croient de nombreux analystes, la fragmentation ethnique n'a pas forcément des résultats pathologiques. Les clivages ethniques présentent des configurations diverses selon les structures sociales. Deuxièmement, même dans le cas où l'ethnicité est un problème, il est possible de concevoir des institutions pour enrayer l'instabilité et favoriser la cohésion ou la conciliation. Troisièmement, il est possible de développer un secteur public ouvert à toutes les ethnies dans un contexte démocratique.

Les discussions se sont organisées autour d'une typologie qui classe les pays se-

lon leur niveau de polarisation ethnique. On a distingué cinq types de structure. La première catégorie, dite *unipolaire*, regroupe les cas où une ethnie prédomine nettement. Le Botswana et la Lituanie ont servi d'exemples. Au Botswana, les Tswanas représentent, selon certaines estimations, environ 70 pour cent de la population. Un pacte multiethnique conclu au moment de l'indépendance a fait du tswana la langue officielle (avec l'anglais) en échange d'une égale distribution des ressources entre tous les groupes. Une croissance économique soutenue a contribué à consolider ce pacte et à dépolitiser l'ethnicité. En Lituanie, les autochtones représentent environ 80 pour cent de la population.

La représentation dans le secteur public comme enjeu de la compétition risque moins de se focaliser sur l'ethnicité dans

les sociétés unipolaires que dans d'autres. Cette hypothèse a été examinée pendant l'atelier. La politique électorale peut déclencher des conflits à l'intérieur de l'ethnie dominante, ce qui permet à des membres de minorités de jouer un rôle actif dans des partis formés par des individus de l'ethnie dominante. Même si la plupart des Tswanas votent pour le parti au pouvoir, un pourcentage non négligeable soutient les partis d'opposition. Les minorités n'ont pas formé des partis distincts de ceux que dirigent des Tswanas, préférant exercer leur influence au sein des partis existants. Le vote des Lituaniens de souche se divise aussi en plusieurs partis. Bien que des minorités aient formé leur propre parti politique, le morcellement leur a permis de former des coalitions avec des partis lituaniens.

Les Fidji et la Lettonie ont servi à illustrer le deuxième type de structure, dit *bipolaire*. Dans cette catégorie se rangent les pays où il n'y a que deux groupes ethniques ou les sociétés multiethniques dans lesquelles prédominent deux groupes approximativement égaux. Aux Fidji, les Fidjiens de souche constituent environ la moitié de la population et les Indiens environ 45 pour cent. En Lettonie, les Lettons de souche et les Russes représentent en gros respectivement 58 et 30 pour cent de la population. Cependant, si les politiques de russification ont désavantagé les Lettons de souche, les règles relatives à la citoyenneté adoptées lors de l'accès à l'indépendance déclarent lettons plus de 76 pour cent des citoyens du pays et russes 17 pour cent seulement.

La troisième structure, dite *tripolaire*, est celle des pays dont la population se divise en trois groupes ou celle des sociétés multiethniques comptant trois grands groupes. La Bosnie et le Nigéria ont servi d'exemples. En Bosnie, les musulmans, Serbes et Croates représentent respectivement 44, 31 et 17 pour cent de la population. La guerre et l'intervention étrangère ont engendré un ensemble complexe d'institutions de gouvernance: une administration internationale, une confédération assez lâche, deux entités poli-

tiques distinctes et des autorités cantonales et communales. Le Nigéria est une fédération de 36 Etats, qui compte plus de 370 ethnies. Malgré cette diversité, trois groupes, qui constituent environ 55 pour cent de la population, ont par le passé exercé une forte influence en politique. De complexes institutions de gouvernance ont été conçues aux niveaux de la fédération, des Etats et à l'échelon local pour gérer la diversité et la tripolarité.

Selon une hypothèse importante pour la conduite des recherches sur les cas de bipolarité et de tripolarité, si l'ethnicité est politisée, les élites risquent de mener des politiques d'hégémonie, génératrices d'une grande instabilité et de graves disparités dans les institutions de l'Etat. Cela peut être lié à un espace de négociation limité et à la conclusion d'alliances multiples et changeantes. Dans de tels contextes, les institutions de gouvernance qui refusent d'appliquer des critères ethniques et se soumettent à la règle majoritaire peuvent ne pas se révéler viables.

Les deux derniers types de structure s'appliquent aux cas de fragmentation ethnique. On parle de *multipolarité fragmentée* là où la société est très morcelée, et de *multipolarité concentrée*, là où quelques groupes importants ont le pouvoir de former des coalitions sélectives. Les discussions ont porté sur l'Inde, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Tanzanie pour le premier type, et sur le Ghana et le Kenya pour le second. La Tanzanie compte plus de 130 ethnies et les trois plus importantes ne représentent que quelque 23 pour cent de la population. La Papouasie-Nouvelle-Guinée comprend plus de 800 groupes linguistiques et de nombreux clans. Le groupe principal ne représente qu'environ 4 pour cent de la population. La multipolarité fragmentée de l'Inde est attribuée à la différenciation par langue, religion et caste, mais risque de tourner en bi- ou en tripolarité sous l'effet des conflits religieux.

L'ethnicité est plus marquée au Ghana et au Kenya qu'en Tanzanie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et l'est moins au Ghana qu'au Kenya. Cinq ethnies constituent

environ 70 pour cent de la population du Kenya. Quatre d'entre elles sont de taille plus ou moins égale (11 à 14 pour cent) et le groupe principal ne représente que 21 pour cent de la population. On peut imaginer que l'ethnicité se manifeste sous des formes très prononcées dans les pays où la population se partage en groupes assez importants et plus ou moins égaux. Au Kenya, par exemple, les personnalités politiques des cinq principales ethnies peuvent croire qu'elles ont des chances égales de gouverner en formant des coalitions interethniques sélectives. Au Ghana, 44 pour cent des habitants sont akans, mais la fragmentation interne de cette ethnie semble atténuer cette domination: le conflit ethnique est plus prononcé entre les Asantes, sous-groupe des Akans, et la deuxième ethnie du pays, les Ewés. Il est probable que les comportements politiques s'appuyant sur l'ethnicité sont moins fréquents dans les cas de multipolarité fragmentée que dans ceux de multipolarité concentrée. Là où les partis politiques doivent faire appel à un large éventail d'ethnies pour remporter les élections, il est probable que se formeront des partis nationaux de coalition interethniques.

Les participants à l'atelier ont aussi discuté des deux démarches méthodologiques que suivront les recherches dans ce projet. La première consistera essentiellement à réunir des données et à analyser les clivages et inégalités ethniques. Les chercheurs feront le relevé des clivages ethniques, en notant les variations à l'intérieur de chaque groupe; ils exploreront aussi, dans la mesure du possible, les répercussions que peuvent avoir d'autres différences, la classe et le sexe, par exemple, sur les clivages ethniques et ils s'attacheront à rapprocher ces clivages de modes ou de structures types et à voir comment ils évoluent avec le temps. Ils étudieront les règles qui régissent la nomination aux institutions publiques, et les résultats ainsi obtenus, en concentrant leur attention sur quatre institutions principales: la fonction publique, le système des partis, le conseil des ministres et le parlement. Ils analyseront la répartition des charges pour voir si les ethnies sont

également ou inégalement représentées, ainsi que la manière dont cette répartition est perçue et les règles qu'elle suit. Les chercheurs étudieront aussi dans quelle mesure l'allocation des postes dans les institutions du secteur public reflète les inégalités socio-économiques. Et comme les règles de représentation au conseil des ministres, au parlement et dans les systèmes de parti dépendent en partie du choix des citoyens, ils étudieront où va la préférence des électeurs lorsqu'il s'agit de constituer ces institutions.

La deuxième approche sera axée sur les institutions auxquelles il incombe de gérer la diversité, les inégalités et la com-

pétition, soit sur un large éventail d'institutions allant du règlement électoral aux dispositions régissant le partage du pouvoir, en passant par la décentralisation, le fédéralisme et la protection des droits des minorités. Les politiques antidiscriminatoires et les règles introduites pour corriger les disparités seront également examinées. Les chercheurs se placeront dans une perspective historique pour trouver la réponse aux questions suivantes: Dans quelle mesure les institutions en place parviennent-elles à gérer les clivages et inégalités? Ces institutions privilégient-elles des résultats majoritaires ou consensuels? Les ethnies minoritaires sont-elles nécessairement exclues des ré-

sultats majoritaires? Si les institutions privilégient les résultats majoritaires, comportent-elles des garanties susceptibles de déboucher sur des résultats consensuels? Quelles autres options peut-on proposer sur la base des éléments livrés par l'étude des structures ethniques, des inégalités et du comportement électoral?

Cet atelier fera l'objet d'un rapport intégral qui paraîtra dans un prochain numéro des **UNRISD Conférence Infos**. Le financement de l'atelier et du projet est assuré par la Fondation Ford et le budget d'exploitation de l'UNRISD. Les projets des rapports de recherche sont attendus pour septembre 2003.

Veillesissement, développement et protection sociale

8–9 avril 2002, Madrid, Espagne

La conférence organisée par l'UNRISD en guise de contribution à la Deuxième Assemblée mondiale des Nations Unies sur le vieillissement a rassemblé des experts internationaux et des gérontologues réputés pour qu'ils présentent leurs travaux. Trois thèmes connexes étaient à l'ordre du jour: les trajectoires du développement, le changement social et le bien-être des moins jeunes; la protection sociale officielle des personnes âgées; et l'économie des soins.

Dans son allocution d'introduction, Peter Lloyd-Sherlock, soulignant la diversité des expériences de la vieillesse, a déconseillé de présenter les personnes âgées comme un groupe d'intérêt particulier ayant des préoccupations distinctes de celles d'autres groupes d'âge, voire même opposées. Les débats actuels sur le vieillissement de la population et la politique publique, a-t-il fait observer, sont surtout influencés par la gérontologie du Nord et l'économie néolibérale mais ces cadres de référence ne veulent pas dire grand chose pour beaucoup de gens au Sud, où vivent aujourd'hui la majorité des personnes âgées.

Trajectoires du développement, changement social et bien-être des moins jeunes
Le nombre croissant des personnes âgées a

une incidence sur les modes de développement actuel, et ce, dans tous les pays, du Sud comme du Nord. On entend souvent dire que le vieillissement de la population alourdit la charge qui pèse sur les secteurs productifs de l'économie, affirmation qui se fonde d'ordinaire sur une généralisation excessive des idées reçues sur la consommation et la dépendance dans la vieillesse. Pourtant, le développement se répercute sur la capacité de prévoyance pour toutes les catégories de population, y compris les personnes âgées. Les exposés de cette séance ont analysé l'incidence des changements socio-économiques sur le bien-être des personnes âgées dans diverses régions.

En Grande-Bretagne, la condition socio-économique des personnes âgées a beaucoup changé en un siècle. Dans son exposé, Paul Johnson s'est placé dans une perspective historique pour examiner comment un meilleur accès aux pensions de vieillesse, aux soins de santé et une voix au chapitre en politique avaient avec le temps modifié les attentes à l'égard de la vieillesse.

Les améliorations apportées aux programmes sociaux conçus pour les personnes âgées reposent généralement sur un choix politique. Ana Amélia Camarano a étudié

la condition socio-économique des personnes âgées et de leurs familles au Brésil et a découvert qu'elle s'était améliorée dans une conjoncture économique de croissance molle, lorsque la décision politique avait été prise d'offrir tout un éventail de programmes sociaux—en particulier une pension de vieillesse aux moins jeunes. Elle a noté cependant qu'il existait de fortes disparités entre les régions au Brésil et que les progrès accomplis pour les personnes âgées contrastaient avec la détérioration de la situation économique d'autres groupes. En raison de l'instabilité chronique de l'économie et du marché du travail, les jeunes générations, par exemple, sont de plus en plus dépendantes de leurs aînés.

Dans de nombreux pays de l'Europe de l'Est, les systèmes de prévoyance sociale se sont dégradés pendant les années 1990, ce qui a eu de graves répercussions sur le bien-être des personnes âgées. Selon Vladislav Bezrukov, de 1986 à 1998, la pension de base est tombée en Ukraine de 40 à 28 pour cent du salaire moyen d'un ouvrier, ce qui a forcé les personnes âgées à chercher sur le marché une source de revenu supplémentaire et/ou à compter sur des membres plus jeunes de leur famille pour subvenir à leurs besoins. Cependant,

dans des pays où le taux de chômage est élevé et où l'âge est un facteur de discrimination lors de la recherche d'un emploi, les privations sont le sort commun des personnes âgées.

La viabilité à long terme de l'entraide entre les générations a été remise en question dans l'exposé de Du Peng sur la Chine, où le nombre croissant de personnes âgées met à rude épreuve les mécanismes familiaux traditionnels. Il a souligné la rapidité et l'ampleur sans précédent des changements démographiques et socio-économiques qui se produisent actuellement en Chine où la couverture du régime de pension de l'Etat est limitée et en a conclu qu'il faudrait d'autres lois pour garantir les droits et avantages des personnes âgées.

La protection sociale officielle et les personnes âgées

C'est essentiellement par la création de programmes officiels de protection sociale que les personnes âgées profitent du développement. La deuxième séance de la conférence a porté sur les différents angles sous lesquels les politiques publiques abordent la retraite, la santé et les soins de longue durée.

Face au problème des retraites, les gouvernements du Sud ont opté pour des approches différentes. Dans son exposé, Armando Barrientos a comparé les régimes de retraite du Chili, de Singapour, d'Afrique du Sud et du Brésil. Avec le soutien de la Banque mondiale, le Chili et Singapour ont transformé leurs régimes de retraite en plans de retraite individuels auprès d'assureurs privés. Cette réforme a été présentée dans certains milieux comme une grande réussite qui, en augmentant les taux de l'épargne privée et en améliorant le fonctionnement des marchés des capitaux et du travail, a eu des effets bénéfiques sur le développement économique. Pourtant, les coûts de ces plans privés ont été, selon Armando Barrientos, sensiblement plus élevés que ceux des régimes de retraite universels qui existent en Afrique du Sud et au Brésil et qui ont aussi, selon lui, un impact mesurable sur la pauvreté, le bien-être des personnes âgées et le développement économique.

La prise en charge des soins de longue durée pour les personnes âgées inquiète de plus en plus les pays industrialisés. Une assurance pour soins sociaux a été rendue obligatoire au Japon en 2000, où les plus de 60 ans constituent le groupe le plus important. Tetsuo Ogawa a évalué le succès de ce régime et constaté que d'autres pays industrialisés pouvaient s'en inspirer.

La prise en charge des soins de santé n'a pas autant retenu l'attention que la réforme des retraites. Pourtant, dans de nombreux pays, les personnes âgées représentent une part croissante de la consommation des services de santé. Nulle part le peu d'attention portée à la santé des personnes âgées n'est plus manifeste qu'en Afrique subsaharienne. Dans son exposé, Di McIntyre a constaté avec inquiétude que de nombreux pays d'Afrique privilégiaient nettement les soins maternels et infantiles par rapport aux soins aux personnes âgées. Elle a aussi relevé que l'introduction des services payants et de coûteux régimes d'assurance maladie avait eu des conséquences fâcheuses sur beaucoup de personnes âgées ou s'était montrée une mesure impropre à résoudre leurs problèmes.

Les assurances maladie individuelles privées, que les pays sont de plus en plus nombreux à adopter, risquent de se montrer discriminatoires envers les personnes âgées et les handicapés s'il n'est pas créé de fonds spéciaux comme il en existe aux Etats-Unis et en Argentine. En comparant ces fonds, Nélida Redondo a estimé qu'aucun n'avait réussi à maîtriser les dépenses de santé et a donc vu là un coût important lié à l'abandon des régimes publics universels.

Les personnes âgées et l'économie de soins

Dans bien des pays en développement, la famille, surtout les femmes, continue à jouer un rôle important dans les soins aux personnes âgées. La dernière séance de la conférence s'est intéressée aux répercussions des changements subis par la famille, les valeurs traditionnelles, la structure de l'emploi et l'économie sur les soins aux personnes âgées dans l'économie parallèle.

Nana Apt s'est penchée sur les processus de modernisation et l'évolution des soutiens dans l'économie parallèle en Afrique subsaharienne. Elle a montré que l'urbanisation, le départ des jeunes à la recherche d'un emploi et l'effondrement du ménage élargi avaient accentué l'isolement et la vulnérabilité économique des personnes âgées, en particulier dans les campagnes.

On entend souvent dire que les ménages élargis "traditionnels" cèdent la place à des structures "nucléaires" dans les pays en développement. Pourtant, on assiste au processus inverse au Mexique, comme l'expliquent Cristina Gomes da Conceição et Verónica Montes de Oca Zavala. Les personnes âgées vivant plus longtemps et les obstacles économiques étant de nature à dissuader les jeunes gens d'acheter leur propre habitation, la proportion des ménages réunissant trois générations a augmenté. Dans bien des cas, les soins des plus jeunes membres du ménage incombent à des femmes âgées qui, selon cette recherche, préféreraient souvent vivre seules.

Dans certains cas, les personnes âgées peuvent aussi jouer un rôle important de dispensatrices de soins. En Thaïlande, l'épidémie du VIH/SIDA a eu d'importantes répercussions sur la vie des personnes âgées, souvent amenées à prendre soin de leurs enfants malades et, ce faisant, à réorganiser leur vie en conséquence. Dans leur exposé, John Knodel et Chanpen Saengtienchai ont montré que la charge était lourde pour de nombreux parents de malades du VIH/SIDA. L'état de ces malades réclame des soins qui sont non seulement physiquement astreignants mais aussi lourds de conséquences économiques. De plus, les familles se retrouvent souvent dans une situation économique précaire au décès de leur principal soutien.

Cette conférence n'aurait pas pu se tenir sans l'appui financier du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, du gouvernement espagnol et des principaux bailleurs de fonds de l'UNRISD.

L'UNRISD au Forum social mondial: La réglementation des institutions mondiales

3–4 février 2002, Porto Alegre, Brésil

Au Forum social mondial de cette année, l'UNRISD et l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE) ont organisé conjointement un séminaire sur la réglementation des institutions mondiales, qui a réuni des universitaires et des militants préoccupés par les questions de gouvernance mondiale et de développement. Six conférenciers ont traité des réformes qu'il faudrait apporter aux organisations financières internationales, aux sociétés transnationales (STN) et aux grandes organisations non gouvernementales de développement (ONG).

Le séminaire a commencé par débattre du rôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Le Directeur de l'UNRISD, Thandika Mkandawire, a noté la façon dont les institutions de Bretton Woods avaient ajusté leur politiques ces dernières années pour s'attaquer aux questions de l'atténuation de la pauvreté et de la "bonne gouvernance". Il a cependant relevé quatre failles dans ce changement de politique: la tendance à traiter de ces questions en technocrates; les aspects importants de la distribution des revenus et de l'équité sociale que ces organisations continuent à ignorer; leur entêtement à "cibler", qui a créé des services sociaux à double vitesse, et leur reconnaissance du rôle de l'Etat, qui arrive alors que les politiques néolibérales ont déjà considérablement affaibli sa capacité dans de nombreux pays. Thandika Mkandawire a invité ces institutions à prendre conscience de l'importance de la justice redistributive et de la politique sociale, qui doivent faire partie intégrante du débat sur le développement et non se greffer après-coup sur une politique fondamentalement inchangée.

S'adressant aux participants, Peter Evans, professeur de sociologie à l'Université de Californie, Berkeley, a souligné que, si la Banque mondiale et le FMI avaient un

rôle à jouer dans la promotion du développement, les pays du Sud devaient avoir beaucoup plus voix au chapitre dans les organes dirigeants de ces organisations. Il était fallacieux, selon lui, de présenter les gouvernements du Sud, comme le voulait aujourd'hui une opinion très répandue, comme des victimes passives des politiques du FMI ou comme des clients passifs sauvés par l'organisation. Les relations entre le Sud et le FMI s'amélioreraient, à son avis, si les pays du Sud s'organisaient mieux pour infléchir collectivement les politiques du Fonds. Bien que la direction du FMI ne soit pas une structure démocratique, il existe des espaces où le Sud peut accroître son pouvoir et son influence dans l'organisation.

Selon Reinaldo Gonçalves, professeur d'économie à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, le FMI et la Banque mondiale étaient aux mains des pays développés, notamment des Etats-Unis, de puissants instruments de politique étrangère. En énumérant les problèmes majeurs auxquels il fallait s'attaquer, il a cité le manque de transparence des institutions et des organisations qui composent le système financier et monétaire international; le fait que certains secteurs des opérations financières, comme les centres offshore, échappent à la réglementation; et la conditionnalité négative, le "danger moral" lié aux prêts du FMI. Il a plaidé pour un renversement du processus de libéralisation financière, avec l'introduction de contrôles plus stricts des capitaux et certaines restrictions à l'exportation et à l'importation des devises, des biens et des services. Il a également demandé le remplacement de la Banque mondiale et du FMI par un fonds international de développement chargé de financer des projets sociaux, économiques et environnementaux dans les pays en développement. A son avis, ni les gouvernements des pays développés ni ceux des pays en dévelop-

pement ne devraient participer à la prise des décisions; le conseil d'administration du Fonds devrait au contraire se composer de représentants de la société civile internationale, choisis démocratiquement à l'échelle mondiale.

Le séminaire s'est ensuite intéressé à la réforme des STN et des grandes ONG de développement et à leur impact sur le développement. Peter Utting, coordinateur de recherches à l'UNRISD, a évalué l'efficacité des tentatives faites récemment pour améliorer le bilan social et environnemental des STN par le biais de systèmes multipartites d'établissement de normes, de contrôle et de certification. Il a estimé que quelques-uns de ces systèmes étaient un progrès par rapport à certaines initiatives volontaires "d'auto-réglementation", qui laissent généralement à désirer tant au niveau de la conception et de la mise en œuvre que de l'impact. Il a relevé néanmoins que les initiatives multipartites présentaient des faiblesses et ne pouvaient passer à l'échelle supérieure que dans certaines limites. Non seulement les entreprises qui y adhèrent sont relativement peu nombreuses mais les processus de contrôle, de communication des rapports et de certification qu'elles prônent sont souvent complexes et coûteux. Une telle démarche ayant peu de chances d'évoluer en un système mondial efficace de réglementation des STN, il importe, selon Peter Utting, d'accorder plus d'attention à l'établissement ou à l'extension de "procédures de dépôt de plaintes", permettant de relever et de réprimer des infractions spécifiques commises par des STN. A ces systèmes, seraient associés divers types d'acteurs et de processus, notamment des institutions des Nations Unies, les appareils nationaux du droit et de la justice, les ONG assumant une fonction de surveillance, les syndicats, les médias, les médiateurs et institutions assimilées, les actionnaires et les consommateurs militants.

David Korten, Président du Forum de développement axé sur les peuples, a préconisé une réforme profonde de la gouvernance mondiale des STN et de leurs obligations. Il a fait valoir que la forme juridique de société à responsabilité limitée avait été instituée pour exploiter la population, les marchés et les ressources des territoires coloniaux et soustraire de puissants intérêts économiques à l'obligation de rendre des comptes. Elle ne devait donc avoir aucune part à la définition ou à l'infléchissement des priorités et de la politique publiques dans les sociétés démocratiques. Ni les initiatives volontaires ni une réglementation publique au coup par coup ne sera en mesure de parer aux conséquences sociales et environnementales néfastes des activités des STN. Pour lutter contre ces problèmes, il a préconisé plusieurs solutions possibles: l'élimination des formes institutionnelles qui concentrent le pouvoir économique et n'ont pas de comptes à rendre au public,

la dissolution des monopoles, la redistribution équitable des droits de propriété, le renforcement et la démocratisation des Nations Unies et le démantèlement de la Banque mondiale, du FMI et de l'Organisation mondiale du commerce.

S'intéressant à la question des grandes ONG de développement, Deborah Eade, rédactrice du journal *Development in Practice*, a décrit l'évolution récente de leurs modes d'approche et de leur rôle. Parmi les tendances relevées, elle a mentionné l'importance croissante attachée à la démocratisation et à la bonne gouvernance. Elle a expliqué que ces ONG se rendaient compte de la nécessité de donner plus de poids à la sensibilisation pour changer le climat politique; qu'elles se voyaient pressées de fournir des services et se disputaient la faveur des médias et la lumière des projecteurs, dont dépendent leurs ressources et influence. Ces tendances amènent à s'interroger sur la façon dont sont lancés les mots d'or-

dre, sur la division du travail entre les ONG du Nord, et celles du Sud, sur la légitimité des ONG lorsqu'elles plaident la cause de tiers et sur l'étendue de leur responsabilité devant diverses parties. La "sensibilisation paternaliste" doit, selon Deborah Eade, céder la place à une "sensibilisation participative" à laquelle seraient associées de vastes coalitions de la société civile et de représentants de la base. Elle a appelé de ses vœux une "sensibilisation centrée sur l'humain", qui permettrait aux gens de négocier leurs droits pour leur propre compte, et des ONG internationales qui, au lieu de lancer des mots d'ordre et de distribuer les ressources en conséquence, manifesteraient concrètement leur solidarité.

Les résumés de ces exposés sont disponibles sur le site www.unrisd.org.

Contrat mondial et société civile: Eviter l'affrontement

Peter Utting

Toute personne qui, venant des Nations Unies, a assisté au Forum social mondial de 2002 à Porto Alegre, Brésil, aura constaté avec étonnement que, malgré les critiques formulées par de nombreux militants envers l'ONU, ils croient encore en elle. Alors qu'ils exigent que des organisations comme l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international soient réduites de façon radicale ou abolies, de nombreux organismes de la société civile appellent de leurs vœux une Organisation des Nations Unies réformée mais renforcée. Pourtant les relations que celle-ci entretient, avec les sociétés transnationales (STN) notamment, ne laissent pas d'inquiéter. Les "partenariats" qui se sont récemment formés entre des institutions des Nations Unies et des STN témoignent de leur rapprochement. Le

plus connu est le Contrat mondial, qui avait rallié le soutien de quelque 400 sociétés de 30 pays à la fin de 2001. Ces sociétés ont accepté d'adhérer à neuf principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail et à la protection de l'environnement. Lors du Forum social, le Contrat mondial a été vivement critiqué.

Dans mon article intitulé "Les partenariats ONU-entreprises: Quels objectifs comptent?" (*UNRISD Infos*, No. 23, automne/hiver 2000), j'avais l'idée que le réchauffement des relations entre les Nations Unies et les STN avait l'inconvénient de tendre les rapports entre les Nations Unies et certains acteurs de la société civile. Depuis deux ans, en effet, la tension est montée. On le voit surtout dans les communications entre le bureau du Contrat mondial et l'ONG

établie aux Etats-Unis Corpwatch. Les désaccords entre un bureau des Nations Unies et une ONG ne devraient pas surprendre. Ce qui est préoccupant en l'occurrence, c'est que Corpwatch assure le secrétariat de l'Alliance for a Corporate-Free UN (Alliance pour des Nations Unies sans entreprises), qui se compose de plusieurs organisations de recherche et de sensibilisation connues et respectées, du Nord comme du Sud, telles que le Third World Network, l'Institute for Policy Studies, Focus on the Global South et l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE). Au Forum social, il était évident que ces membres de l'Alliance avaient pris la tête du "mouvement" mondial désireux d'offrir un autre modèle que celui de l'actuelle mondialisation économique. Parmi les 5000 organisations présentes au Forum social,

et parmi beaucoup d'autres qui n'avaient pas pu se faire représenter à Porto Alegre, certaines ont acquis une très solide légitimité.

Il est regrettable que le Contrat mondial, dont la raison d'être est en partie de promouvoir de nouvelles formes de "bonne gouvernance", fondées sur le dialogue et la collaboration entre les parties prenantes, suscite l'opposition de certains secteurs de la société civile. Pourquoi ces tensions? Plusieurs préoccupations ont été exprimées:

- Rares sont les mécanismes en place capables de s'assurer que les sociétés respectent les principes du Contrat mondial.
- Au lieu d'être tenues d'intégrer les neuf principes dans leur fonctionnement, les sociétés pourraient choisir ceux auxquels elles souhaitent se conformer et les activités qui en seront l'illustration.
- Le Contrat mondial contribue davantage à améliorer l'image et la légitimité des grandes sociétés qu'à améliorer les normes sociales et environnementales.
- La théorie de "l'apprentissage social" et la démarche des "meilleures pratiques" qui soutiennent le Contrat mondial sont faussées car elles ont tendance à détourner l'attention des pratiques peu recommandables et à ne pas tenir compte des fortes pressions et des contextes institutionnels qui encouragent les sociétés à relever les normes, ni des facteurs fondamentaux, structurels et autres, qui les incitent à l'irresponsabilité.

Les recherches menées actuellement dans le cadre du projet de l'UNRISD "Responsabilité des entreprises et développement durable", qui ont permis d'examiner les partenariats ONU-sociétés et la responsabilité sociale des entreprises, ont relevé des préoccupations similaires et semblent indiquer la nécessité d'une autre approche. Comment les choses pourraient-elles évoluer? Trois scénarios sont à envisager.

Premièrement, l'ONU peut suivre la voie actuelle et associer les STN à son action par des initiatives volontaires peu contraignantes. Mis à part la question de savoir si ce type d'engagement peut amener les entreprises à mieux assumer leurs responsabilités sur le terrain social, l'ONU, en suivant cette voie, court à l'affrontement avec une partie très véhémement de la société civile. Ce genre de tension semblerait être en contradiction avec ce qu'elle essaie de faire depuis plus de dix ans, à savoir favoriser la conclusion d'arrangements en terme de gouvernance mondiale, ce qui suppose de meilleures relations avec la société civile.

Deuxièmement, l'ONU peut se montrer réceptive aux voix non seulement de l'Alliance pour des Nations Unies sans entreprises, mais aussi de l'ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres parties prenantes du Contrat mondial, qui lui ont conseillé de modifier le Contrat ou d'en revoir la conception de manière à obliger les sociétés à respecter les neuf principes. Les idées de réforme ne manquent pas. Il a été proposé notamment d'introduire une sélection parmi les sociétés candidates, de faire preuve de transparence concernant la liste des sociétés adhérant au Contrat mondial, d'obliger celles-ci à faire un rapport sur les neuf principes, d'accorder plus d'attention aux réactions et commentaires des parties qui ne sont pas des entreprises et de les divulguer, d'instituer un contrôle indépendant du respect des principes, de surveiller de plus près la manière dont les sociétés "exploitent" leur association avec l'ONU et de se doter d'autres garanties pour éviter qu'aux mains des sociétés le Contrat se réduise à un argument publicitaire.

Modifié dans ce sens, le Contrat serait doublement utile: il améliorerait les relations entre l'ONU et la société civile et serait plus à même d'encourager les entreprises à assumer leurs

responsabilités et à rendre des comptes. Il se pourrait aussi, bien sûr, que ces mêmes entreprises se dédient. (L'un des principaux partisans du Contrat, la Chambre de commerce internationale, n'a pas caché qu'elle ne "verrait pas d'un bon œil" de tels changements). Certains rétorqueraient que ce ne serait peut-être pas une mauvaise chose: nombre de grandes STN sont déjà associés à des initiatives volontaires de responsabilisation et ont accepté de rendre compte de leurs "meilleures pratiques" et, dans la perspective du développement social et durable, leur adhésion au Contrat n'apporte guère de valeur ajoutée. Mais un désengagement des entreprises risquerait de priver le Contrat de certains de ses atouts. Dans des pays en développement ou en transition, le Contrat pourrait être un moyen de faire prendre conscience au public de l'importance des questions de la responsabilité des entreprises. Il présente aussi l'avantage de ramener les STN dans l'orbite du droit international, même si le droit auquel elles sont soumises est d'un type peu contraignant. On part souvent de l'idée fautive, par exemple, que la Déclaration universelle des droits de l'homme vise les Etats et non les entreprises. Le Contrat mondial pourrait aider à la corriger en rendant plus explicite le lien entre entreprises et droit international relatif aux droits de l'homme.

Le troisième scénario consisterait à poursuivre l'expérience du Contrat mondial, avec ou sans réforme majeure, et à chercher une autre approche ailleurs dans le système des Nations Unies. Il est précisé dans le Contrat qu'il n'est pas destiné à se substituer à d'autres démarches internationales de réglementation assorties de contrôles et de moyens répressifs. En pratique, cependant, c'est à peu près la seule initiative à laquelle se soient ralliées un nombre important de sociétés. Ce qui inquiète surtout à propos des partenariats ONU-STN en général, c'est qu'ils témoignent d'un changement de cap.

Une foule d'initiatives volontaires peu compromettantes ont en effet supplanté d'importants mécanismes et arrangements institutionnels qui s'appuyaient sur de nouvelles formes de droit international, prévoyaient un contrôle ou une surveillance des activités des STN, une médiation ou un arbitrage en cas de litiges, et faisaient appel à la recherche pour étudier, en même temps que d'autres formes de réglementation, les incidences des activités des STN sur la société, l'environnement et le développement.

Plusieurs idées et propositions formulées sur le rôle du système des Nations Unies en la matière pourraient contribuer à corriger ce déséquilibre (voir encadré) mais la plupart d'entre elles en restent au stade théorique ou sont lentes à se concrétiser. Le moment est certainement venu de les étudier avec plus d'attention, si l'ONU tient à encourager une responsabilisation sociale des entreprises, en même temps qu'une bonne gouvernance, et à favoriser la participation des divers parties prenantes.

Peter Utting, coordinateur de recherches à l'UNRISD, dirige les travaux de l'Institut sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Il exprime sa reconnaissance à son assistante de recherche, **Désirée Abrahams**.

Le texte original anglais de cet article paraît sous une forme quelque peu modifiée dans **Development in Practice**, Vol. 12, No. 5, novembre 2002, pp. 644-647.

Repenser les relations ONU-entreprises

- Les Amis de la Terre International ont proposé que le Sommet mondial sur le développement durable envisage une convention sur la responsabilité des entreprises qui établisse des normes sociales et environnementales minima et les rende contraignantes, encourage la communication de rapports et prévoit des incitations pour amener les STN à prendre des mesures pour éviter que leurs activités aient des conséquences fâcheuses.
- Le Forum international sur la mondialisation a prôné la création, dans le système des Nations Unies, d'une Organisation pour la responsabilité des entreprises qui fournirait des renseignements sur les pratiques des entreprises en vue d'actions en justice et de boycotts de consommateurs. Christian Aid a avancé l'idée d'une Autorité de réglementation mondiale qui établirait des normes de comportement pour les STN, veillerait à ce qu'elles soient respectées et interviendrait en cas d'infractions. D'autres ont demandé la remise en activité du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, dont une partie des activités a été confiée à la CNUCED il y a dix ans.
- La Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme a créé un Groupe de travail sur les STN, qui est en train d'étudier un Code de conduite à leur intention et a rédigé un ensemble de "Principes et responsabilités en matière des droits de l'homme à l'intention des sociétés transnationales et autres entreprises industrielles ou commerciales". Le Groupe de travail a aussi proposé la création d'entités qui aideraient à faire appliquer les Principes et en contrôlèrent le respect.
- Il a été proposé que la Commission des droits de l'homme de l'ONU se dote d'un Rapporteur spécial sur les STN et que certains des Rapporteurs spéciaux déjà en place se penchent sur des problèmes concernant les STN. Il a été proposé également d'étendre aux STN des obligations légales internationales touchant aux droits de l'homme et de les placer sous la juridiction de la Cour pénale internationale.
- Lorsqu'elles traitent avec des sociétés, les institutions des Nations Unies pourraient poser des conditions en matière d'achats ou étendre celles qu'elles posent déjà afin de faire respecter certaines normes sociales et environnementales.
- S'agissant de l'examen des différends relatifs à la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, les syndicats et d'autres acteurs exhortent depuis des années l'OIT à renforcer ses activités et procédures de suivi en la matière, qui sont restées extrêmement faibles.
- Des institutions des Nations Unies comme la CNUCED, le PNUD, le PNUE et l'OMS, de même que l'OIT, ne devraient pas craindre de se livrer à des recherches sur les STN et leur impact social, environnemental et développemental dans les pays en développement et sur les initiatives de réglementation, ni d'analyser d'un œil critique les politiques menées envers ces sociétés.

Changements agraires, genre et droits fonciers

6–7 novembre 2001, Genève

Cette conférence a réuni les membres de l'équipe de l'UNRISD qui ont effectué pendant deux ans des recherches sur le terrain dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, au Brésil et en Ouzbékistan dans le cadre du projet intitulé Changements agraires, genre et droits fonciers. Des spécialistes travaillant sur les questions agraires dans d'autres régions y participaient aussi. Ce fut l'occasion pour les chercheurs de présenter leurs conclusions et d'identifier d'autres cas de figure émergeant des études de cas réalisées. Bien que les exposés et discussions aient couvert un large terrain, trois thèmes principaux se sont dégagés.

Le premier a trait au jeu politique et aux institutions du régime foncier et à leur capacité à défendre les intérêts des femmes et à faciliter la représentation et la participation féminines aux décisions touchant à la gestion de la terre. L'une des études approfondies retrace l'émergence d'un consensus apparent, entre acteurs de camps idéologiques et politiques différents, sur la question foncière en Afrique subsaharienne. Cette recherche a montré qu'à la suite d'un changement de philosophie, la Division de la politique foncière de la Banque mondiale rejette maintenant essentiellement les réformes du régime foncier fondées sur des interventions officielles (telles que l'attribution de titres fonciers)—qui sont en complète rupture avec les systèmes traditionnels—et souligne au contraire l'importance de "s'inspirer du droit coutumier", ce qui, selon elle, reviendrait moins cher et aurait de meilleures chances de réduire les litiges fonciers. En même temps, de nombreuses forces progressistes, y compris plusieurs organisations internationales non gouvernementales telles que Oxfam Royaume-Uni, voient dans l'élargissement du rôle incombant à la gestion locale des terres, un rem-

part contre les manœuvres d'aliénation et le cumul des terres.

Cependant, les participants se sont interrogés sur le rôle des institutions locales dans la gestion et l'administration du régime foncier et l'arbitrage des litiges. Ces questions sont d'autant plus pertinentes que la tendance actuelle à la décentralisation entraîne une réorganisation des rôles et des pouvoirs entre les acteurs locaux, censés participer davantage à la gouvernance. Les systèmes de gestion locale vont-ils mieux prendre en compte les intérêts des femmes que les décisions officielles intervenant au niveau national? Rien n'est moins sûr, car à tous les niveaux où se prennent les décisions touchant aux questions foncières, *y compris aux systèmes de gestion locale*, les femmes ont très peu voix au chapitre. De plus, si certains participants se sont interrogés sur les limites de la loi et des réformes légales comme moyens d'instaurer la justice entre les sexes, d'autres ont fait observer que le dualisme défendu par certaines féministes et responsables politiques, qui juxtaposent droit et coutume, est fallacieux. Premièrement, il ne manque pas d'éléments pour prouver que les deux domaines ont un fond commun et qu'en pratique les femmes empruntent aux principes et du droit et de la coutume pour revendiquer leurs droits fonciers. Deuxièmement, on craignait qu'à un moment où les Etats abdiquent leurs responsabilités en politique économique et sociale, le discours de "la coutume" fasse le jeu d'un nouveau "traditionalisme"—favorise la réapparition des chefferies, par exemple—qui pourrait être en conflit avec les principes démocratiques et les droits revendiqués par les femmes.

Le deuxième thème qui s'est dégagé des discussions de la conférence a trait au caractère *contingent* de la ques-

tion foncière et à la mesure dans laquelle sa signification varie d'un contexte à l'autre. Plus spécifiquement, comment formuler la question de l'égalité entre hommes et femmes face à la terre en tenant compte des nombreuses variables qui interviennent et déterminent où et quand la terre est une ressource primordiale pour les populations et les femmes et un atout dans les luttes qu'elles mènent pour survivre et améliorer leur condition économique et sociale, et où et quand elle devient une responsabilité? Que ce soit dans les débats nationaux sur la réforme du système foncier ou dans le contexte de la dynamique politique de la décentralisation, les intérêts fonciers des femmes sont sujets à controverse. Dans certains pays, ils ont occasionné des tensions, voire des divisions, dans la société civile: si certains préconisent l'octroi aux femmes de droits explicites à la terre et poussent dans ce sens, persuadés que c'est là de "bonne" politique (parce qu'ils présument que le pouvoir de négociation des femmes dans le ménage s'en trouvera renforcé, quelles que soient les forces contextuelles plus larges), d'autres s'opposent catégoriquement à des droits fonciers pour les femmes parce qu'ils y voient la brèche dans laquelle s'insinueraient les forces favorables à la libéralisation pour ouvrir les systèmes "coutumiers" de gestion des terres au marché et à des intérêts commerciaux étrangers. Cette dichotomie est dangereuse car il n'est plus d'analyse nuancée possible. Or, c'est précisément ce qu'il faudrait pour déterminer dans quels cas un accès insuffisant à la terre est un sérieux obstacle aux entreprises agricoles des femmes. Ce n'est pas ainsi non plus qu'on parviendra à proposer des mesures qui instaurent une plus grande justice dans l'allocation des ressources aux femmes rurales, à la fois

comme femmes ou filles de ménages éminemment masculins *et* comme membres de classes sociales et de communautés vulnérables qui, avec la libéralisation, risquent d'être chassées de leurs terres ou de ne pas se voir attribuer de titres fonciers.

Enfin, l'effet des politiques macroéconomiques déflationnistes et de la libéralisation extérieure—les deux piliers de l'orthodoxie néolibérale—sur les moyens d'existence des paysans des pays en développement s'est révélé un grave sujet de préoccupation. L'un des

participants à la conférence a exposé en détail les mécanismes par lesquels le ralentissement économique mondial se répercute sur l'agriculture, ce qui donne lieu à une grave crise dans de nombreuses régions du monde en développement. Les mesures de libéralisation extérieure, la chute des cours de nombreux produits de base exportés par les pays en développement, le danger que représentent pour les agriculteurs de ces pays des importations de céréales à des prix exceptionnellement bas, les modifications de cultures qu'elles entraînent et la baisse des dépenses

publiques consacrées au développement rural sont autant de facteurs de précarisation des moyens d'existence.

Cette conférence a été organisée conjointement par l'UNRISD et le Forum d'études sociales d'Addis-Abeba, Éthiopie. Les conclusions du projet de l'UNRISD Changements agraires, genre et droits fonciers seront publiés en janvier 2003 dans un numéro spécial du *Journal of Agrarian Change*.

La nécessité de repenser l'économie du développement

7–8 septembre 2001, Le Cap, Afrique du Sud

Activité commune de l'UNRISD et de la Fondation Ford, cette conférence a rassemblé 29 spécialistes en sciences sociales de pays en développement et de pays industrialisés pour un échange d'idées sur une approche des problèmes du développement capable de se substituer au néolibéralisme. Les participants se sont fait part de leurs vues sur l'économie conçue comme outil d'émancipation du Sud et sur les moyens à employer pour relancer l'économie du développement, considérée non pas comme une branche déviante de l'économie dominante, mais comme une discipline dont le rôle est de chercher à résoudre les problèmes vitaux typiques des pays en développement.

Les deux jours de discussion se sont organisés autour de cinq domaines principaux: le déclin de l'économie du développement, les courants intellectuels actuels, les nouveaux défis, les perspectives régionales, et enfin les stratégies et activités futures.

Dans leurs échanges sur le premier domaine, les participants ont avancé diverses raisons pour expliquer le déclin de l'économie du développement

à la fin des années 1970 et dans les années 1980. Jusque vers les années 1970, les problèmes de la protection sociale et du chômage dans les pays développés et ceux de la pauvreté et du sous-développement dans les pays en développement étaient interprétés au travers de la lunette de l'économie keynésienne et de l'"économie du développement", respectivement. De l'avis unanime des participants, la crise pétrolière, la "stagflation" et l'endettement des pays en développement qui en a résulté ont mis à rude épreuve les modèles et théories qui sous-tendaient les politiques de protection sociale comme celles du développement. La contre-révolution néoclassique et la montée du monétarisme dans les pays industriels avancés ont aussi contribué, selon eux, au déclin de l'économie du développement au Sud. Certains ont relevé qu'aux yeux de nombreux mouvements sociaux nés dans la mouvance de la démocratisation, l'économie du développement avait perdu de son attrait à cause de son association avec des gouvernements autoritaires.

S'ils ont attribué le déclin de l'économie du développement aux crises économiques des années 1970 et 1980—

et à la montée idéologique du néolibéralisme dans les institutions financières internationales et les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques—les participants ont fait observer que l'interprétation du développement tel qu'il avait été vécu après la guerre n'était pas étrangère à la disparition de la discipline. Jusqu'en 1993, les résultats économiques spectaculaires des pays de l'Asie orientale étaient invoqués pour preuve de la sagesse des politiques qui se fiaient aux lois du marché. A contrario, on attribuait ce qui avait été des "décennies perdues" pour une grande partie de l'Afrique et de l'Amérique latine à la "planification du développement", qui faussait les prix et ralentissait la croissance. Les expériences des pays dont le développement avait été exemplaire servaient donc à accabler l'économie du développement.

"Quelle devrait être la relation entre une nouvelle économie du développement et l'économie dominante?". Les réponses divergentes données à cette question ont constitué l'essentiel du débat sur le deuxième domaine. Un groupe a proposé une rupture franche avec l'économie dominante, qui

s'entête à appliquer des "patches" politiques ou sociaux pour expliquer pourquoi les résultats économiques diffèrent de ceux qu'avait prévus la théorie néoclassique. La renaissance de l'économie du développement devrait donc s'opérer hors des paradigmes et méthodologies de l'économie dominante, se situer dans des contextes historiques spécifiques et prendre en considération les institutions, les valeurs et pratiques socio-culturelles et les structures de gouvernance. Un autre groupe de participants a estimé en revanche que nombre de critiques importantes formulées à l'intérieur de l'économie dominante pouvaient à la fois servir à dénoncer les politiques néolibérales et nourrir une réflexion nouvelle sur le développement. Ces critiques, dès lors qu'elles sont rigoureuses, peuvent et doivent être mises à profit dans des démarches non orthodoxes. Selon ces participants, la méthodologie en soi aurait moins d'importance qu'un effort sincère pour toucher au cœur même du développement dans des contextes historiques et institutionnels différents.

Des militants ont fait valoir que, malgré le rôle central joué par des théories économiques "fausses", l'adoption par des responsables politiques d'un modèle économique particulier était essentiellement un choix politique. Ces dernières années, divers régimes conservateurs de pays développés ont été contraints, sous la pression politique, d'aller à l'encontre de leurs inclinations idéologiques avouées et d'adopter des solutions keynésiennes.

Les participants ont aussi discuté des nouveaux défis. L'appel à une nouvelle économie du développement n'est pas inspiré par la nostalgie d'un "âge d'or" du développement, mais plutôt par l'immédiateté de la tâche à laquelle elle se voue: l'élimination de la pauvreté par le développement économique et une distribution équitable. Cependant, le nouveau paradigme devra tenir compte des expériences accumulées et

s'attaquer à tout un éventail de questions nouvelles dans un environnement mondial radicalement différent. Car non seulement le contexte international a changé, mais aussi l'économie, l'idée qu'on se fait de l'Etat et l'ordre du jour social.

En discutant de ces nouveaux paramètres, un important point d'accord s'est dégagé: la nécessité d'une démarche économique plus intégrée. Les moyens d'y parvenir ont fait l'objet d'un débat animé. Là où certains participants ont laissé entendre qu'il fallait s'attacher à intégrer pratiquement ces paramètres, plutôt que de se mettre en quête d'une "grande théorie" qui fasse pendant au paradigme néoclassique, d'autres ont estimé qu'une nouvelle théorie économique ne serait pas inutile. On aurait en effet besoin de solides assises intellectuelles pour s'élever contre l'orthodoxie actuelle. Les participants ont aussi souligné la nécessité d'un lien fort entre recherche et politique, en particulier pour la recherche qui serait amenée à aider les responsables politiques à formuler de bonnes politiques de développement.

Les expériences régionales ont été le quatrième sujet de discussion. Les commentaires de certains participants d'Amérique latine ont porté sur les mouvements internationaux de capitaux, les investissements étrangers directs et le rôle des institutions financières internationales dans les processus de développement national. Les discussions sur le Kerala, l'Inde, ont montré que la décentralisation avait donné lieu dans cet Etat à une expérience heureuse de transition démocratique à partir de la base. Au Canada, ce qui a commencé comme un mouvement provincial de contestation des allocations budgétaires s'est étendu à l'ensemble du pays et c'est maintenant à l'échelle nationale que le budget fédéral alternatif est établi avec le concours de la population. Ceux qui tentent ailleurs de démocratiser

la politique économique pourraient s'inspirer de cette expérience. Une méthode participative de définition des politiques a été appliquée en Afrique australe mais, du fait d'obstacles divers—moyens limités du gouvernement et structures institutionnelles inadaptées—elle n'a pas atteint tous ses objectifs. Enfin, s'il y avait une leçon à tirer de l'expérience des économies de transition, c'était que la rapidité des réformes avait moins d'importance que la solidité des institutions. En effet, dans de nombreux pays où la légalité est fragile, la réforme démocratique risque d'avoir des conséquences fâcheuses sur les capacités institutionnelles et la croissance économique.

Le dernier domaine abordé a été celui des stratégies et activités futures. Une grande partie de cette discussion a reposé sur le fait, admis par tous, que les recherches menées dans des pays en développement passaient pratiquement inaperçues et qu'il était urgent de former une nouvelle génération d'économistes du développement qui sachent allier à leur compétence professionnelle un regard critique. La création par certains des participants de IDEAs (International Development Economics Associates) a été l'un des résultats concrets de la conférence. Entreprise de recherche internationale et indépendante de l'UNRISD, IDEAs s'emploiera à constituer un réseau pluraliste d'économistes hétérodoxes travaillant dans l'enseignement, la recherche et l'application d'analyses critiques du développement économique. Pour de plus amples informations sur cette initiative, rendez-vous sur le site www.networkideas.org.

Un compte rendu intégral de la conférence sera publié dans un prochain numéro des **UNRISD Conférence Infos**.

La responsabilité sociale et environnementale des entreprises au Pérou

4-5 septembre 2001, Lima, Pérou

Organisé en collaboration avec la Faculté des sciences sociales de la Pontificia Universidad Católica del Perú, cet atelier a rassemblé pendant deux jours plus de 30 personnes venues d'organisations non gouvernementales établies au Pérou, de sociétés privées, des milieux universitaires et d'organisations internationales.

En ouvrant l'atelier, Peter Utting, coordinateur des recherches de l'UNRISD, a évalué les forces et les faiblesses de l'ordre du jour international actuel en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Son exposé a été suivi d'un débat sur l'efficacité des différents types de démarches volontaires ou formes de réglementation recensées dans les pays en développement. Les participants ont souligné que, dans ces pays, tant l'Etat que les sociétés nationales manquaient souvent des ressources et de la volonté politique nécessaires à une amélioration des normes sociales et environnementales et que les organisations et réseaux de la société civile étaient peu développés ou avaient d'autres préoccupations plus urgentes.

Renato Alva Pino, assistant de recherches à l'UNRISD, a exposé les conclusions préliminaires des recherches menées au Pérou. Plusieurs sociétés transnationales, notamment dans le secteur minier, ont adopté il y a quelques années le discours de la responsabilité, que tiennent aussi nombre de sociétés nationales et d'associations professionnelles. L'intérêt pour ces idées est né au début des années 1990, dans un climat de crise économique, sociale et politique, lorsque des chefs d'entreprises nationales ont tenté de jouer un rôle plus important dans le développement national en s'attaquant à des questions non seulement économiques mais aussi sociales et politiques. Cependant, les mesures volontaires qui ont été prises tendent à se limiter à une gamme étroite d'initiatives liées à l'édu-

cation, aux soins de santé, à des projets de développement communautaire et à l'aide humanitaire. Lorsque des sociétés prennent des initiatives de responsabilisation, c'est essentiellement sous la pression extérieure, à la suite de préoccupations exprimées par des consommateurs et des militants du Nord. Renato Alva Pino a conclu que des questions et préoccupations nationales telles que la corruption et la discrimination n'étaient pas forcément prioritaires aux yeux des entreprises au Pérou. En revanche, la réglementation gouvernementale a beaucoup contribué à les éveiller à leurs responsabilités environnementales.

Il existe un fossé entre le discours de la responsabilité sociale et environnementale et la pratique des entreprises. La situation économique difficile dans laquelle se trouvent la plupart des industries nationales et l'absence de pressions concertées de la société civile freinent considérablement les progrès. Plusieurs participants ont fait observer que la responsabilisation sociale et environnementale des entreprises se heurtait à d'importants obstacles structurels et culturels liés, par exemple, aux caractéristiques propres au capitalisme péruvien et aux rapports sociaux au lieu de travail. Ils ont aussi relevé que les politiques économiques néolibérales et le régime politique autocrate des années 1990 avaient créé un contexte peu propice à une responsabilisation des entreprises.

Le deuxième jour de l'atelier, deux grandes entreprises ont parlé de leurs stratégies de responsabilisation. Barrick, grande société minière transnationale, a présenté son programme social pour les communautés des régions minières. La société avait adopté toute une série d'initiatives mais ne pouvait guère avoir un impact réel à cause de l'ampleur de la pauvreté, du manque de soutien et de services de l'Etat dans les régions mi-

nières et de la méfiance de la population de ces communautés. La deuxième société, Backus, firme péruvienne, a décrit les initiatives qu'elle avait prises dans les domaines de l'éducation, de la culture, de l'art et de la santé. Dans les discussions qui ont suivi, des participants à l'atelier se sont inquiétés de l'absence d'indicateurs de responsabilité sociale et environnementale dans ces programmes, de la viabilité des projets sociaux et environnementaux et de leurs rapports avec les organisations de travailleurs et les consommateurs.

Au cours de la dernière séance, l'association du secteur privé Peru 2021 a présenté son projet Cadena, qui vise à faire adopter des systèmes de management environnemental par le biais de l'ISO 14000. Cependant, dans le contexte actuel de récession économique, le financement et le temps nécessaires à la mise en place de tels systèmes se révèlent des obstacles de taille. Le Centro de Asesoría Laboral del Perú (CEDAL), ONG spécialisée dans les questions d'emploi, a ensuite présenté un ensemble d'indicateurs qui s'inspirent des conventions de l'Organisation internationale du Travail et dont elle se sert pour mesurer la responsabilité des entreprises envers leurs employés. Ces indicateurs, appliqués à quatre sociétés étrangères des télécommunications, de l'énergie et du secteur bancaire, ont révélé divers problèmes touchant au respect des droits des travailleurs.

En conclusion, les participants sont convenus de la nécessité d'éveiller aussi les petites et moyennes entreprises à leurs responsabilités sociales et environnementales et de construire un mouvement et une culture de la responsabilité qui soient plus en phase avec les particularités du contexte péruvien.

Cet atelier a été financé par la Fondation MacArthur.

Les technologies de l'information et de la communication au Sénégal

16–17 juillet 2001, Dakar, Sénégal

Cette conférence a marqué officiellement la fin d'une année de recherches approfondies menées par une équipe de l'UNRISD sur le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans divers secteurs de l'économie et de la société sénégalaises. Les enjeux économiques, politiques et culturels des TIC au Sénégal et les leçons à en tirer pour le développement social et le combat contre l'exclusion sociale dans le pays, telles ont été les préoccupations générales qui ont guidé les dix études du projet.

La conférence s'est organisée autour de trois thèmes: TIC et développement économique, intégration des nouvelles technologies dans les médias et l'éducation, et TIC, développement et processus de démocratisation. Dans son allocution d'ouverture, Abdoulaye Baldé, Secrétaire général du cabinet du Président, a souligné l'intérêt et le soutien que le gouvernement sénégalais accorde au travail entrepris par les chercheurs et a exprimé l'espoir que cela permettrait de poser les jalons d'une utilisation plus équitable des nouvelles technologies dans le développement des pays africains.

TIC et développement économique

Trois études ont été présentées lors de la première séance de la conférence, dont deux s'étaient intéressées à la manière dont les technologies de l'information s'étaient implantées dans les entreprises du secteur privé au Sénégal. L'une d'elles portait sur les perspectives ouvertes par l'Internet aux petites et moyennes entreprises à Dakar, sur les menaces qu'il représente pour elles et sur la manière dont 79 d'entre elles tentent de s'adapter à leur époque (notamment en utili-

sant des sites Internet et le courrier électronique, en mettant au point de nouvelles stratégies de commercialisation, en changeant leur politique du personnel et en adoptant de nouvelles formes de travail). L'autre a consisté à poser des questions similaires à un échantillon de 50 moyennes et grandes entreprises industrielles (pêche, production alimentaire, textile et pièces de machines, notamment) et a noté les changements survenus dans la gestion, les relations avec les fournisseurs et les clients et l'établissement de nouveaux contacts internationaux. Elle a aussi cherché à évaluer les avantages et les coûts que présentait aux yeux des intéressés l'adaptation au nouvel environnement.

Le troisième exposé a passé en revue les conclusions des recherches sur les répercussions des technologies de l'information sur la croissance et les modes de développement économique au Sénégal. L'étude comprenait un élément empirique puisqu'elle s'était intéressée à l'implantation de ces technologies dans divers secteurs de l'économie sénégalaise, fragilisée par la crise et divers programmes d'ajustement structurel. Elle a analysé les changements que l'entrée des TIC dans les industries et les services entraînait dans les rapports sociaux et économiques, ainsi que les tentatives faites pour dynamiser l'économie locale en exploitant de nouveaux créneaux d'un marché international en pleine expansion, celui des services offerts sur l'Internet. L'étude a également montré les principales difficultés que rencontrent des pays comme le Sénégal lorsqu'ils décident d'être présents dans la "nouvelle division internationale du travail" et d'en tirer parti.

Les TIC dans les médias et l'éducation

Deux des quatre études présentées lors de la deuxième session de la conférence portaient sur les TIC et les médias au Sénégal. L'une s'est intéressée au rôle des systèmes informatisés dans la modernisation du journalisme. L'avenir du journalisme africain dépendra dans une large mesure de sa capacité à exploiter les technologies de l'information pour répondre aux besoins locaux. Cette recherche a montré que si certaines technologies—l'Internet en particulier—demeurent peu accessibles aux journalistes et peu employées, principalement en raison d'obstacles économiques, les téléphones portables, par exemple, sont en revanche très largement utilisés. L'autre étude sur les médias s'est penchée sur le développement de la radio, qui est devenue pour la majorité des Sénégalais une source d'information vitale dans les langues locales, surtout depuis la création de stations FM en 1990. Les rapports entre préoccupations locales et préoccupations mondiales deviennent d'autant plus complexes à la radio que la radio et la télévision par satellite donnent maintenant accès à de nouvelles émissions d'information et de divertissement.

Les deux autres études dont il a été question pendant cette séance avaient trait à la promotion et à l'usage des TIC dans l'enseignement secondaire et supérieur au Sénégal. L'introduction des ordinateurs dans les écoles secondaires reste inégale et celles qui en sont dotées le doivent presque exclusivement à des projets pilotes soutenus par des fonds extérieurs. L'emploi des ordinateurs n'a pu s'étendre à tout le pays, faute de ressources financières et humaines. Pourtant, 80 pour

cent des personnes interrogées dans l'étude ont jugé indispensables les ordinateurs et la connectivité, qui peuvent atténuer certains types de problèmes structurels et organisationnels rencontrés dans l'enseignement secondaire, donner accès à des documents et des informations introuvables ailleurs et contribuer à l'adoption du téléenseignement et d'autres méthodes qui constituent un affranchissement pour les enseignants comme pour les élèves.

L'emploi des TIC dans l'enseignement supérieur se heurte à plusieurs obstacles au Sénégal. Actuellement, moins de 5 pour cent de la population est inscrite dans des établissements d'enseignement supérieur. Bien que les universités soient déjà saturées, la demande continue d'augmenter. Des améliorations de l'infrastructure, du matériel et de la connectivité pourraient apporter une solution partielle en ouvrant des débouchés au téléenseignement et à la recherche. Pourtant, de vastes questions demeurent: quels sont les meilleurs moyens d'intégrer les TIC et quel est leur rôle dans la production et la transmission du savoir? De plus, les facultés universitaires doivent non seulement conserver la maîtrise de leur discipline mais aussi se familiariser avec l'"environnement des technologies de l'information".

TIC, développement et démocratisation

Les participants à la conférence ont entendu trois exposés pendant cette séance. Le premier s'inspirait d'une étude qui avait analysé la politique officielle en matière d'information et de liberté d'expression et son évolution, notamment la perte progressive par l'Etat de son contrôle sur les médias et la tentative faite récemment pour améliorer la communication avec les citoyens en créant dans les quartiers des bureaux où chacun peut avoir accès aux archives publiques et obtenir des papiers officiels. Le rôle joué

par les TIC lors des élections présidentielles de mars 2000, qui ont amené le parti dominant à céder le pouvoir à l'opposition pour la première fois depuis l'indépendance en 1960, a été également étudié. Les stations de radio privées et les téléphones portables ont contribué à la transparence et à l'exactitude des résultats électoraux et ont ainsi prouvé concrètement que les TIC avaient servi à faire pression et à obtenir un changement démocratique au Sénégal.

*Abdoulaye Baldé,
Secrétaire général du cabinet
du Président, a souligné
l'intérêt et le soutien que le
gouvernement sénégalais
accorde au travail entrepris
par les chercheurs et a
exprimé l'espoir que cela
permettrait de poser les jalons
d'une utilisation plus équitable
des nouvelles technologies
dans le développement des
pays africains.*

Le deuxième exposé de cette séance a traité du rôle des TIC dans la transformation des villes au Sénégal. Cette recherche s'est intéressée à la façon dont les technologies de l'information sont utilisées pour renforcer les intérêts religieux et économiques de la fraternité mouride à Touba, la deuxième ville du Sénégal. La croissance rapide de la fraternité repose avant tout sur le rôle qu'elle joue dans le rituel religieux de la société wolof traditionnelle. L'étude montre que la croissance d'un secteur commercial transnational informel et l'établissement de liens religieux avec d'autres pays ont servi à renforcer les

intérêts des Mourides aux plans local et mondial. Elle explique aussi en quoi les techniques nouvelles modifient les identités et les rapports sociaux (entre hommes et femmes, entre les chefs spirituels et leurs fidèles) dans un environnement naguère traditionnel.

Enfin, les participants se sont vu exposer les recherches menées pour déterminer en quoi les TIC facilitaient les "relations à distance", sociales et financières, entre les Sénégalais émigrés et leur pays d'origine. La croissance rapide et la diversification des services téléphoniques et les options offertes par l'Internet sont en train de modifier la manière dont les émigrés peuvent intervenir dans les décisions quotidiennes relatives aux affaires de famille et gérer les entreprises tributaires de leurs investissements. Les TIC stimulent aussi la création d'entreprises dans les pays d'immigration car les Sénégalais qui résident à l'étranger répondent à la demande de leurs compatriotes qui veulent des services de virement, des communications internationales bon marché et de nouvelles formes de troc transnational.

Cette conférence a fait l'objet d'un compte rendu dont le texte intégral a été publié en français dans la série des **UNRISD Conférence Infos** (voir page 21) et est accessible sur le site de l'Institut, www.unrisd.org.

Certaines des études discutées lors de la conférence sont disponibles sur ce même site. Elles ont été toutes les dix rassemblées en un recueil qui est copublié (en français) avec les éditions Karthala. L'UNRISD s'emploie actuellement à les faire traduire en anglais.

La partie sénégalaise du projet Technologies de l'information et développement social, y compris cette conférence, a été financée par le Ministère néerlandais de la coopération au développement.

Donald McGranahan 1917–2001

Don McGranahan, fondateur de l'UNRISD et directeur de l'Institut de 1967 à 1977, est mort du cancer dans une clinique des États-Unis fin 2001. Après des états de service exemplaires en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, il a fait des études de psychologie expérimentale à Harvard. Il est ensuite entré aux Nations Unies à New York, dans un service qui s'appelait alors le Bureau des affaires sociales où il s'est fait connaître par ses travaux sur les rapports entre développement économique et développement social, décrits notamment dans le rapport de 1961, **Report on the World Social Situation**. En qualité de secrétaire du Comité d'experts Mahalanobis sur la mesure des niveaux de vie, ainsi que dans les réunions interinstitutions des années 1950 et du début de la décennie suivante, il a jeté les bases des travaux de l'ONU sur les indicateurs sociaux. Dans l'ouvrage intitulé **International Definition and Measurement of Levels of Living: An Interim Guide**, il a défini des indicateurs qui sont restés pratiquement inchangés à ce jour.

C'est pour ces recherches sur les profils et indicateurs du développement, et dans le but de poursuivre ce travail, qu'il a obtenu en 1963 un don du gouvernement des Pays-Bas pour fonder, dans le cadre des Nations Unies, un institut de recherche sur les questions sociales. C'est lui qui a mis la dernière main aux dispositions qui devaient régir l'organisation de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Il en a rédigé le mandat et en est devenu le directeur en 1967.

Les premières années passées sous sa direction restent généralement nimbées de la gloire des deux lauréats du prix Nobel, Jan Tinbergen et Gunnar

Myrdal, qui siégeaient au conseil d'administration de l'Institut. Mais celui-ci comptait d'autres personnalités: Eleanor Sheldon, notamment, le guide spirituel de "l'observatoire social" aux États-Unis, Phillip Hauser, l'éminent démographe et, brièvement, Jacques Delors, avant qu'il ne se tourne vers la politique européenne. Il n'a pas été facile de forger, à partir de personnalités aussi puissantes qu'hétérogènes, un instrument capable de guider l'Institut, de concilier par exemple les intérêts économétriques de Jan Tinbergen avec le sens pratique de Gunnar Myrdal. Le facteur déterminant a certainement été la personnalité de Don McGranahan, son attachement indéfectible aux principes scientifiques et son acharnement à chercher des moyens concrets de favoriser le développement social, et par là, le développement en général. La soif de savoir finissait par avoir raison de la plupart des divergences. Et c'est ce qui transparaissait aussi de sa façon d'encadrer le personnel de l'Institut.

Parmi les projets marquants exécutés pendant les dix ans où il était directeur, et dont il assumait personnellement la conduite avec son personnel, il convient de citer les recherches sur les répercussions sociales de la Révolution verte, le rôle des coopératives dans le développement, la conception unifiée du développement économique et social, et les indicateurs locaux (projet proposé par Gunnar Myrdal pour tester la pertinence, dans des conditions réelles, des statistiques de l'emploi et d'autres statistiques couramment utilisées).

Don McGranahan se passionnait pour la quantification du développement et l'application de ces mesures à l'analyse sociale et économique, et ce

thème de prédilection l'occupait principalement, lui et ses collègues, après les heures de travail normales. Ils examinaient à la loupe les concepts et données traditionnels, rejetaient ce qui était manifestement faux (notamment certaines statistiques "fabriquées" à partir de modèles) et remettaient en question l'emploi aveugle de techniques statistiques populaires. Ce travail a connu son aboutissement bien après le départ de Don McGranahan à la retraite, lors de la publication de l'ouvrage **Measurement and Analysis of Socio-Economic Development**, où figuraient des profils de développement —plutôt que des indicateurs globaux— fondés sur l'analyse de correspondances et sur une conception nouvelle des lignes les plus justes, toutes de remarquables innovations.

Ceux qui l'ont connu gardent le souvenir de sa gentillesse, de son entêtement à n'accepter de son allocation de subsistance que la somme qu'il avait effectivement dépensée en logement et repas (le reste, versé à la cagnotte de l'Institut, pour des activités sociales), des parties de squash qu'il disputait trois fois par semaine avant le petit déjeuner avec des collègues, d'une patience à toute épreuve, et d'une vie de famille heureuse, bien que parfois sacrifiée à une vie professionnelle très intense. Don McGranahan laisse trois enfants qui, par leurs carrières scientifiques, suivent les traces de leur illustre père.

Wolf Scott, administrateur principal responsable de recherches à l'UNRISD de 1965 à 1986, a écrit cet article à la mémoire de son ami et collègue.

L'UNRISD dans le cyberspace

Le site Internet de l'UNRISD (www.unrisd.org) a été choisi pour figurer au portail des sciences sociales, le SOSIG, Social Science Information Gateway—"reconnu pour faire autorité sur l'Internet quand il s'agit d'indiquer ce qui vaut la peine d'être consulté en matière de sciences sociales". Le SOSIG entend mériter la confiance des chercheurs et professionnels des sciences sociales, des affaires et du droit en les dirigeant vers des informations de qualité sur l'Internet. Il fait partie du Réseau découvertes en documentation du Royaume-Uni (UK Resource Discovery Network). www.sosig.ac.uk

L'UNRISD en traduction

La publication de Solagral, le **Courrier de la planète** (Nos. 64 et 68) a traduit en français des extraits de quatre publications de l'UNRISD: **Business Responsibility for Sustainable Development** de Peter Utting (OPG 2) paraît sous le titre de "Un intérêt bien compris"; "UN-business partnerships: Whose agenda counts?" de Peter Utting (UNRISD Infos, No. 23) sous celui de "Les pièges du partenariat"; **Corporate Codes of Conduct: Self-Regulation in a Global Economy** de Rhys Jenkins (PP TBS 2) sous celui de "Conduite à risque"; et **Toward Integrated and Sustainable Development?** de Solon L. Barrough (PP OC 1) sous celui de "A la mode de chez nous". www.solagral.org

Les documents d'information établis pour la conférence de l'UNRISD "Racisme et politique publique" ont été traduits en portugais et diffusés sur l'Internet

à Afirma Revista Negra Online par l'ONG brésilienne Afirma Comunicação e Pesquisa. www.afirma.inf.br

L'UNRISD dans les médias

Un article paru le 11 septembre 2001 dans le quotidien français **Le Monde** a salué la publication de l'UNRISD **Mains visibles: assumer la responsabilité du développement social** comme un signe du retour de la dissidence économique dans le système des Nations Unies. "Son titre 'Mains visibles' laisse à peine deviner la violence des attaques lancées... contre la déréglementation néo-libérale", commente la journaliste Laurence Caramel. "Cette offensive de l'UNRISD marque le retour d'un discours beaucoup plus radical que l'on n'avait pas entendu aux Nations Unies depuis les années 1970", écrit-elle.

La conférence de l'UNRISD "Racisme et politique publique" (septembre 2001, Durban) a reçu un large écho dans les médias sud-africains et internationaux. Des articles inspirés par des contributions à la conférence, et sur la manifestation elle-même, ont paru dans **African Development Forum**, allAfrica.com, **Business Day**, **Conference News Daily**, **The Earth Times**, **Daily Mail & Guardian**, **Fletcher Forum of World Affairs**, **Le Monde**, **Social Development Review**, et l'Agence de presse Xinhua. En rendant compte quotidiennement de la Conférence mondiale sur le racisme, **Guardian Unlimited**, la version en ligne de **The Guardian**, a fait figurer parmi les "liens utiles" le site Internet de la conférence de l'UNRISD.

A Dakar, où l'UNRISD a tenu une conférence sur le thème Technologies de l'information et développement social au Sénégal (juillet 2001), le

Quotidien le Soleil et le **Sud Quotidien** lui ont consacré des articles. La presse s'est intéressée particulièrement à l'une des études de l'Institut, qui avait porté sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les médias sénégalais.

India Abroad, hebdomadaire de la communauté indo-américaine publié à Chicago, Dallas, Los Angeles, New York et Toronto, a réédité "Hindutva as a savarna purana" et "Violence and survival", le chapitre quatre de **Creating a Nationality: The Ramjanmabhumi Movement and Fear of the Self** d'Ashis Nandy, Shikha Trivedy, Shail Mayaram et Achyut Yagnik (UNRISD et Oxford University Press, 1995).

L'UNRISD dans la formation

Le cours de l'hiver 2002 donné à l'Université de Georgetown sur le thème "Théorie critique de la race" se sert actuellement de quatre documents préparés pour la conférence et projet de l'UNRISD "Racisme et politique publique". Il s'agit des documents suivants: **Cataclysms of Silence** de Vijay Prashad, **The Social Construction of Race and Citizenship in the United States** de George Fredrickson, **Immigration, Multiculturalism and the Nation-State in Western Europe** de Jeroen Doomernik; et **Contested Realities: Race, Gender and Public Policy in Aotearoa/New Zealand** de Tracey McIntosh.

Le document **Structural Racism and American Democracy: Historical and Theoretical Perspectives**, rédigé par Manning Marable pour la conférence et projet de l'UNRISD "Racisme et politique publique", est également utilisé en travail de cours à l'University of South Florida.

Transition to What? Cambodia, UNTAC and the Peace Process de Grant Curtis (DP 48), **The Social Impacts of Light Weapons Availability and Proliferation** de Christopher Louise (DP 59) et "The terrible toll of post-conflict 'rebel movements' in Africa" du Directeur de l'UNRISD Thandika Mkandawire (**Journal of Modern African Studies**, Vol. 40, No. 2, 2002) sont des lectures obligatoires pour un cours de troisième cycle et de fin de deuxième cycle sur le thème "Conflits et développement", donné en automne 2002 à la School of International Service de l'Université américaine (programme de développement international).

Business Responsibility for Sustainable Development de Peter Utting (OPG 2) a été l'une des principales sources d'information dont s'est servie l'organisation Consumers International pour mettre au point la "boîte à outils", distribuée pour servir lors de la Journée mondiale 2001 des droits des consommateurs. Ces "outils" sont en fait un échantillon des actions que particuliers, collectivités et organisations de consommateurs peuvent entreprendre pour responsabiliser les entreprises: campagnes de mobilisation, recherche et administration des preuves, campagnes s'appuyant sur des codes et travail de sensibilisation auprès des gouvernements et des sociétés.

Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development (2000) a servi à plusieurs établissements d'enseignement depuis sa publication, notamment au Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail, établi à Turin, Italie, à l'Ecole de droit de l'Université de New York et à l'Ecole de planification de l'Université de Cincinnati, Ohio.

Les infos de l'UNRISD circulent

En 2001 et 2002, plus de 16 500 exemplaires de documents spéciaux, de documents de programme et d'autres publications de l'UNRISD ont été distribués à la faveur d'une quarantaine de manifestations tenues un peu partout dans le monde, d'Addis-Abeba à Wellington, de Beijing à Guadalajara, d'Istanbul à New Delhi. L'UNRISD glane sur l'Internet des informations sur les conférences traitant de ses thèmes de recherche et épêche les annonces reçues d'organismes de conférences.

Le personnel de l'UNRISD élargit son audience

Yusuf Bangura

"Strategic policy failure and state fragmentation: Security, peacekeeping and democratization in Sierra Leone", in R. Laremont (ed.), **The Causes of War and the Consequences of Peacekeeping in Africa**, Heinemann, Portsmouth, New Hampshire, 2002.

"Globalization and African development", in R. Suttner (ed.), **Africa in the New Millennium**, Nordiska Afrikainstitutet, Upsala, Suède, 2001.

Krishna Chimire

"Changing rural power structures through land tenure reforms: The current dismal role of international organizations", **Canadian Journal of Development Studies**, Vol. XXIII, No. 2, 2002.

"Regional tourism and South-South economic cooperation", **The Geographical Journal**, Vol. 167, No. 2, June 2001.

Huck-ju Kwon

"Welfare reforms and future challenges in the Republic of Korea: Beyond the developmental welfare states?", **International Social Security Review**, Vol. 55, No. 4, 2002.

"Income transfers to the elderly in Korea and Taiwan", **Journal of Social Policy**, Vol. 30, No. 1, 2001.

Thandika Mkandawire

"The terrible toll of post-conflict 'rebel movements' in Africa: Towards an explanation of the violence against the peasantry", **Journal of Modern African Studies**, Vol. 40, No. 2, 2002.

"Thinking about developmental states in Africa", **Cambridge Journal of Economics**, Special Issue on African Economic Development in a Comparative Perspective, Vol. 23, No. 3, May 2001.

Shahra Razavi

"Mondalisation, emploi et droits des femmes", **Cahiers Genre et Développement**, No. 3, L'Harmattan, Paris et Institut universitaire d'études du développement, Genève, 2002.

"Women in contemporary democratisation", **International Journal of Politics, Culture and Society**, Vol. 14, No. 4, June 2001.

Peter Utting

"La responsabilité des entreprises dans la perspective d'un développement durable", **Annuaire Suisse-Tiers Monde** 2001, No. 20, Institut universitaire d'études du développement, Genève, 2001.

"Verantwortung der Unternehmen für die Nachhaltige Entwicklung", **Jahrbuch Schweiz-Dritte Welt** 2001, No. 20, Institut universitaire d'études du développement, Genève, 2001.

Réflexions sur le racisme et la politique publique

suite de la page 44

de beaucoup), mais prônent un concept nouveau, le *droit à la différence*. Des Etats, on attend une attitude moins intégrationniste et plus pluraliste. Les différences culturelles ne doivent pas être abolies, mais respectées et célébrées. Les cultures ne doivent plus se fondre dans un creuset mais se mêler dans un saladier où chacune garde sa saveur particulière.

La mondialisation et les mécanismes de polarisation qu'elle a entraînés ont des répercussions raciales, ethniques et culturelles. Loin d'être des phénomènes aléatoires, l'intégration et l'exclusion sont liées à des processus de construction et de différenciation ethniques et raciales d'origine historique. Les laissés-pour-compte de la mondialisation, les irrémédiablement pauvres, ceux qui ont faim et les malades—soit plus de la moitié de la population mondiale selon les estimations des Nations Unies—sont aussi victimes de discriminations ethniques, raciales et culturelles. La pauvreté du Sud, qui tranche avec l'abondance du Nord, n'est-elle pas une forme de racisme? Lorsque des communautés locales et des écosystèmes viables et bien vivants sont détruits pour les besoins de l'accumulation capitaliste, n'est-ce pas une forme particulièrement grave de discrimination? Lorsque se construisent des forteresses de prospérité au milieu d'océans de misère et de désespoir, n'est-ce pas là un cas extrême d'intolérance et d'exclusion? Le *racisme structurel* est en fait le canevas général auquel se rattachent aujourd'hui d'autres formes de discrimination raciste et ethnique.

Etant donné que les transactions économiques et sociales entre communautés et groupes distincts continuent à être "racialisées" dans de nombreuses sociétés, la notion de race prend une valeur sociale et il convient de considérer le racisme comme un élément d'un système de rapports de force entre acteurs racialisés, entendant par là non seulement des individus, mais aussi des institutions, l'Etat et l'économie mondiale.

Toutefois, ce n'est pas traiter des questions de manière constructive que de rejeter la faute sur le "système" car cette attitude, qui n'est pas nouvelle, débouche sur la passivité: "on ne peut rien faire tant que le système ne change pas". Mais qui va changer le système? Et comment? S'il faut une approche mondiale, on aura encore besoin de politiques nationales et locales à l'avenir.

Identité et identification, dignité et diversité, pouvoir et politique, droits et ressources: voilà quelques-uns des espaces disputés dans la lutte contre la discrimination et le racisme dans l'univers post-colonial de la mondialisation. Dans quelle mesure arriverons-nous à régler ces questions? Ce sera l'un des grands enjeux de ce nouveau siècle. De plus en plus, on préfère parler d'*interculturalité* plutôt que de multiculturalisme en soi. Il ne s'agit pas de nier la diversité culturelle des groupes, mais plutôt de la renforcer par des structures de gouvernance flexibles qui ne soient pas culturellement liées à un modèle quelconque d'"Etat-nation". Comment l'idée d'interculturalité va-t-elle se traduire dans les domaines de l'éducation, de la communication, du contrôle social, de la créativité culturelle, de l'administration de la justice, de la représentation politique etc.? Si l'on n'a pas encore de réponses, le débat est du moins ouvert.

Rodolfo Stavenhagen est professeur de sociologie au Colegio de México et Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones. Le document dont est extrait cet article est disponible sur www.unrisd.org.

L'UNRISD est une institution autonome qui entreprend des recherches multi-disciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L'Institut est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable de bien comprendre le contexte social et politique pour définir des politiques efficaces de développement. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l'intermédiaire d'un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

L'UNRISD remercie les principaux donateurs à son budget général—le Danemark, la Finlande, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse—du soutien qu'ils apportent à ses activités.

UNRISD
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse
info@unrisd.org
www.unrisd.org

Rédactrice: Jenifer Freedman
Conseiller pour ce numéro: Yusuf Bangura
Traduction de l'anglais: Martine Cullot
Correction d'épreuves: Véronique Martinez
Mise en page: Pamela Smaridge

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles du/des auteur(s). Leur publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'UNRISD.



Imprimé sur papier recyclé.

Réflexions sur le racisme et la politique publique

Rodolfo Stavenhagen

Au début du XX^e siècle, W.E.B. du Bois, le grand penseur afro-américain, a prédit que ce siècle serait celui de “la barrière raciale”. Pendant les décennies qui ont suivi, le monde a assisté à la montée et à la chute du nazisme et à l’Holocauste, au mouvement des droits civils aux Etats-Unis, à la fin du colonialisme et de l’apartheid, à l’émergence des populations autochtones comme acteurs politiques sur la scène internationale, au retour du racisme en Europe et au spectacle atroce de la purification ethnique et du génocide en Bosnie et au Rwanda. Pourtant 100 ans plus tard, “la barrière raciale” est toujours là, séparant peuples et cultures, divisant les puissants des opprimés. Même si elle permet à certains de tisser des liens ethniques étroits, elle enferme une multitude d’autres dans des schémas de pensée.

La pensée sur le racisme a subi des changements importants depuis la fondation des Nations Unies. Pendant la phase initiale, le racisme était assimilé essentiellement au legs de l’idéologie nazie. Le racisme nazi se fondait sur une idéologie pseudo-scientifique de pureté et de supériorité raciales, qui plongeait ses racines dans de nombreux courants de la pensée occidentale et avait infiltré le discours de l’anthropologie, de la biologie, de la psychologie et d’autres disciplines. Aujourd’hui, le racisme scientifique ne demande plus aucune reconnaissance universitaire. Les premières initiatives que prirent les Nations Unies pour lutter contre le racisme eurent pour but d’évacuer ce poison du monde de l’après-guerre, comme en témoigne la Déclaration universelle des droits de l’homme de 1948: “Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d’opinion politique ou de toute autre opinion, d’origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation” (article 2).

La lutte contre le colonialisme et le combat mené pour mettre fin à l’apartheid marquent le début de l’étape suivante. Pendant les années 1950 et 1960, de nombreuses anciennes colonies accèdent au rang d’Etats indépendants et le mouvement des droits civils bat son plein aux Etats-Unis. Les Nations Unies proclament le droit à l’autodétermination dans la Déclaration de 1960 sur l’octroi de l’indépendance aux

pays et aux peuples coloniaux, incorporé plus tard dans les Pactes relatifs aux droits de l’homme adoptés par l’Assemblée générale en 1966: “Tous les peuples ont le droit de disposer d’eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel” (article premier, paragraphe 1 de chacun des deux Pactes). L’accent est mis, non plus sur des attitudes individuelles et des idéologies racistes construites, mais sur les droits des peuples et l’instauration d’un nouvel ordre international plus équitable. Pourtant, avec l’arrivée en scène du tiers monde, les inégalités internationales vont prendre un tour nouveau.

*Pourtant 100 ans plus tard,
‘la barrière raciale’ est toujours là,
séparant peuples et cultures, divisant
les puissants des opprimés. Même
si elle permet à certains de tisser
des liens ethniques étroits, elle enferme
une multitude d’autres dans
des schémas de pensée.*

Les années 1970 et 1980 sont celles du retour du racisme: il revient sous un nouveau visage, cette fois dans les pays industriels du Nord, et s’en prend principalement aux travailleurs migrants venus de la périphérie, aux réfugiés et aux anciens sujets coloniaux. Dans les quartiers des villes d’Europe occidentale, des violences racistes éclatent de plus en plus souvent et des discriminations raciales sont signalées dans

les domaines de l’éducation, du logement, de l’emploi, des services de santé et de la justice pénale. Les jeunes des minorités raciales sont tout particulièrement désignés comme délinquants. Aux Etats-Unis par exemple, ce processus de “criminalisation” touche surtout les Noirs et les Latinos, qui sont en butte à des discriminations, et les Arabes, depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Un certain nombre de pays commencent à voir dans le racisme non pas une série d’incidents isolés mais plutôt un *problème social avec ses modalités et sa structure propres*. Si peu de gens prônent ouvertement la discrimination raciale du genre phénotypique, les concepts mêmes de race et de relations raciales sont en train de changer dans le nouveau contexte mondial. Au moment où les communautés d’immigrés se multiplient dans les Etats industrialisés, les distinctions biologiques perçues en viennent à coïncider avec des différences culturelles reconnues. Dans certains pays, l’expression de “relations raciales” est employée pour désigner les relations entre communautés culturelles différentes. Les défenseurs des droits de l’homme ne demandent plus simplement l’égalité générale (inaccessible aux yeux

► page 43